Nations Unies E/HLPF/2020/5

Conseil économique et social

Distr. générale
15 mai 2020
Français
Original : anglais, arabe, espagnol, français et russe

Forum politique de haut niveau pour le développement durable
Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
7-16 juillet 2020
Point 2 de l'ordre du jour provisoire*
Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable

Compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2020

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de transmettre ci-joint les principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires présentés par 47 États membres du forum politique de haut niveau pour le développement durable à sa réunion de 2020, conformément aux résolutions 67/290 et 70/1 de l'Assemblée générale.

* E/HLPF/2020/1.

20-06781 (F) 020720 060720

Merci de recycler

Argentine

[Original : espagnol]

Introduction

L'Argentine, depuis longtemps attachée aux objectifs issus du Sommet du millénaire, fait sien le Programme de développement durable à l'horizon 2030 . En 2003, le Président Kirchner a inscrit les objectifs du Millénaire pour le développement à l'ordre du jour de son gouvernement et a créé le Conseil national pour la coordination des politiques sociales comme point de contact. Dès 2013, l'Argentine a pris part aux dialogues et aux consultations portant sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 et sur les objectifs de développement durable. En septembre 2015, sous la présidence de Cristina Fernandez, elle s'est engagée en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030. En décembre 2015, le gouvernement de Mauricio Macri a maintenu le Conseil national dans sa fonction d'organe directeur en charge de la coordination.

Progrès accomplis

En 2016, l'Argentine a créé la Commission nationale interinstitutionnelle pour la mise en œuvre et le suivi des objectifs de développement durable, sous la houlette du Conseil national pour la coordination des politiques sociales. C'est dans ce cadre qu'a été établie la grille de suivi des progrès, qui comprend les indicateurs, les politiques publiques et les investissements budgétaires relatifs aux cibles associées aux objectifs de développement durable. Le partenariat avec l'Institut national de statistique et de recensement a permis de concilier les dimensions politiques et techniques du Programme 2030. Fondé sur les obligations des États en matière de droits de la personne, l'engagement de ne pas faire de laissés-pour-compte a nécessité de multiples mesures, notamment un examen des cibles internationales destiné à faire en sorte que les situations de vulnérabilité soient bien prises en compte ; l'examen des fiches techniques relatives aux indicateurs, en tenant compte des droits des intéressés ; la mise en correspondance des cibles associées aux objectifs de développement durable de l'Argentine et du Plan d'action national sur les droits de la personne ; la formation aux droits de la personne ; la publication de documents faciles d'accès sur le Programme 2030. La transposition des objectifs à l'échelon local s'est progressivement enrichie des enseignements tirés de la mise en œuvre et du suivi au niveau national, à la faveur des efforts de coordination et des retours d'information. La participation au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable et au forum politique de haut niveau pour le développement durable a été parmi les axes prioritaires de notre action.

Difficultés rencontrées

En 2020, la situation politique, économique et sociale est complètement différente de celle qui prévalait lors de la présentation du premier rapport national volontaire. En 2017, l'Argentine s'était engagée dans un cycle de restauration néolibérale. En décembre 2019, le nouveau gouvernement a adopté une politique axée sur le rôle fort de l'État, la démocratie et la justice sociale mais dans un contexte de vulnérabilités sociales et de fragilités économiques dues à une dette extérieure insoutenable. L'actuel gouvernement a réaffirmé son attachement au Programme 2030 en se concentrant sur le programme « L'Argentine contre la faim », tout en luttant contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

L'Argentine a mis en place très tôt des mesures d'isolement social préventives et obligatoires pour éviter la propagation de la COVID-19. Elle a lancé la construction de 12 hôpitaux modulaires pour les services d'urgence et a créé un fonds spécial pour l'achat d'équipements et de fournitures pour les laboratoires et les hôpitaux. Elle a apporté un soutien aux travailleurs et à l'économie réelle. Parmi les mesures adoptées, on peut citer notamment : l'augmentation des fonds alloués aux cantines scolaires et communautaires ; le versement d'une prime extraordinaire pour les retraités, les pensionnés, les bénéficiaires de l'allocation universelle pour enfants et de l'allocation universelle pour grossesse ; l'exonération des charges patronales dans les secteurs touchés par la pandémie ; le renforcement de l'assurance chômage ; la fixation de prix plafonds pour les denrées alimentaires qui composent le panier de base ; le revenu familial d'urgence ; l'interdiction des interruptions de service pour non-paiement ; l'octroi de crédits aux petites et moyennes entreprises (PME) ; les facilités de crédit hypothécaire ; le gel temporaire des loyers et la suspension des expulsions ; la création du fonds de garantie pour les PME et du programme d'aide d'urgence pour le travail et la production ; l'interdiction, pendant 60 jours, des licenciements et des suspensions du contrat de travail. Ces mesures ont permis d'atténuer les conséquences de la maladie et d'éviter l'effondrement du système de santé et elles ont limité les retombées économiques et sociales négatives. Au lendemain de la pandémie, l'Argentine devra renforcer son appareil productif et continuer d'éliminer les inégalités sociales qui existaient déjà et celles que la COVID-19 a creusées. Pour remettre l'Argentine sur pied, il faut rétablir les priorités en vue de soutenir toute la population, en commençant par les plus démunis. La réalisation des objectifs fixés dans le Programme 2030 demeure un défi et un but à atteindre pour notre pays.

Arménie

[Original : anglais]

Dispositions institutionnelles

La République d'Arménie s'est fermement engagée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

À partir de 2015, le Conseil national du développement durable a œuvré activement à la mise sur pied de l'infrastructure nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable, politique qui s'inspire d'une approche institutionnelle et systémique.

Désormais dirigé par le Vice-Premier Ministre, le nouveau Conseil national du développement durable, plus représentatif, est doté d'un mandat de coordination et de suivi des processus de mise en œuvre et d'appropriation nationale des objectifs. Il agit dans le cadre d'un effort inclusif et collectif réunissant le gouvernement et des réseaux participatifs plus larges, dont la société civile, le monde universitaire et l'équipe de pays des Nations Unies. Le gouvernement et la société dans leur ensemble y participent.

Appropriation nationale

Le gouvernement arménien s'emploie à intégrer le Programme 2030 dans son plan et ses stratégies de réforme nationale. A l'heure actuelle, le gouvernement élabore une stratégie de transformation pour 2050, qui comprend 16 « méga objectifs », avec leurs propres cibles, indicateurs, tâches et solutions. La stratégie est

envisagée comme un cadre de mise en œuvre des objectifs de développement durable, auxquels correspondent, dans une large mesure, les méga objectifs.

Modèle de développement efficace

L'Arménie a été nommée pays de l'année 2018 par *The Economist*, ce qui atteste des progrès remarquables qu'elle a accomplis en 2018. Cette année-là, celle de la Révolution de velours, a été marquée par une transformation démocratique fondamentale, faite pacifiquement, signe de la maturité politique et de la culture juridique extraordinaires du public arménien.

Depuis 2018, le gouvernement a mis en œuvre un large éventail de réformes pour assurer la réalisation complète et sans entrave des droits civils et politiques, notamment en promouvant l'État de droit et un système judiciaire indépendant, en menant une campagne de lutte contre la corruption et en renforçant les institutions démocratiques. Ces mesures ont grandement contribué à la réalisation efficace de l'objectif 16 du développement durable, en particulier. Des organisations internationales réputées, telles que Freedom House et Gallup, ont également fait état de ces progrès dans leurs rapports.

La transition démocratique arménienne a été prise en compte par le service de recherche du magazine *The Economist* dans l'indice de démocratie 2019. L'Arménie est parvenue à afficher une amélioration notable et a considérablement progressé vers la démocratie, gagnant 17 points (elle est classée 86ème), malgré une baisse du score global moyen.

Autre succès d'envergure, l'Arménie a monté dans le classement lié à l'indice de perception de la corruption que publie par Transparency International. L'Arménie a progressé de 28 points (elle occupe la 77ème place), grâce à une forte volonté politique et à l'élimination de la corruption systémique.

Le gouvernement a lancé des réformes économiques à l'échelle nationale dans le but précis de moderniser l'économie arménienne, en mettant l'accent sur la promotion de l'industrie de pointe et le développement d'un écosystème favorisant l'innovation.

En 2019, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en Arménie était de 7,6 %, soit le taux le plus élevé parmi les États membres de l'Union économique eurasiatique, les pays voisins et les pays européens. Le taux de pauvreté a continué de diminuer, atteignant 23,5 %, contre 29,8 % en 2015. Le taux d'extrême pauvreté, qui a chuté deux fois depuis 2015, se situe à présent à 1,0 %. Le gouvernement compte éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2023.

Fidèle au principe de ne pas faire de laissés-pour-compte, le gouvernement a lancé un train de réformes visant : les groupes vulnérables et la réduction des inégalités entre les sexes, l'accès à des services de santé de qualité, (avec notamment l'adoption d'une loi sur la lutte contre le tabagisme et le lancement de services d'ambulance aérienne pour les urgences sanitaires) et l'accès à l' éducation (passage, par exemple, à un enseignement général universel et inclusif d'ici 2023, et révision des normes éducatives de l'État, pour promouvoir les compétences utiles sur le marché du travail).

Difficultés à surmonter

Il y a encore des lacunes dans la réalisation des objectifs de développement durable. Des efforts redoublés sont nécessaires pour relever les défis généraux recensés au cours du processus d'examen, dont notamment :

- les lois relatives à l'égalité
- l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques
- la diversification des sources d'énergie et l'utilisation durable des ressources naturelles
- la réforme de la justice

Maladie à coronavirus

La propagation ininterrompue de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) devrait considérablement saper les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable par de nombreux pays, dont l'Arménie. Le gouvernement a pris des mesures importantes pour enrayer la propagation de la COVID-19 et pour assurer le bon fonctionnement et l'état de préparation du système de santé. Pour atténuer le ralentissement socio-économique prévu, le gouvernement a lancé un programme d'assistance d'un montant de 300 millions de dollars (2 % du PIB), qui comporte les éléments suivants :

- Subventions directes aux petites et moyennes entreprises et aux micro-entrepreneurs
- Prêts ciblés garantis par l'État
- Aide au paiement des services collectifs
- Soutien financier aux groupes vulnérables
- Allocations pour frais de scolarité

La propagation de la COVID-19 a également eu une influence négative sur la préparation de l'examen national volontaire, en raison de l'annulation des réunions et ateliers prévus, qui ont été remplacés par des outils en ligne.

Autriche

[Original : anglais]

Depuis des décennies, l'Autriche met en œuvre les principes du développement durable dans leurs dimensions environnementale, sociale et économique.

Le développement durable est un objectif inscrit dans la constitution de notre État.

L'Autriche encourage la compétitivité et l'innovation tout en préservant la diversité des ressources naturelles, les services écosystémiques et le progrès social.

L'Autriche a atteint avec succès de nombreux objectifs de développement durable et ne compte pas en rester là.

La gouvernance

Conformément à l'approche privilégiant l'intégration, tous les ministères fédéraux inscrivent les objectifs de développement durable dans leurs stratégies et

programmes depuis 2016 et élaborent les plans d'action et les mesures correspondants.

Le groupe de travail interministériel sur le Programme 2030 assure la coordination générale et la communication des mesures essentielles à la réalisation des objectifs.

Les objectifs de développement durable sont inscrits dans les documents stratégiques nationaux de l'Autriche, qui décrivent sa stratégie climatique et énergétique, son programme triennal de politiques de développement, ses objectifs en matière de santé, sa stratégie pour la jeunesse et sa stratégie relative au commerce extérieur. Les stratégies des États fédérés font aussi référence aux objectifs de développement durable.

Dans le cadre d'une approche multiparticipative, les représentants des États fédérés, des villes, et des municipalités, les partenaires sociaux et les acteurs de la société civile ainsi que les entreprises et la communauté scientifique collaborent avec le groupe de travail interministériel et s'engagent à mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

Les activités menées par l'Autriche au sein de l'Union européenne et des organisations internationales et dans le cadre de ses projets de coopération au développement sont également utiles pour la réalisation des objectifs de développement durable.

L'Autriche, pays hôte de plusieurs organisations internationales, promeut le développement durable.

Le programme du gouvernement 2020-2024 renforce encore la coordination ciblée de la mise en œuvre du Programme 2030, dans la mesure où les parties prenantes sont systématiquement associées.

Dématérialisation

En Autriche, la dématérialisation constitue également une priorité pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme 2030, les axes suivant ayant été retenus :

- expansion et promotion du haut débit et de la 5G, compétences et applications numériques, dématérialisation dans le secteur de la santé et dans les services publics destinés aux citoyens, l'objectif étant de permettre à tous d'en bénéficier ;
- utilisation de la dématérialisation pour réduire la consommation de ressources et d'énergie et diminuer les émissions de dioxyde de carbone
- Utilisation durable, suivant une approche globale, de la transformation numérique (villes intelligentes, etc.)
- Dématérialisation aux fins de la communication et de la gestion des crises et des pandémies

L'Autriche renforcera la gouvernance numérique, en s'appuyant sur les connaissances de toutes les parties prenantes, de telle sorte que les technologies numériques puissent être utilisées dans tous les domaines liés aux objectifs de développement durable.

Les femmes, les jeunes et ne pas faire de laissés-pour-compte

Le système social et de soins de santé solide de l'Autriche joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et dans l'accès à des soins de santé de grande qualité pour tous, y compris pour les groupes défavorisés et très vulnérables.

Grâce à des mesures ciblées, les conditions de vie des personnes handicapées, des personnes âgées, des jeunes et des enfants, notamment, s'améliorent.

Outre le renforcement des soins de santé primaires, la promotion de la santé des femmes et la garantie de soins de qualité, l'Autriche mettra l'accent sur la lutte contre la pauvreté des enfants, des femmes et des personnes âgées.

La participation des jeunes à la mise en œuvre du Programme 2030 est essentielle dans les domaines suivants :

- L'octroi du droit de vote aux jeunes de 16 ans leur a permis de participer à la vie démocratique.
- L'autonomisation des jeunes est au cœur des processus décisionnels et participatifs relatifs aux objectifs de développement durable et de l'exécution de la stratégie autrichienne pour la jeunesse.

L'égalité entre les femmes et les hommes est une condition préalable à la bonne mise en œuvre du Programme 2030, par conséquent :

- Il est essentiel de tenir compte systématiquement de la question du genre dans la réalisation des 17 objectifs.
- L'égalité entre les sexes est une question transversale qui repose sur l'engagement des acteurs de tous les domaines et sur la coopération avec les organisations non gouvernementales et la société civile.
- L'élimination des stéréotypes sexistes, la réduction de l'écart salarial entre les sexes, la promotion des femmes à des postes de direction, le développement des services de garde d'enfants, en particulier dans les zones rurales, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et l'intégration font partie des défis à relever.

Action climatique

L'Autriche a pour objectif de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2040. À cette fin, nous sommes déterminés à :

- Mettre en œuvre une réforme fiscale éco-sociale
- Élaborer un plan cadre de mobilité pour 2030
- Introduire un abonnement annuel abordable pour les transports publics à l'échelle nationale
- Présenter un plan d'élimination progressive des combustibles fossiles (pétrole, charbon et gaz naturel) dans les systèmes de chauffage
- Augmenter massivement la part des énergies renouvelables

Au niveau de l'Union européenne, l'Autriche soutient la taxe carbone aux frontières et la suppression progressive la plus rapide possible du financement et des subventions des infrastructures liées aux combustibles fossiles.

L'Autriche préconise la décarbonation des systèmes énergétiques sans recourir à l'énergie nucléaire, cette dernière n'étant pas une solution viable pour lutter contre le changement climatique.

Indicateurs mesurant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable depuis 2017

Des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, tels que

- Un pourcentage élevé de terres consacrées à l'agriculture biologique, ce qui fait de l'Autriche un leader de l'Union européenne en matière de nutrition et de production alimentaire
- Un niveau d'éducation qui s'améliore et un niveau de formation tout au long de la vie supérieur à la moyenne de l'Union européenne
- Les énergies renouvelables représentent un tiers de la consommation totale d'énergie (à partir de 2018), le rapport entre les émissions de dioxyde de carbone par secteur industriel et par valeur ajoutée brute ayant diminué entre 2010 et 2017
- L'Autriche se classe parmi les pays offrant les meilleurs services publics numériques

Toutefois, des défis importants restent à relever et des mesures doivent être prises dans plusieurs domaines, tels que

- Les femmes effectuent beaucoup plus de travail non rémunéré que les hommes, et un écart salarial important, même s'il se réduit, existe toujours entre les sexes
- La consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre dues au trafic et à l'utilisation des sols a augmenté entre 2010 et 2018

Bangladesh

[Original : anglais]

Sous la houlette visionnaire et dynamique de la Première Ministre, Sheikh Hasina, le Bangladesh a adopté une approche du développement privilégiant l'être humain. Depuis son entrée en fonction en 2009 après une victoire électorale écrasante, le gouvernement a beaucoup investi dans l'édification d'une démocratie moderne privilégiant l'être humain et ouverte à tous, comme l'envisageait le « Père de la Nation », Sheikh Mujibur Rahman. Au cours des dix dernières années, le Bangladesh a enregistré la plus forte croissance cumulée du produit intérieur brut (PIB) au niveau mondial et a affiché une grande stabilité macroéconomique, ce qui s'est traduit par un développement socio-économique impressionnant, une augmentation du revenu par habitant et une réduction de la pauvreté. En mars 2018, le Bangladesh réunissait les trois critères permettant de sortir de la catégorie des pays les moins avancés et d'être reclassé parmi les pays en développement.

Le gouvernement a adopté un plan d'intervention global comprenant des mesures de relèvement sanitaire et socio-économique visant à lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à l'endiguer. La Première Ministre a annoncé des plans de relance s'élevant à environ 11,6 milliards de dollars (3,3 % du PIB), qui seront mis en œuvre en trois temps : immédiatement, dans le court et le moyen terme et d'ici l'exercice 2023/24.

Le processus d'examen national volontaire du Bangladesh est dirigé par le Comité chargé de la mise en œuvre et de l'examen des objectifs de développement durable. Nous entendons atteindre les objectifs de développement durable en mobilisant toute la société et nous avons pris en compte les points de vue des parties prenantes concernées, du niveau central au niveau local.

Après l'examen national volontaire de 2017, le gouvernement a lancé les initiatives suivantes : a) l'élaboration d'un plan d'action lié aux objectifs de développement durable avec de nouveaux projets et programmes ; b) le lancement de l'outil de traçage des objectifs, qui rend compte du progrès de ces objectifs par référence à des indicateurs régulièrement mis à jour ; (c) le parachèvement d'une stratégie de financement liée aux objectifs, qui inclut un montant correspondant aux besoins de financement actualisés, estimé à 928,5 milliards de dollars pour les exercices 2016/2017 à 2029/2030 ; d) l'organisation d'une première conférence nationale sur l'examen de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, à laquelle participeront des représentants du gouvernement, des organisations non gouvernementales, des organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires de développement ; (e) la création d'un comité national de coordination des données pour harmoniser la production de données ; (f) la mise en place d'un cadre de collaboration entre le gouvernement et les entités du système des Nations Unies au Bangladesh ; et (g) l'adoption de 40 indicateurs prioritaires pour le transfert des objectifs de développement durable à l'échelon local, dont 39 renforceront la mise en œuvre des autres indicateurs. L'indicateur local supplémentaire vise à refléter le principe de ne pas faire de laissés-pour-compte, en montrant quels sont les domaines dans lesquels chacun des districts et sous-districts est à la traîne.

Les cibles fixées pour 2020 en matière de taux de mortalité néonatale et de taux de mortalité des moins de 5 ans ont été atteintes. Le pays est sur la bonne voie pour ce qui est de la réalisation des cibles relatives au tabagisme, à la planification familiale et à la réduction de la pauvreté et de la faim. L'augmentation des crédits budgétaires et le renforcement de la protection sociale témoignent de l'engagement du gouvernement. La parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire a été atteinte. Pour ce qui est du taux de croissance annuel du PIB réel par personne employée et de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB, la cible fixée pour 2020 a été dépassée. Nous nous sommes engagés à fournir de l'électricité à chaque ménage d'ici 2021 et nous sommes sur la bonne voie (96 % y ont accès). De nombreuses initiatives ont été prises pour assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des catégories vulnérables de la société, y compris les femmes et les enfants.

Toutefois, l'examen national volontaire de 2020 a révélé certains défis. La croissance soutenue du PIB ne s'est pas traduite par une réduction des inégalités de revenus. Bien que des succès notables aient été remportés dans le secteur de la santé, la couverture sanitaire universelle demeure difficile à atteindre. Il en va de même pour la garantie d'une éducation de qualité dans les filières d'enseignement multiniveaux. Garantir une urbanisation durable reste un défi. La vulnérabilité climatique continuera de faire peser une menace sur notre économie. Des efforts plus ciblés sont nécessaires pour que la mobilisation des ressources nationales atteigne le niveau souhaité.

L'examen national volontaire du Bangladesh contient plusieurs bonnes pratiques novatrices et collaboratives dont d'autres pays peuvent bénéficier. Nous souhaitons également apprendre des expériences des autres pour relever nos propres défis.

Nous accordons une grande importance à une coopération internationale constructive pour la réalisation des objectifs de développement durable. Un partenariat mondial est nécessaire, en matière de financement et de technologie, pour l'exécution des stratégies nationales de sécurité sociale et de financement de la santé, l'introduction du régime national de pension fondé sur les contributions volontaires, la gestion intégrée des ressources en eau, la mobilisation novatrice des ressources nationales et une agriculture moderne et commerciale axée sur les petits exploitants. Nous devons également allouer des ressources au développement du capital humain et au renforcement des institutions. Alors que d'énormes efforts sont déployés pour la transformation numérique du Bangladesh aux fins de la bonne gouvernance, de l'amélioration de l'efficacité et de la réduction du gaspillage, nous avons besoin d'une plus grande coopération en matière de transfert de technologie nous permettant de tirer profit des perspectives qu'offre la quatrième révolution industrielle.

Nos efforts visant à mettre en œuvre le Programme 2030 vont de pair avec nos efforts visant à réaliser notre aspiration nationale, à savoir devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2031 et un pays développé d'ici 2041.

Barbade

[Original : anglais]

En 2018, le gouvernement de la Barbade a annoncé le lancement du plan de relèvement et de transformation économiques de la Barbade, qui a pour objectif de rétablir la stabilité macroéconomique et de placer l'économie sur la voie d'une croissance forte, durable et inclusive, tout en protégeant le secteur financier et le secteur social. Le plan décrit les politiques du gouvernement. Sa stratégie de lutte contre la pauvreté et sa stratégie sectorielle sont conformes aux objectifs de développement durable, en particulier dans les domaines de la politique budgétaire en vue d'une plus grande égalité ; un accès accru à la protection sociale et des planchers de dépenses sociales ; l'amélioration de l'innovation, de la réglementation et de l'inclusion financières ; et des investissements publics et privés favorables à la croissance, résilients face aux changements climatiques, neutres en carbone et respectueux du milieu marin.

Sur la base de son plan de relèvement et de transformation économiques, la Barbade a signé un accord sur un mécanisme élargi de crédit avec le Fonds monétaire international en octobre 2018. Le plan et le mécanisme constituent des mesures d'ajustement budgétaire et de réforme structurelle peut-être sans précédent, qui ont permis de faire peser l'ajustement sur le capital et le tourisme plutôt que sur le travail et les personnes les plus vulnérables. Grâce à une restructuration réussie de la dette intérieure et extérieure, à des modifications apportées aux modèles de produits et de dépenses et des mesures de protection des avoirs, voire une augmentation des investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale, les principaux indicateurs sociaux et économiques relatifs aux objectifs de développement durable se sont considérablement améliorés.

Telle était la situation au premier trimestre 2020, alors que le gouvernement de la Barbade s'apprêtait à présenter son examen national volontaire. C'est également à ce moment-là que la communauté mondiale a été appelée à revoir complètement ses priorités et à réorganiser les dépenses, les chaînes d'approvisionnement mondiales et les structures économiques en réaction à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Du jour au lendemain, nous avons assisté à la récession économique la

plus brutale, la plus profonde et la plus vaste depuis la Grande Dépression, faisant peser, au-delà de la maladie elle-même, une menace supplémentaire sur les vies et les moyens de subsistance. Des secteurs entiers ont cessé leur activité, des millions de personnes se retrouvent au chômage et des décennies de progrès en matière de développement humain à l'échelle mondiale risquent d'être très vite réduits à néant. Les petits États vulnérables, très endettés qui sont tributaires du tourisme, comme la Barbade, sont parmi les plus touchés. Les îles des Caraïbes qui dépendent du tourisme tirent en moyenne plus de 45 % de leur produit intérieur brut de ce secteur, avec des niveaux d'emploi comparables. Au 8 mai 2020, le régime national d'assurance, qui est le programme national de sécurité sociale mis en place par le gouvernement, avait reçu plus de 35 000 demandes d'allocations de chômage, ce qui correspond à un quart de la population active.

Pour cette raison, et comme cet événement a servi à revoir toutes les bases de référence du développement, nous proposons de présenter l'examen national volontaire de la Barbade 2020 dans le contexte de la riposte globale du pays à la COVID-19, qui a non seulement vu une forte augmentation des investissements dans la protection sociale et des politiques d'inclusion budgétaire et financière, mais a également des conséquences sur la réalisation d'autres cibles sur lesquels nous ferons rapport. Dans le cadre de cet examen national volontaire, la Barbade examinera la façon dont son plan de relèvement et de transformation économiques et la riposte à la COVID-19 sont susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que les possibilités qu'offrent le plan et la riposte pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs et cibles décrits ci-dessous. Enfin, dans son examen national volontaire, la Barbade entend mettre en valeur l'objectif 17, relatif au partenariat mondial pour le développement, et les difficultés liées à sa réalisation et à son suivi, cet objectif étant peut-être plus pertinent que jamais, alors que le monde lutte contre une pandémie mondiale et que les pays n'ont pas tous le même accès aux ressources essentielles nécessaires à cette lutte.

Objectif	*Cible*	*Indicateur*
1	Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale (1.3) ;	
	Améliorer l'accès aux ressources économiques et aux services de base (1.4)	
	Réduire la vulnérabilité aux catastrophes et aux crises climatiques (1.5)	
3	Réduire, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité due à des maladies non transmissibles (3.4)	
	Améliorer la couverture sanitaire (3.8)	
4	Améliorer l'accès des jeunes et des adultes aux compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat (4.4)	
6	Faire en sorte que les ressources en eau soient utilisées plus efficacement et remédier à la pénurie d'eau (6.4)	
7	Accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial ;	
8	Promouvoir un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux (8.9)	
10	Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, afin de parvenir progressivement à une plus grande égalité (10.4)	

Objectif	*Cible*	*Indicateur*
13	Renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat (13.1)	
17	Favoriser la coordination mondiale pour aider les pays en développement à assurer la viabilité à long terme de leur dette au moyen de politiques visant à favoriser le financement de la dette, son allégement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés.	

Bénin

[Original : français]

Thème central : « Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable » avec un examen approfondi sur tous les objectifs de développement durable

Le Bénin participe au forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2020, après les éditions de 2017 et 2018, pour partager avec la communauté internationale les progrès, les bonnes pratiques, les expériences réalisées et sa vision future dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable. Pour cette édition, le Bénin articule son examen national volontaire autour des messages clés ci-après :

1. **Spatialisation des cibles prioritaires des objectifs pour renforcer l'action locale en vue d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030**

   À la suite de la priorisation des cibles des objectifs et de leur intégration dans le cadre national de planification, le Bénin a réussi le processus de spatialisation desdites cibles, qui a permis de retenir les 10 plus importantes pour chacune des 77 communes que compte le pays.

2. **Initiative spéciale « ne laisser personne de côté » en vue d'éradiquer la pauvreté et renforcer le capital humain**

   Cette initiative est conçue autour de neuf points d'entrée critiques retenus à partir de l'analyse intersectorielle des besoins et des effets d'entraînement ainsi que des synergies des cibles prioritaires des objectifs.

3. **Évaluation sommaire pour une mise en œuvre plus efficace des objectifs**

   Il s'est agi pour le Bénin à travers cette évaluation d'apprécier les résultats obtenus après quatre années et d'opérer les ajustements appropriés pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

4. **Concrétisation de la déclaration politique des chefs d'État et de gouvernement au sommet sur les objectifs de développement durable de septembre 2019 : élaboration du cadre décennal d'actions pour l'accélération de la mise œuvre des objectifs**

   Le Gouvernement s'est engagé à faire de la prochaine décennie, une décennie d'actions ambitieuses et accélérées, en redoublant d'efforts pour

des progrès plus marqués à travers l'élaboration d'un cadre décennal d'actions pour l'accélération de la mise œuvre des objectifs.

5. Investissement dans les données et les statistiques dans la perspective de ne laisser personne de côté

Le Bénin s'est doté d'une troisième stratégie nationale de développement de la statistique et d'une équipe spéciale chargée d'améliorer le niveau de renseignement des indicateurs. La nécessité d'avoir des données désagrégées impose au pays de confronter ses approches à celles des autres.

6. Amélioration des conditions de vie des populations à travers la réalisation d'actions phares

Le Bénin s'est investi dans la réalisation d'actions novatrices se traduisant par le pavage, le bitumage, l'assainissement, l'éclairage des rues de plusieurs villes du pays, l'accès à l'eau potable et à l'énergie ainsi que l'adoption de profondes réformes visant à mettre la transformation digitale au cœur du développement.

7. Forums et tables rondes pour mobiliser un financement adéquat et bien dirigé

Le calcul des coûts liés aux objectifs, réalisé en 2018, a révélé des besoins en ressources financières et technologiques qui représentent environ 60,8 % du produit intérieur brut (PIB) alors que les ressources fiscales domestiques peinent à atteindre 18 % du PIB par an. Dès lors, le pays s'est investi dans l'organisation de tables rondes sectorielles et de forums pour identifier les voies et moyens nécessaires à la mobilisation des ressources.

8. Défis et enjeux majeurs

Le processus de préparation du rapport de l'examen national volontaire a mis en exergue plusieurs défis et enjeux majeurs, notamment :

- Le renforcement de l'intégration des cibles dans les politiques et stratégies de développement à tous les niveaux ;
- La poursuite du renforcement du système d'informations statistiques ;
- La poursuite de la mobilisation de ressources pour l'accélération des progrès vers l'atteinte des objectifs ;
- La prise en compte des effets d'entrainement et de synergies dans les interventions en faveur des objectifs ;
- La mise en œuvre réussie des objectifs au niveau local.

Brunéi Darussalam

[Original : anglais]

Fort de ses réalisations concernant les objectifs du Millénaire pour le développement, le Brunéi Darussalam s'emploie à accomplir des progrès rapides dans le Programme 2030 et les objectifs de développement durable.

Le Programme 2030 complète les ambitions nationales du Brunéi Darussalam pour 2035 : une population jouissant d'une bonne qualité de vie et une économie

dynamique et durable s'appuyant sur une main-d'œuvre éduquée, hautement qualifiée et accomplie d'ici 2035. Les efforts d'édification de la nation sont fondés sur un fort esprit de communauté, un grand respect des valeurs familiales et la promotion des riches traditions et cultures du pays. Le gouvernement s'est fixé comme priorité de continuer de garantir le bien-être de sa population à tous les niveaux, en faisant ainsi en sorte de ne laisser personne de côté.

Dans notre examen national volontaire, nous avons décrit notre parcours, recensé les défis et les réalisations passés en ce qui concerne les objectifs de développement durable et présenté les nouveaux progrès que nous aspirons à accomplir. En préparation de l'examen, un comité interministériel spécial a été créé, sous la houlette du Ministère des finances et de l'économie et du Ministère des affaires étrangères et composé d'autres ministères compétents, avec la participation active des parties prenantes concernées, notamment les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile. Ces engagements inclusifs et transparents garantissent une plus grande sensibilisation et une meilleure appropriation du rapport, qui reflète véritablement l'approche globale et complète adoptée aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. L'examen national volontaire a également permis de passer en revue nos stratégies, politiques et mécanismes institutionnels et de recenser les lacunes dans la mise en œuvre.

Aujourd'hui, le Brunéi Darussalam jouit d'un des niveaux de vie les plus élevés en Asie. Sa population continue de prospérer et de vivre dans un environnement sûr et harmonieux, en ayant accès à des soins de santé universels, à une éducation et des infrastructures de qualité. Les normes en matière d'éducation et de santé au Brunéi Darussalam sont parmi les plus élevées du monde en développement. Le niveau élevé de scolarisation a contribué à un taux d'alphabétisme élevé (supérieur à 95 %).

Le Brunéi Darussalam a été certifié exempt de maladies infectieuses, à savoir la poliomyélite, le paludisme, la rougeole et, récemment, la rubéole. Le pays enregistre également un faible taux de mortalité maternelle et a atteint les cibles associées aux objectifs de développement durable en matière de taux de mortalité néonatale et de taux de mortalité infanto-juvénile. La totalité de la population a accès à l'eau potable, tandis que 92 % a accès à des systèmes d'assainissement améliorés.

Le Brunéi Darussalam fournit en permanence des logements abordables et viables ainsi qu'un soutien financier adéquat aux pauvres et aux personnes âgées et en situation de handicap. Il a accompli des progrès majeurs dans l'amélioration de la connectivité, tant physique que virtuelle : 97,54 % du pays est desservi par des routes et le taux de pénétration de la téléphonie mobile dépasse systématiquement 100 % depuis 2012.

Le Forum économique mondial reconnaît les progrès importants réalisés par le Brunéi Darussalam en matière d'égalité entre les sexes dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et la participation économique. Le Brunéi Darussalam se classe en tête pour la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire et tertiaire, pour l'égalité salariale pour un travail égal et pour la représentation des femmes au sein du pouvoir législatif, dans la haute fonction publique et les postes de direction. Le Brunéi Darussalam se targue de faire partie des pays neutres en carbone et sa politique climatique nationale a pour objectif d'encore mieux protéger son environnement et ses ressources naturelles.

Notre intervention rapide face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a permis d'endiguer considérablement l'épidémie, atteste de la résilience et de l'unité de notre pays. Le gouvernement a mobilisé des ressources pour

doter le système de santé des capacités adéquates, notamment en mettant sur pied des centres de quarantaine et en construisant un nouveau laboratoire de virologie. Afin d'atténuer l'impact négatif sur les entreprises et l'emploi et d'assurer une reprise économique rapide au lendemain de la COVID-19, le gouvernement est intervenu en accordant des abattements fiscaux, en différant le remboursement des prêts et en assurant la reconversion et le perfectionnement professionnels des travailleurs touchés. Les établissements d'enseignement se sont également adaptés rapidement, en passant à l'apprentissage en ligne à domicile.

Le Brunéi Darussalam sait combien les partenariats mondiaux sont importants pour la mise en œuvre réussie du Programme 2030. Par conséquent, le pays se félicite des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à renforcer ses capacités et continuera d'appuyer les efforts des organisations régionales et internationales, en particulier le travail du centre d'études et d'échange de l'ASEAN sur le développement durable, du Commonwealth et de l'ONU.

Le rapport relatif à l'examen national volontaire du Brunéi Darussalam illustre l'engagement du pays en faveur du Programme 2030. Le défi consiste maintenant à accomplir de nouveaux progrès, à les préserver et à en assurer le suivi, et à veiller à ce que les résultats soient inclusifs et universels. L'examen rappelle également que le Brunéi Darussalam doit non seulement poursuivre ses efforts mais aussi les approfondir, en tant que pays et en tant que partenaire de la communauté mondiale, en vue d'un avenir durable pour tous.

Bulgarie

[Original : anglais]

Le développement durable est une priorité pour le Gouvernement bulgare. La Bulgarie s'est engagée à apporter sa pierre à l'édifice de la réalisation des objectifs de développement durable, tant au niveau national qu'international.

La Bulgarie est un fervent partisan du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur des règles, articulés autour de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons pris une part active aux négociations ayant abouti à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et avons appuyé un mécanisme d'examen qui permettrait une analyse détaillée de la réalisation des objectifs de développement durable. Les examens nationaux volontaires offrent une telle analyse.

Le premier examen national volontaire de la Bulgarie nous a donné une occasion précieuse de dresser le bilan des progrès réalisés, de recenser les défis rencontrés et de définir les futures étapes de la mise en œuvre du Programme 2030. Il couvre les 17 objectifs.

Les gouvernements ne peuvent pas à eux seuls assurer la mise en œuvre du Programme 2030. Celle-ci requiert l'engagement et la participation active de tous les secteurs de la société. De multiples parties prenantes ont été associées au processus de rédaction : les jeunes, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les universités, les représentants au niveau local et les groupes vulnérables. L'examen national volontaire contient un aperçu de certaines des initiatives menées en Bulgarie pour réaliser les objectifs de développement durable. Des consultations en ligne ont été lancées afin de recueillir les réactions de la population dans son ensemble au travers du portail de consultation publique du gouvernement.

La Bulgarie accorde une importance égale aux trois dimensions du développement durable. Nos politiques sont ancrées dans le respect des droits de la personne, l'égalité des sexes et le principe consistant à ne laisser personne de côté. Ce principe est au cœur des documents stratégiques les plus importants visant l'inclusion des personnes handicapées, des groupes vulnérables, des Roms, des jeunes, des personnes âgées et des enfants défavorisés, entre autres.

La Bulgarie, qui compte 27 % de femmes travaillant dans le secteur des technologies de l'information, figure de ce point de vue parmi les premiers pays d'Europe. En outre, dans notre pays 53 % des scientifiques et des ingénieurs sont des femmes. Nous nous efforçons de réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, de promouvoir l'égalité dans les processus décisionnels et de lutter contre la violence fondée sur le genre.

La Bulgarie est un ardent défenseur des droits de l'enfant et favorise leur intégration dans tous les aspects de la mise en œuvre du Programme 2030. Elle est l'un des rares pays à s'être doté depuis 2007 d'un programme des délégués de la jeunesse des Nations Unies, dans le cadre des efforts déployés par le pays pour donner aux jeunes les moyens de relever les défis mondiaux.

Des finances publiques saines et un environnement macroéconomique favorable ont assuré une croissance économique constante ces dernières années : 3,8 % du produit intérieur brut par habitant en 2018.

En Bulgarie, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie se situe déjà à 20,5 % et devrait atteindre 27 % d'ici 2030.

La Bulgarie est consciente de l'importance cruciale des données pour mesurer les progrès réalisés en matière de développement durable. En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Bulgarie s'efforce d'atteindre les objectifs que s'est fixée l'Union européenne en matière de développement durable. En décembre dernier, l'Institut national de la statistique a lancé Monitorstat, une plateforme en ligne permettant de suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs. Cette plateforme contient tous les indicateurs Eurostat relatifs aux objectifs de développement durable et de multiples indicateurs du cadre mondial des objectifs.

La réalisation des objectifs de développement durable se heurte cependant toujours à d'importants obstacles. Tel est le cas de l'inversion de la tendance démographique négative. La pauvreté et les inégalités, y compris entre les régions, font obstacle à la réalisation des objectifs. Les mauvaises performances en lecture, en mathématiques et en sciences nous mettent en demeure de redoubler d'efforts pour offrir une éducation de qualité à tous.

Nous avons des projets ambitieux pour l'avenir. D'ici fin 2020, le Conseil des ministres devrait adopter le programme de développement national : Bulgarie 2030, dans lequel trois grands objectifs stratégiques seront abordés : l'accélération du développement économique, l'essor démographique et la réduction des inégalités. Le programme contiendra un aperçu de 13 priorités nationales réparties en cinq axes de développement : une Bulgarie intelligente et innovante, une Bulgarie verte et durable, une Bulgarie connectée et intégrée, une Bulgarie réactive et juste et une Bulgarie dynamique et vitale. Les 13 priorités nationales sont toutes clairement liées à des objectifs de développement durable précis et des cadres d'indicateurs seront élaborés pour chacune d'entre elles. Le programme est représentatif d'une approche pangouvernementale du développement durable et tient compte des liens qui existent entre les objectifs.

L'une des tâches les plus importantes à venir sera la création d'un mécanisme national de coordination et de mise en œuvre des objectifs de développement durable. Ce mécanisme devrait relever du pouvoir exécutif. Parmi ses principaux objectifs figureront le suivi de la réalisation des objectifs, garantir un dialogue coordonné et concevoir des politiques de développement durable. La sensibilisation au Programme 2030 et la communication avec les parties prenantes figureront également parmi les principaux objectifs du gouvernement.

Burundi

[Original : français]

En s'inscrivant dans la dynamique mondiale d'adoption et d'appropriation du Programme 2030, le Burundi s'est engagé à intégrer les objectifs de développement durable dans son plan national de développement 2018-2027, dans les stratégies sectorielles et dans les plans communaux de développement communautaire.

Sur le plan opérationnel, le Burundi a procédé à la contextualisation des objectifs en suivant une approche participative et inclusive impliquant toutes les parties prenantes. Ce processus a conduit à la priorisation d'un ensemble de 49 cibles et 101 indicateurs nationaux que le Burundi s'est engagé à atteindre et à suivre.

À travers la mise en œuvre des objectifs et du plan national de développement 2018-2027, il s'est engagé à transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social pour une nation solidaire, démocratique et prospère.

Le Burundi reste confronté à plusieurs défis, mais résolu, notamment, à réduire la pauvreté et éliminer la faim à travers des politiques et des stratégies sectorielles portant sur des investissements publics structurants. D'autres défis à relever sont entre autres a) la disponibilité de données pertinentes, globales et désagrégées, constamment actualisées pour refléter les réalités du moment, b) la mobilisation des financements internes et externes, et c) l'adaptation aux changements climatiques et le respect des normes environnementales internationales.

Au niveau de la protection sociale, le Burundi compte aujourd'hui à son actif d'importantes réalisations salutaires comme a) la mise en œuvre du projet « filets sociaux » qui vise à fournir des transferts monétaires pour des ménages pauvres et b) la création d'un fonds d'appui à la protection sociale pour le financement de ces programmes.

En matière de la santé, le Gouvernement a fait de l'accès des populations aux soins de santé, notamment l'accès des populations les plus vulnérables, une priorité. Dans cette perspective, la mise en œuvre de la politique nationale de la santé d'une population projetée à 90 % vivant à moins de 5 km d'un centre de santé, en est un exemple éloquent. En outre, la gratuité ciblée des actes médicaux pour les femmes enceintes et les enfants âgés de 0 à 5 ans est aujourd'hui une réalité.

Quant à l'éducation, la politique volontariste de l'État consistant à envoyer à l'école tous les enfants en âge de scolarité a presque permis d'atteindre la parité au niveau de l'école fondamentale et un taux brut de scolarisation de 111 % en 2019. L'augmentation de la part de ce secteur dans les dépenses budgétaires courantes, passée de 34 % en 2016 à 36 % en 2020, est un signe manifeste de l'importance

y accordée, qui s'est traduit par le renforcement du système éducatif et de l'offre d'éducation formelle.

S'agissant de l'autonomisation des femmes et des filles, en vue de contribuer à l'éradication de la pauvreté, il a été mis en place un fonds de garantie pour leur faciliter l'accès aux crédits en vue de leur autonomisation économique.

Concernant la couverture en eau potable, le Gouvernement a accompli des avancées significatives, en témoigne le taux de desserte passé de 75 % en 2010 à 83 % en 2019 en milieu urbain et, de 60 % à 63 % en milieu rural au cours de la même période.

Pour faire face aux changements climatiques, le Gouvernement entend renforcer la résilience, créer des opportunités d'investissements résilients au climat et faire de l'économie verte une source de création d'emplois décents à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques des catastrophes. Dans la phase de reconstruction et des urgences, le projet de gestion communautaire des risques de catastrophes liées aux changements climatiques est en cours de réalisation.

Tout en réitérant son engagement en faveur des objectifs, le Gouvernement va s'atteler à mettre en œuvre les grandes actions et recommandations formulées à travers la feuille de route d'accélération des objectifs et continuer à prendre des dispositions pour poursuivre leur contextualisation dans les différents plans sectoriels et locaux.

Comores

[Original : français]

Préparation de l'examen national volontaire de l'Union des Comores au forum politique de haut niveau sur le développement durable, édition 2020

Messages clés du rapport national volontaire de l'Union des Comores au forum

I. Introduction

L'Union des Comores s'est engagée dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable dès leur adoption en 2015. Avec l'appui du système des Nations Unies, à travers le Programme des Nations Unies pour le développement, le pays a réalisé la contextualisation et la priorisation des cibles des objectifs en impliquant les institutions publiques, la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement. Il en est ressorti 68 cibles des objectifs, assortis d'indicateurs arrimés aux priorités, aux défis spécifiques et aux capacités statistiques du pays.

Le plan « Comores Émergent » à l'horizon 2030 constitue le document de référence pour la mise en œuvre des objectifs. Adopté en 2019, sous l'impulsion du Président de l'Union des Comores, le plan prône une mise en œuvre conjuguée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il est articulé en cinq socles stratégiques et cinq catalyseurs permettant de mieux prendre en compte les intersectorialités, pour une mise en œuvre cohérente et efficace des politiques et programmes de développement.

II. État de réalisation des objectifs

Capital social

La proportion de la population privée de services a diminué de près de 10 % en l'espace de 10 ans ; 23,5 % vivent en dessous du seuil national de pauvreté et 18 % sous le seuil international (moins de 1,9 $/jour). L'électricité couvre 33 % de la population, l'accès à l'eau potable 18 % et l'assainissement 36 %. Le gouvernement vise à ramener ces taux à 100 % d'ici 2030.

Le système de santé présente de nombreuses carences face à un profil épidémiologique marqué par de nombreuses maladies, sévissant à l'état endémo-épidémique et autres maladies non transmissibles émergentes dont le diabète et les maladies cardiovasculaires. La population fait face à une situation de précarité sanitaire. L'arrivée de la maladie à coronavirus (COVID-19) rend les défis à relever encore plus colossaux.

Capital humain

La parité fille-garçon est effective dans le primaire et le secondaire. Pour l'enseignement supérieur, l'Université des Comores compte environ 16 000 étudiants (2018-2019), soit 16 fois son effectif de départ (2003-2004). Les efforts sont à consentir sur la qualité de l'enseignement et le placement des jeunes diplômés. Le taux brut de préscolarisation et le taux d'alphabétisation sont en progression depuis 10 ans, mais certaines disparités s'observent notamment entre le milieu urbain et le milieu rural.

Capital économique

Le plan « Comores Émergent » reconnaît l'économie bleue comme moteur de l'émergence. La pêche contribue pour 6,7 % à la richesse nationale. Le secteur agricole emploie 57 % de la population active et fournit environ 90 % des revenus d'exportation, essentiellement liés aux produits de rente. Le Gouvernement prévoit de développer plusieurs secteurs dont le tourisme et l'exploitation minière des fonds marins. Il a mis en place un programme de développement urbain et d'infrastructures. Les Comores se classent au rang des pays à revenu intermédiaire.

Dépenses d'équipement

L'enjeu climatique constitue un facteur majeur de l'émergence, transcendant l'ensemble du secteur environnemental. Le Gouvernement prévoit l'expansion du système national des aires protégées à plus de 25 % du territoire national, l'augmentation de la capacité des énergies renouvelables de 0,6 % à 40 % d'ici 2030, le renforcement de la résilience aux catastrophes, l'adaptation de l'agriculture, la restauration des bassins versants et le renforcement des capacités en gestion des risques de catastrophes.

III. Mécanismes de coordination, de mobilisation des ressources et du partenariat

Sous l'égide du Chef de l'État, la coordination est assurée par le Secrétaire général du Gouvernement, appuyé par le Commissariat général au plan. Le dispositif institutionnel de suivi de la mise en œuvre des objectifs, le même que celui du plan « Comores Émergent », est structuré autour de l'humanité, la planète, la prospérité,

la paix et les partenariats, incluant l'ensemble des parties prenantes. Le défi actuel est de rendre ce dispositif opérationnel.

Par ailleurs, le Gouvernement s'emploie à mobiliser les ressources et le partenariat pour la mise en œuvre du plan. L'augmentation des investissements publics de 50 % entre 2016 et 2018 et la mobilisation de 4,3 milliards d'euros, lors de la conférence des partenaires au développement des Comores à Paris en 2019, s'inscrivent dans cette dynamique. Le Gouvernement procède aussi à des réformes administratives, juridiques et institutionnelles permettant de renforcer la compétitivité, notamment par les nouvelles technologies.

IV. Besoins d'appui

Les Comores auraient besoin d'un appui technique et financier dans les secteurs suivants :

- Économie bleue
- Agroalimentaire
- Transformation numérique
- Capacités de programmation et budgétisation
- Mobilisation des ressources
- Production, analyse et publication de données
- Enseignement supérieur professionnel et technique

Costa Rica

[Original : espagnol]

Pour une appropriation des objectifs de développement durable

La réalisation des objectifs de développement durable présuppose la lutte contre la pauvreté et les inégalités, une production et une consommation durables, des infrastructures résilientes et des communautés durables ; le Costa Rica suit à cet égard une approche multidimensionnelle, dans le respect de la constitution politique et des priorités nationales, et tire parti des statistiques.

Le pays s'est doté d'indicateurs nationaux pour chacun des 17 objectifs de développement durable et dispose de données ventilées par sexe, territoire, domaine d'activité, âge, handicap, entre autres. Entre 2017 et 2019 le nombre d'indicateurs disponibles est passé de 117 à 136 et le nombre d'indicateurs non disponibles de 32 à 14.

Le plan national de développement et d'investissement public 2019-2022 intégrera de diverses manières les objectifs de développement durable. Sur l'ensemble des indicateurs, 60 % sont liés aux objectifs. Le plan fait actuellement l'objet d'un suivi semestriel. Le pays s'est par ailleurs doté d'une politique nationale d'évaluation 2018-2030 et il est centre régional d'évaluation des objectifs de développement durable en lien avec le programme de mise en valeur des capacités et de coordination des acteurs de l'évaluation en Amérique latine en tant que contribution au Programme 2030.

Le Consensus de Montevideo sur la population et le développement est venu compléter les objectifs de développement durable, les mesures prioritaires qui y sont énoncées permettant en effet d'intégrer les populations et de ne laisser personne de côté. Qui plus est, 42 indicateurs des objectifs sont utilisés pour assurer le suivi du Consensus.

Le pouvoir judiciaire a instauré une gouvernance institutionnelle, contribuant à 94 des 169 objectifs mondiaux. Il a par ailleurs souligné que les objectifs de développement durable étaient pris en compte dans ses plans et ses budgets, ainsi que dans la jurisprudence de la Cour suprême. Depuis 2017, trois rapports annuels sur la mise en œuvre du Programme 2030 ont été élaborés.

Ne laisser personne de côté

Le Costa Rica s'est doté de politiques publiques relatives aux enfants, aux adolescents et aux jeunes, aux personnes âgées, aux femmes, aux migrants, aux personnes handicapées et, aux peuples autochtones et d'ascendance africaine ; il y met l'accent sur le développement durable et la population. En outre, le processus d'élaboration des politiques publiques est aujourd'hui plus innovant en ce sens que les décisions sont prises dans le cadre d'une approche multidimensionnelle de la pauvreté et en utilisant des outils tels que le dossier médical numérique unique, pour assurer la prise en charge des populations vulnérables ou faire face aux épidémies.

En ce qui concerne les changements climatiques, il convient de citer le plan national de décarbonisation 2018-2050, la nouvelle contribution déterminée au niveau national et le protocole national d'analyse du risque, ainsi que des cibles et objectifs mesurables, réalisables et ayant un effet direct sur la population.

Les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et aux populations ont été alignés sur les recommandations découlant de l'examen périodique universel acceptées par le pays ; sont principalement concernés, en ordre décroissant, les objectifs n^{os} 16, 5, 10, 4, 8, 1 et 3. Sont aussi abordées des questions de nature transnationale telles que l'accès à la justice transnationale, les migrations et les changements climatiques.

Dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), un mécanisme de participation a été mis en place sous la forme d'une enquête en ligne destinée à permettre aux différents membres du comité consultatif de faire état des progrès réalisés sur la voie des 17 objectifs de développement durable aux fins du présent rapport.

Les analyses effectuées montrent que 59 % des indicateurs des objectifs de développement durable affichent une évolution positive ; autrement dit, le développement progresse : 13 % d'entre eux sont stables ou n'ont pas particulièrement évolué et seuls 28 % des indicateurs présentent une évolution négative. Les objectifs dont les indicateurs ont le plus progressé sont les objectifs n^{os} 1, 2, 12, 13 et 15 ; alors que les objectifs n^{os}°16, 8, 6 et 11 sont ceux dont les résultats sont les plus problématiques.

S'agissant des moyens de mise en œuvre, nul ne sait actuellement avec certitude au plan international dans quelle mesure les pays en développement bénéficient d'un soutien pour réaliser les objectifs de développement durable. L'indicateur de soutien public total au développement durable vise donc à brosser un tableau complet des biens publics mondiaux, à partir d'une vision globale plutôt que nationale et à mettre

en évidence les déficits de financement entre les régions. Pour toutes ces raisons, une mise en œuvre globale doit être encouragée.

Le pays appartient à la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et a été reclassé, ce qui explique sa double casquette en matière de coopération internationale (il bénéficie de la coopération technique et en fournit aussi). La plupart des projets de coopération contribuent à atteindre les objectifs de développement durable n^{os} 13, 17 et 11 ; alors que les objectifs n^{os} 14, 9, 5 et 1 sont ceux pour lesquels les programmes de coopération sont les moins nombreux ; d'où la nécessité d'ajuster les priorités nationales en fonction des priorités des pays coopérants, pour plus d'efficacité.

Dans le cadre du Plan stratégique national 2020-2050, nous sommes en train d'élaborer une stratégie de développement à long terme, fondée sur une économie à zéro émission de carbone, résiliente, faisant la part belle à la recherche, au développement et à l'innovation, et sans exclusive.

Équateur

[Original : espagnol]

Soucieux de ne laisser personne de côté, l'Équateur réaffirme son attachement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à ses objectifs à l'occasion de la présentation de son deuxième rapport national volontaire.

La situation dans le monde a changé, tout comme l'état de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Dans un contexte marqué par la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et les effets indirects de l'isolement, la relance de l'économie devrait être un moyen d'avancer dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les défis auxquels se heurte la communauté internationale ne pourront être relevés que dans le respect des principes de coopération et de solidarité, loin de toute vision isolationniste du développement, l'objectif étant de renforcer le système multilatéral.

Pour l'Équateur, la COVID-19 a exacerbé les difficultés nées de la chute spectaculaire des cours du pétrole et de la baisse des recettes en devises qu'il tirait de l'exportation d'autres biens et services. Étant donné la dollarisation de son économie, l'Équateur a besoin de toute la souplesse que les organismes financiers multilatéraux pourront lui accorder pour respecter ses engagements dans les meilleures conditions possibles, et d'une révision de son statut de pays à revenu intermédiaire. Ces flexibilités faciliteraient l'application de politiques visant à réduire la pauvreté, objectif principal du Programme 2030. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la pandémie pourrait faire augmenter la pauvreté de 3,5 % et la pauvreté extrême de 2,3 % dans la région[1].

S'il est vrai que la mobilisation des ressources pour atteindre les objectifs de développement durable pose problème au niveau mondial, l'Équateur a intégré dans sa politique économique et financière le renforcement des partenariats public-privé dans un souci de rentabilisation des finances publiques. Les politiques et les stratégies

[1] Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, « América Latina ante la pandemia del COVID-19: efectos económicos y sociales » (3 avril 2020).

de coopération internationale non remboursable ont été renforcées notamment pour encourager la coopération Sud-Sud.

L'Équateur voit dans le Programme 2030 une possibilité de créer des synergies entre divers acteurs dans le but de parvenir à un développement véritablement durable au niveau économique, social et environnemental. Deux décrets exécutifs et un accord ministériel ont été publiés qui permettent d'intégrer le Programme 2030 aux politiques publiques et qui jettent les bases de la gouvernance de cet instrument.

En cette année 2020, le pays a déjà aligné chaque objectif de développement durable sur les objectifs, les politiques et les cibles du Plan national de développement 2017-2021, ce qui lui a permis d'identifier les acteurs responsables, de hiérarchiser et de cibler les ressources et de consolider la planification, le suivi et l'évaluation au plan national.

Malgré toute l'importance accordée à la décennie d'action dans le pays, les politiques devront être ajustées dans une perspective de gestion des risques ; une réponse souple et coordonnée des organismes financiers internationaux s'impose. Le renforcement des systèmes de santé publique et la fourniture de services essentiels sont indispensables pour éviter que la reprise après l'épidémie ne mette en péril la mise en œuvre du Programme 2030.

Des orientations et des lignes directrices ont été élaborées dans le cadre de la mise à jour des plans de développement et d'aménagement du territoire afin d'aligner ces derniers sur le Programme 2030. L'appropriation des objectifs de développement durable loin des grandes villes doit être abordée de manière progressive, le rôle des gouvernements locaux devant être consolidé et adapté aux politiques en fonction des besoins de chaque territoire pour créer des passerelles entre les différents niveaux de gouvernement et promouvoir des alliances en faveur de la mise en œuvre de cet instrument.

Éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer les conditions de vie des populations sont autant d'appels qui trouvent un écho universel.

L'Équateur estime essentiel d'encourager les liens et la coordination entre les acteurs clés tels que les représentants des milieux universitaires, la société civile, les entreprises publiques et privées, les gouvernements locaux, entre autres. Au travers de ces acteurs, 350 initiatives ont été recensées à ce jour au niveau national qui contribuent à la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 dans le pays. Ces processus sont devenus un moyen de repérer les possibilités offertes qui favorise la transparence et la reddition des comptes.

L'Équateur est très attaché aux 17 objectifs de développement durable du Programme 2030 et est certain de pouvoir compter sur l'appui d'alliés et d'amis qui partagent sa foi en l'action collective, porteuse de meilleures conditions de vie à la faveur d'une transformation en profondeur axée sur le développement durable.

Estonie

[Original : anglais]

L'Estonie s'emploie à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, tant au niveau national qu'international. Outre les 17 objectifs de développement durable, l'Estonie s'attache à préserver la viabilité de la vie culturelle estonienne, conformément à sa stratégie « Estonie durable 21 ». Les objectifs de

développement durable constituent la base de la stratégie Estonie 2035, qui définit les objectifs stratégiques à long terme du pays et les mesures de politique générale pertinentes. La réalisation des objectifs passe en outre par leur intégration dans les plans de développement du Gouvernement.

Mesures entreprises

Le présent examen national volontaire est le deuxième que l'Estonie a préparé depuis l'adoption du Programme 2030. La préparation de l'examen a été coordonnée par la chancellerie d'État, en coopération avec le groupe de travail interministériel sur le développement durable, la Commission pour le développement durable et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), qui se sont fondés sur les rapports d'activité du gouvernement, les données collectées auprès des ONG et des entreprises et les propositions des ministères et de la Commission.

Le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable repose sur un mécanisme basé sur les indicateurs de développement durable estoniens et sur des examens réguliers qui s'appuient sur des données compilées par Statistics Estonia, en coopération avec la chancellerie d'État et différents ministères. La liste des indicateurs a été mise à jour en 2017 et harmonisée avec les objectifs mondiaux. Tous les indicateurs du gouvernement central sont disponibles sur le portail de données en ligne « Tree of Truth » qui illustre, domaine par domaine, l'état d'avancement des objectifs mondiaux et nationaux de développement durable par domaine de gouvernance[2].

Principales conclusions

De façon générale, l'Estonie a appliqué les objectifs de développement durable avec succès. Au cours des quatre dernières années, les résultats obtenus dans plusieurs domaines ont été maintenus ou améliorés. En 2019, l'Estonie a été classée dixième dans le *Rapport sur les objectifs développement durable 2019 : Transformations pour atteindre les objectifs de développement durable*[3].

Il ressort du relevé des mesures prises et des analyses fondées sur les indicateurs que l'Estonie a atteint plusieurs objectifs de développement durable. Une éducation accessible et de qualité, une organisation efficace des soins de santé, un taux d'emploi élevé avec très peu de chômage de longue durée et une forte proportion d'énergies renouvelables dans notre consommation énergétique globale figurent parmi nos atouts.

Néanmoins, plusieurs domaines nécessitent encore des efforts. Nous devons nous concentrer sur l'instauration de l'égalité des sexes (la différence salariale reste malgré les progrès accomplis parmi les plus élevées d'Europe), la réduction du risque de pauvreté pour les femmes et les personnes handicapées, y compris les familles avec des enfants handicapés, la mise en place d'une gestion efficace des déchets et du recyclage, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation de la diversité naturelle. Nous voulons également améliorer l'état de santé de nos citoyens, y compris leur santé mentale, et réduire le nombre de décès évitables.

---

[2] Le portail en ligne « Tree of Truth », de Statistics Estonia, est la référence pour les principaux indicateurs gouvernementaux. L'adresse du portail est la suivante : https://tamm.stat.ee/.

[3] Disponible à l'adresse : https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2019/2019_sustainable_development_report.pdf.

La pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) qui a commencé au début de 2020 a affecté l'exécution des objectifs de développement durable dans plusieurs domaines, notamment l'économie, l'emploi, la santé, l'éducation, la culture et l'innovation. Il sera possible d'en dresser précisément le bilan lors d'examens futurs.

Les principes qui régissent la coopération pour le développement et l'aide humanitaire estoniennes ont été arrêtés dans la Stratégie pour la coopération au service du développement et l'aide humanitaire estoniennes 2016-2020. À partir de 2020, la coopération estonienne pour le développement suit le nouveau plan de développement de la politique étrangère et une stratégie distincte pour la coopération au service du développement et l'aide humanitaire. Conformément aux objectifs de la politique étrangère estonienne et aux accords internationaux visant à orienter davantage de ressources vers les pays vulnérables, notre pays continuera, en s'adaptant aux circonstances, à répondre aux besoins des pays les moins avancés et des pays sortant d'un conflit, des États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral dans les domaines où il peut apporter une valeur ajoutée manifeste (par exemple, dans le domaine de la santé ou de l'amélioration de l'accès à l'éducation et de sa qualité).

Prochaines étapes

L'étape marquante la plus récente de notre planification stratégique a été l'élaboration de la stratégie estonienne à long terme, Estonie 2035, qui contribue à intégrer les objectifs de développement durable dans les stratégies sectorielles de manière plus forte et plus systématique. Nous continuerons à intégrer le développement durable dans différents domaines d'action.

L'Estonie et d'autres États membres de l'Union européenne ont convenu d'intégrer les objectifs de développement durable dans le Semestre européen, l'instrument de coordination économique de l'Union européenne. Cet instrument permet une évaluation centralisée des objectifs au niveau de l'Union européenne, le but étant de mieux prendre en compte ces objectifs en Estonie et dans l'ensemble de l'Union.

Nous poursuivrons également nos efforts de sensibilisation aux objectifs de développement durable. En 2020, nous prévoyons de participer à la semaine européenne du développement durable, de mener une réflexion sur les objectifs lors du festival d'opinion estonien et d'accueillir un forum estonien sur le développement durable. Nous nous employons à soutenir et élargir la coalition pour le développement durable, ainsi qu'à créer une plateforme pour le développement durable qui doit permettre au Gouvernement, au secteur privé, aux ONG et aux citoyens d'acquérir des connaissances, de prendre la situation en main et d'agir en vue d'atteindre les objectifs.

Fédération de Russie

[Original : russe]

La Fédération de Russie est attachée aux objectifs que s'est fixés la communauté internationale au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Au niveau national, nous déployons des efforts continus afin de réaliser les objectifs de développement durable. Les travaux réalisés à cet égard s'inscrivent dans le droit fil de la réalisation des objectifs de développement consacrés par la Déclaration du

millénaire et, dès 1996, la Russie a élaboré et intégré à sa politique de développement national un projet de développement durable.

La Fédération de Russie est un État-providence pluriethnique dont les politiques sont axées sur l'être humain, ses droits, ses libertés, son bien-être et sa qualité de vie. La mise en pratique de ces politiques se fonde sur le développement humain pérenne et s'appuie sur des initiatives publiques et privées visant à développer l'éducation, les soins de santé, la protection sociale, l'infrastructure (dans le domaine des transports, du numérique et de l'énergie) et l'économie dans son ensemble et à protéger l'environnement. Ces priorités concordent avec les objectifs de développement durable et constituent la base sur laquelle reposent les activités que mène la Russie à l'échelle internationale dans les domaines pertinents.

En Fédération de Russie, le programme national de développement à l'horizon 2040 prévoit que les organismes sectoriels des pouvoirs publics appliquent les objectifs de développement durable. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de 12 projets nationaux et dans un plan global de modernisation et d'expansion de l'infrastructure dans le domaine des transports et de l'énergie. Ces documents incluent directement ou indirectement plus de 100 cibles des objectifs de développement durable.

C'est la première fois que la Fédération de Russie présente un examen national volontaire sur l'état de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans le cadre de son élaboration, 17 groupes de travail thématiques ont été créés. Ils ont chacun été responsables d'un objectif et ont rassemblé des représentants du pouvoir législatif, des organes exécutifs fédéraux et régionaux, de l'administration municipale, de la Banque de Russie, des institutions de développement, de la société civile, des organismes de recherche et du secteur privé. Plus de 200 experts et plus de 100 organisations ont directement contribué à l'élaboration du présent examen. Le projet d'examen et ses différentes sections ont fait en outre l'objet de discussions publiques entre experts.

Au cours des préparatifs, il a ainsi été possible :

- D'assurer la participation à l'élaboration du document et aux discussions d'un large éventail de parties intéressées ;
- D'établir un dialogue entre les représentants de l'État, de la société, du secteur privé et de la communauté scientifique ;
- D'étudier et de prendre en compte les différents points de vue au sujet du développement durable et de susciter un intérêt marqué au sein de la société en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses objectifs ;
- De réaliser une analyse approfondie de la cohérence entre les objectifs nationaux et le Programme 2030 et ses objectifs et d'évaluer les résultats intermédiaires de leur mise en œuvre.

Ladite analyse a abouti aux résultats suivants :

- La Russie applique avec fruits une politique de développement des capacités humaines à tous les niveaux de l'enseignement ainsi que dans le domaine des soins de santé et de l'emploi ;
- Conformément au principe de « ne laisser personne de côté », la Russie concentre ses efforts sur quatre axes : soutien aux groupes défavorisés de la population (aspect économique), appui aux personnes handicapées (aspect

social), éliminations des inégalités répandues entre régions (aspect territorial) et assistance aux peuples autochtones (aspect ethnique) ;

- La Russie continue d'améliorer les conditions de vie de la population, notamment par le biais du renforcement de l'aide sociale, du développement de l'infrastructure de transport et des milieux urbains, de la numérisation des services publics, de la facilitation de l'accès de la population aux services financiers, de possibilités d'emploi et de l'adoption et l'application de normes et réglementations environnementales plus modernes ;
- La Russie met en œuvre de bonne foi ses obligations dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques mondiaux, applique des normes modernes en matière de sécurité environnementale et œuvre à l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi qu'à la préservation de la diversité biologique et de son capital naturel unique ;
- La Russie coopère activement dans le domaine de développement durable, apporte notamment une assistance aux pays frappés par des situations d'urgence, adopte des mesures visant à renforcer les institutions multilatérales de développement et exécute des projets et initiatives d'intégration et de coopération en Eurasie et au-delà.

La politique de développement à long terme de la Russie s'appuie ainsi sur l'équilibre entre les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental – et est axée sur de larges partenariats aux fins de la réalisation des objectifs de développement.

Ces dernières années, la Fédération de Russie a engrangé des résultats positifs au titre de chacun des objectifs de développement durable, en particulier en ce qui concerne l'objectif nº 1 « pas de pauvreté », l'objectif nº 4 « éducation de qualité » et l'objectif nº 8 « travail décent et croissance économique ». Toutefois, davantage d'efforts devront encore être réalisés par l'État, le secteur privé et la société dans son ensemble afin d'atteindre les objectifs dans divers domaines.

Les crises n'arrêtent pas la mise en œuvre du Programme 2030 en Russie. Ainsi, malgré la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la Russie lutte d'arrache-pied contre la propagation de la maladie et apporte une assistance à ceux qui ont besoin d'un traitement ou d'un suivi, et ce, tant à l'échelle nationale qu'à l'étranger. Un ensemble de mesures sont également appliquées afin d'atténuer les conséquences délétères qu'ont les restrictions visant à lutter contre la propagation du virus sur la population et les entreprises.

Finlande

[Original : anglais]

Examen national volontaire

Le deuxième examen national volontaire de la Finlande se concentre sur les progrès réalisés entre 2016 et 2020. Les mécanismes institutionnels ainsi que les mécanismes de suivi et de contrôle existants ont servi de base à cet examen qui fait fond sur des données, des évaluations, des recherches et des rapports.

L'examen national volontaire a été préparé par le Secrétariat général du gouvernement en étroite collaboration avec tous les ministères, la société civile finlandaise et d'autres parties prenantes, telles que les municipalités et les entreprises.

Le rapport comprend des chapitres rédigés par les parties prenantes et les institutions. L'évaluation des progrès réalisés pour chaque objectif de développement durable est composée de deux volets indépendants : l'un confié aux fonctionnaires et l'autre aux acteurs de la société civile.

Les gouvernements du Mozambique et de la Suisse ont soutenu la Finlande dans la préparation de son examen national volontaire en examinant le projet de rapport et en donnant leur point de vue.

Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, 2016-2020

La Finlande figure en bonne place dans de nombreuses comparaisons et études internationales sur la durabilité. Le pays est sur le point d'atteindre un grand nombre des objectifs de développement durable liés à la durabilité sociale et économique.

Les principaux défis que rencontre la Finlande sont liés aux modes de consommation et de production, à l'action climatique et à l'état de la biodiversité. L'obésité est un problème de plus en plus important. Dans le domaine de l'égalité des sexes, des défis restent à relever en matière de violence fondée sur le genre et d'inégalités sur le marché du travail, y compris l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

La Finlande prend ses responsabilités au plan international en contribuant, par exemple, à la gestion des crises internationales et en soutenant les pays en développement. Toutefois, elle n'a pas été en mesure de rétablir le niveau d'aide publique au développement qui était le sien avant les réductions de 2016. Les retombées doivent faire l'objet d'une plus grande attention.

Ne laisser personne de côté

Notre régime de sécurité sociale universel, l'accessibilité générale des services et l'éducation de qualité offerte à l'ensemble de la population ont permis d'éviter l'exclusion.

Les personnes appartenant à des minorités visibles et les personnes handicapées continuent de subir des discriminations. La législation et des initiatives politiques nationales visant à promouvoir l'égalité et à prévenir l'exclusion doivent garantir l'égalité des chances pour tous.

La Finlande mène une politique étrangère et de sécurité fondée sur les droits de la personne. La Finlande a obtenu de bons résultats en matière de renforcement des droits des femmes et des filles, de promotion de la santé et des droits sexuels et procréatifs, de promotion des droits des personnes handicapées et d'aide à la création d'emplois et de moyens de subsistance dans les économies en développement. La société civile tient un rôle essentiel pour ce qui est d'aider les personnes en situation de vulnérabilité dans le pays et à l'étranger.

Intégration des objectifs de développement durable dans les politiques et processus nationaux

Les plans nationaux de mise en œuvre sont soumis au Parlement sous forme de rapports gouvernementaux. L'objectif du Gouvernement actuel est de transformer la Finlande en une société durable aux plans social, économique et environnemental d'ici 2030.

Une évaluation de la durabilité a été intégrée dans le cycle annuel de planification, de budgétisation et d'établissement de rapports sur les politiques. Depuis 2018, la Finlande a pris des mesures notables en matière de préparation de budgets axés sur le développement durable. La prise en compte de la durabilité dans les politiques s'est avérée plus aisée pour l'aspect environnemental que social. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a également été intégré dans les programmes nationaux de recherche et les écosystèmes d'innovation.

Assurer la cohérence des politiques malgré les arbitrages représente un vrai défi. Il est souvent très difficile d'arbitrer entre les intérêts en jeu, même lorsque ceux-ci sont clairs. Il est de plus en plus question des interconnexions dans le discours public.

Outils et innovations pour la mise en œuvre

La Finlande accorde une grande valeur à l'approche multipartite. La stratégie intitulée « La Finlande que nous voulons d'ici 2050 : Engagement de la société en faveur du développement durable » est l'un des instruments clefs dont le pays s'est doté pour impliquer l'ensemble de la société : le secteur public, les entreprises, la société civile et les particuliers.

Le Gouvernement précédent avait commandé une évaluation indépendante de la politique nationale de développement durable qui a été utilisée par le Gouvernement actuel pour élaborer ses programmes. La prochaine évaluation est prévue pour 2023.

Des mécanismes institutionnels innovants soutiennent la mise en œuvre nationale. Le groupe d'experts pour le développement durable et le groupe de jeunes pour le Programme 2030 ont joué un rôle de premier plan. Le système de suivi national comprend des éléments participatifs innovants.

La Finlande accueille l'un des laboratoires d'innovation technologique des Nations Unies ainsi que deux initiatives qui relèvent du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, l'une consacrée aux investissements d'impact dans les infrastructures durables et l'autre à l'innovation mondiale et la technologie. La Finlande soutient le renforcement des capacités fiscales et le développement des écosystèmes d'innovation locaux dans les pays en développement.

La gouvernance au service du développement durable

Le Gouvernement et le Parlement entretiennent un dialogue régulier sur l'application du Programme 2030. Le Bureau national d'audit de Finlande l'a incorporé dans ses programmes d'audit.

Les jeunes, le secteur privé et les villes sont encore plus étroitement associés qu'auparavant à l'application du Programme 2030. Trois villes ont préparé des examens locaux volontaires. La région d'Åland a intégré les objectifs de développement durable dans ses stratégies de base.

Une approche systémique et à long terme est nécessaire pour opérer les transformations nécessaires à la durabilité. En 2021, l'élaboration d'une feuille de route nationale pour le Programme 2030 viendra étayer cette approche.

Gambie

[Original : anglais]

Assurer la bonne gouvernance, la reddition de comptes et la revitalisation de l'économie pour un développement durable en Gambie

Introduction

La Gambie a donné la preuve de son attachement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en intégrant les objectifs de développement durable dans son plan de développement national (2018-2021), ce qui lui a donné la possibilité de les appliquer. Le Gouvernement continue de travailler à la réalisation du Programme 2030 avec le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement. S'il est nécessaire de sensibiliser davantage aux objectifs, la participation des parties prenantes leur a permis de mieux s'approprier le Programme.

Partenariats et dispositions institutionnelles

Afin de renforcer la coordination, le Gouvernement a harmonisé les objectifs de développement durable et les dispositions institutionnelles du plan national de développement. Ces dispositions prévoient notamment un comité directeur ministériel et des groupes de travail techniques sectoriels. Le comité de coordination de l'examen national volontaire multipartite sera maintenu et transformé pour assurer la coordination globale des objectifs.

Paix

En ce qui concerne la gouvernance, un nouveau projet de constitution a été achevé. Il prône le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales ainsi que de l'état de droit. Le texte est extrêmement favorable à l'équilibre entre les sexes et à la représentation équitable des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à l'Assemblée nationale, dans d'autres organes statutaires et dans les entreprises publiques. Dans le système judiciaire, la représentation des sexes est à l'équilibre. En outre, une femme siège à la Cour suprême et la Cour d'appel est présidée par une femme. Au niveau politique, une mairesse a été élue à la tête de la capitale. La Commission vérité, réconciliation et réparation, créée pour mener des recherches et des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises par le régime précédent, en vue de faciliter la réconciliation intercommunautaire et nationale, a présenté son rapport d'activité au Gouvernement.

Prospérité

Ces trois dernières années, le produit intérieur brut (PIB) n'a pas cessé d'augmenter, mais de façon irrégulière : 6,5 % en 2018, 4,8 % en 2017 et 1,9 % en 2016. Cela est principalement lié aux fluctuations du tourisme, des envois de fonds et de l'agriculture, qui est tributaire des précipitations. La vulnérabilité aux chocs extérieurs joue aussi un rôle. L'effondrement de Thomas Cook, fin 2019, et l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en 2020 ont porté un coup sévère au tourisme, entraînant des pertes de revenus et d'emplois. Les premières estimations indiquent un ralentissement de la croissance du PIB de 6,0 % à 3,2 %. Sur le plan budgétaire, la pandémie de COVID-19 va creuser le déficit, qui passera de 1,5 % à 2,1 % du PIB en 2020.

48,6 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec de grandes disparités entre les zones urbaines (32,6 %) et rurales (69,5 %).

En ce qui concerne l'agriculture et la sécurité alimentaire, environ 75 % de la population dépend pour sa subsistance des cultures et de l'élevage. Le secteur a connu une légère reprise en 2018, avec une croissance de 0,9 % par rapport à la forte contraction de 4,4 % en 2017. Cependant, des précipitations irrégulières pendant les récoltes 2019/20 ont fait reculer la production agricole d'environ 23 %. Le pays n'est donc pas en bonne voie d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les difficultés ayant été encore exacerbées par la pandémie COVID-19. Les habitants des zones rurales, qui sont principalement des agriculteurs de subsistance, auront besoin de soutien pour les prochaines récoltes, principalement sous forme d'intrants et d'outils agricoles.

Société

Dans le domaine social, des progrès significatifs ont été enregistrés en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à l'eau et à la nutrition. Des gains ont été enregistrés en matière de scolarisation et de maintien à l'école ; d'accès à l'eau potable ; de prévalence de la maigreur taille normale et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans ; de prévalence du retard de croissance chez les enfants en général ; de prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes ; et de prévalence de l'insuffisance pondérale chez les femmes non enceintes.

Environnement

La Gambie est classée parmi les deux pays en développement les plus ambitieux pour ce qui est de la résilience environnementale et du changement climatique. Sa contribution déterminée au niveau national comporte des objectifs ambitieux, conditionnels et inconditionnels, qui répondent à l'engagement pris dans le cadre de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Les principaux défis de développement à long terme auxquels la Gambie est confrontée sont liés à la faible diversification de son économie, à l'envergure réduite de son secteur privé et de son marché intérieur, à son accès limité aux ressources, au niveau élevé de sa dette publique, à son fort taux de croissance démographique et à l'incapacité à créer des emplois pour sa jeune population. Les données pour le développement restent un défi ; c'est pourquoi le Gouvernement a élaboré une stratégie nationale pour le développement de la statistique et recherche actuellement des moyens innovants de la financer. La vision actuelle du pays pour 2020 est en cours d'évaluation. Elle servira de point de départ à la formulation d'une vision à long terme ultérieure.

Pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et l'exécution du plan national de développement, le Gouvernement a lancé son programme de développement local accéléré, qui tient compte des synergies entre les objectifs et vise à réduire l'écart entre les zones urbaines et rurales.

Géorgie

[Original : anglais]

La Géorgie s'est engagée à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'ensemble de ses 17 objectifs de développement durable, ainsi

qu'à honorer la promesse fondamentale de ne pas faire de laissés-pour-compte qui sous-tend le Programme. Les politiques et les priorités du Gouvernement sont bien alignées sur les objectifs, ce qui en fait une base solide pour le programme de réforme du pays. Le niveau d'incorporation des objectifs, transposés dans les plans de développement de la Géorgie, est très élevé et répond aux ambitions géorgiennes d'intégration dans l'Union européenne. Les 36 stratégies sectorielles du pays et l'accord d'association entre l'Union européenne et la Géorgie reprennent ensemble 96 % des cibles des objectifs de développement durable transposées dans le contexte national.

Alors que la Géorgie présente son deuxième examen national volontaire, il est important de mentionner que, dans l'ensemble, le pays s'est graduellement rapproché de la réalisation des cibles fixées au niveau national. Une analyse de l'examen montre que la Géorgie a fait des progrès significatifs. Non seulement elle est en bonne voie de réaliser le Programme 2030, mais elle a également identifié certains domaines dans lesquels une accélération est nécessaire. Le rapport contient un examen approfondi de trois domaines prioritaires : la croissance économique ; le développement du capital humain et la protection sociale ; et enfin la gouvernance. Il décrit les problèmes rencontrés, les succès remportés et les domaines dans lesquels l'action doit se poursuivre.

Malgré des difficultés, et alors que 20 % du territoire géorgien est sous occupation russe, le pays a réussi à maintenir une croissance économique stable en 2019, avec une progression annuelle du produit intérieur brut réel de 5,1 %. De plus, la Banque mondiale classe depuis quelques années la Géorgie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et non plus inférieure. Toutefois, la croissance inclusive reste un défi majeur pour l'économie géorgienne. Le Gouvernement a donné la priorité à un développement économique fondé sur la connaissance et l'innovation. Il soutient activement l'essor des activités innovantes menées par des individus, des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, y compris des start-ups, et les encourage à s'investir dans l'économie numérique. Au cours des cinq dernières années, la Géorgie a également pris des mesures actives en faveur d'une production et d'une consommation responsables. Le pays est engagé dans la réforme de toutes ses politiques environnementales, notamment concernant les ressources en eau, la sylviculture, la qualité de l'air et les systèmes de gestion des déchets.

La qualité et l'accessibilité des connaissances, de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux sont essentielles pour le développement durable de la société. Soucieuse de tenir sa promesse de ne laisser personne de côté, la Géorgie a mis en place un programme de soins de santé universel qui permet à chaque citoyen d'accéder pleinement aux services de santé. L'une des principales priorités du programme de développement du pays est l'éducation. La Géorgie a considérablement réformé son système éducatif. Elle l'a rendu plus accessible à tous, mis à jour et retravaillé les programmes scolaires, amélioré l'infrastructure des établissements d'enseignement et popularisé l'enseignement professionnel, dans le but de remédier au décalage entre l'éducation et/ou les compétences acquises et le marché du travail géorgien. Afin d'accélérer la cohésion sociale, le Gouvernement a remanié les programmes sociaux existants pour mieux les cibler et les rendre plus efficaces. Globalement, la proportion des dépenses publiques totales affectée aux services essentiels comme l'éducation, la santé et la protection sociale a augmenté.

La Géorgie a accompli de nets progrès en matière de gouvernance démocratique grâce à l'édification d'institutions publiques efficaces, transparentes, inclusives et

responsables. Elle s'est engagée à poursuivre la réforme de l'administration publique et l'instauration d'une gouvernance ouverte, afin d'accroître la transparence et la responsabilité des institutions de l'État. Le pays continue à développer des services publics déjà solides en y apportant des innovations et en tirant parti des technologies pour une efficacité accrue. La Géorgie a fait des progrès significatifs dans la mise en place du cadre juridique destiné à promouvoir et à faire respecter l'égalité, à lutter contre la discrimination, quels qu'en soient les motifs, et à effectuer un suivi. Le Gouvernement a rationalisé ses efforts visant à ne laisser personne de côté mais les résidents des régions de Géorgie occupées par la Russie sont privés des bénéfices du développement et continuent à souffrir de violations persistantes de leurs droits fondamentaux, y compris le droit à la vie, à la santé, à la liberté de mouvement et le droit de recevoir une éducation dans leur langue maternelle. Le problème des détentions illégales et d'enlèvement de résidents locaux persiste.

Malgré des progrès importants, il reste des défis à relever alors que le pays est entré dans la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Des mesures appropriées sont en cours d'élaboration et d'application. Il est néanmoins évident que la pandémie actuelle et les conséquences qui l'accompagneront auront des répercussions préjudiciables complexes dans le monde entier et sur le long terme. Pour relever ces défis exceptionnels, il nous faut davantage de solutions concertées, innovantes, complexes et déterminées, élaborées par des États Membres, des partenaires de développement, des organisations internationales et des représentants de la société civile animés d'une ferme résolution. La Géorgie reste entièrement dévouée à cet objectif.

Honduras

[Original : espagnol]

Alors que le Honduras s'apprête à présenter son deuxième examen national volontaire, le défi pour le pays consiste à intégrer le programme national relatif aux objectifs de développement durable dans les projets des acteurs tant publics que privés, sachant que les efforts déployés jusqu'à présent n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. Le rapport met en évidence les enjeux du processus d'appropriation du programme national, un processus que nous considérons comme une occasion de réorienter les priorités nationales de développement. Le rapport présente également la façon dont le pays fait face à la pandémie actuelle de maladie à coronavirus (COVID-19) et comment il compte aborder la période qui va suivre.

Un programme national relatif aux objectifs de développement durable inclusif et participatif. L'élaboration du programme national s'est faite dans le cadre d'un processus participatif, impliquant divers acteurs : le gouvernement central, les institutions décentralisées, les municipalités, les conseils de développement régional, les universités, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les secteurs productifs, les églises et les organisations de femmes, entre autres. Le processus a abouti à l'adoption des 17 objectifs et à la désignation de 68 cibles et 99 indicateurs prioritaires.

Le programme national est rattaché au système de planification et d'élaboration du budget. Ses objectifs, indicateurs et cibles sont en phase avec les instruments du système national de planification du développement : la loi sur la vision pour le pays et le plan pour la nation (2010-2022), ainsi que le plan stratégique du Gouvernement (2018-2022). Les objectifs du programme national relatif aux objectifs de

développement durable sont intégrés dans les cadres budgétaires et instruments de planification opérationnelle, au niveau du gouvernement central comme des municipalités.

La gouvernance du programme a été confiée à une commission nationale des objectifs de développement durable (CN-ODS), créée par voie législative. En tant qu'instance suprême de gouvernance chargée de veiller à l'application du programme national relatif aux objectifs de développement durable, la commission s'appuie sur des instances techniques ainsi que sur la participation d'acteurs clefs de la société hondurienne : le Gouvernement, le monde universitaire, les entreprises privées, les ouvriers, les paysans, les organisations de la société civile et les administrations locales.

Le suivi et l'évaluation des indicateurs du programme national relatif aux objectifs de développement durable seront assurés par le biais de la plate-forme du système présidentiel de gestion axé sur les résultats, du ministère chargé de la coordination générale du Gouvernement, qui s'appuie sur un système statistique national renforcé.

Afin de faire face aux défis structurels du pays et d'appliquer nos stratégies et mesures, nous nous sommes fixé l'objectif de créer des conditions favorables à la réalisation des objectifs du programme national relatif aux objectifs de développement durable. Nous avons également identifié des initiatives nationales pertinentes pour la réalisation des objectifs. Elles émanent de différents acteurs et sont régies par des principes universels : préserver le caractère intégré des objectifs, garantir l'interaction entre les différentes niveaux et obéir à l'impératif de ne pas faire de laissés-pour-compte.

Nous nous sommes efforcés de lier plus étroitement le programme national relatif aux objectifs de développement durable avec le plan d'investissement public et les ressources budgétaires en général, dans le but de favoriser la mobilisation des ressources nécessaires. Il va néanmoins falloir aller plus loin dans ce domaine, tant au niveau du gouvernement central qu'au niveau décentralisé, en particulier dans les municipalités. Les programmes de coopération internationale, du secteur privé et de la société civile sont en harmonie avec le programme national des objectifs de développement durable.

Des difficultés liées à la gouvernance du programme ont été identifiées dans les processus d'application et de suivi du programme national relatif aux objectifs de développement durable, parmi lesquelles un manque d'adéquation avec le modèle de gestion axé sur les résultats, l'indisponibilité de données pertinentes et de qualité et des problèmes d'accès aux ressources pour l'exécution, entre autres. Toutefois, ces processus ont également abouti à des réalisations importantes et fait émerger de bonnes pratiques, comme en atteste la réduction des écarts en matière sociale, économique et environnementale.

D'une manière générale, la réalisation du deuxième examen national volontaire est une excellente occasion de renforcer et d'élargir la prise en main du programme national relatif aux objectifs de développement durable par les différents acteurs de la société hondurienne. Cet exercice est extrêmement utile pour repenser et réorienter l'action publique, les politiques et les programmes, pour faire évoluer les indicateurs et pour progresser dans la réalisation des objectifs du programme national relatif aux objectifs de développement durable.

Une stratégie de communication au niveau gouvernemental, qui relaiera des messages clairs sur le rôle que chaque acteur est appelé à jouer dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable, viendra accompagner le processus de prise en main et d'adoption du programme national relatif aux objectifs de développement durable. Le Honduras espère également que la présentation de son deuxième examen national volontaire sera l'occasion de favoriser le dialogue et le partage d'expériences et de connaissances sur l'application du Programme 2030.

L'exécution du programme national relatif aux objectifs de développement durable dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'examen national volontaire s'efforcera d'aborder cet aspect de deux manières. Nous évoquerons d'abord les interventions immédiates décidées pour faire face à la crise, avec des mesures déjà envisagées dans le Programme 2030, comme l'aide aux populations pauvres et vulnérables. Dans un deuxième temps, nous aborderons les mesures à appliquer après la crise, pour promouvoir une croissance durable et la protection sociale, entre autres.

Îles Salomon

[Original : anglais]

La Stratégie nationale de développement pour la période 2016-2035 est le plan d'intervention en faveur du développement durable aux Îles Salomon. Le Gouvernement y expose la vision et les priorités qu'il a définies pour faire progresser le développement humain et économique et garantir la paix et la sécurité, ainsi que la protection de l'environnement naturel. Les aspects pertinents du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et d'autres cadres internationaux et régionaux utiles ont été transposés dans la Stratégie et sont reflétés dans les cinq objectifs à long terme qui y sont énoncés : la croissance économique inclusive ; la réduction de la pauvreté ; l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité ; le développement résilient et écologiquement durable ; la gouvernance efficace. Les cibles et les indices de référence définis pour la réalisation des objectifs de développement durable au niveau national sont également exposés dans la Stratégie.

L'élaboration de la Stratégie nationale de développement et l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités nationales ont été des initiatives consultatives et inclusives. De même, l'examen national volontaire a permis de recueillir les points de vue de l'ensemble des parties prenantes, par l'intermédiaire d'un comité de coordination national créé à cet effet. Il a contribué à faire connaître les priorités nationales de développement du pays et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs correspondants.

Les Îles Salomon, qui sont le troisième archipel du Pacifique Sud, sont constituées d'un total de 997 îles réparties dans une zone économique exclusive de 1 340 000 kilomètres. Leur population de 639 157 habitants est essentiellement rurale. Les Îles Salomon ont également un secteur informel très vaste. Le niveau de biodiversité dans les Îles Salomon est reconnu dans le monde entier. Si cette complexité et cette diversité offrent des possibilités, elles représentent également des obstacles majeurs aux efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs de développement durable.

Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et réalisation des objectifs de développement durable

Les Îles Salomon promeuvent la croissance économique en investissant dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, du tourisme et de l'exploitation minière. En collaboration avec les partenaires de développement, le Gouvernement apporte un soutien technique et financier aux programmes en faveur de la croissance et de l'emploi durables.

Garantir l'accès à l'éducation de base et améliorer la qualité de l'éducation restent des priorités importantes pour les Îles Salomon. Le Gouvernement a mis en place une éducation gratuite et d'autres mesures ciblées, qui ont permis d'augmenter les taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire et d'améliorer la parité entre les sexes, le nombre de filles qui entrent à l'école et qui y restent ayant augmenté. Les Îles Salomon continuent d'enregistrer des taux élevés s'agissant des compétences en matière de lecture, d'écriture et de calcul, et ont, en ce qui concerne les quatrième à sixième années de l'enseignement primaire, des taux supérieurs à la moyenne régionale dans ces domaines.

Les Îles Salomon ont fait des avancées impressionnantes dans le secteur de la santé au cours des deux dernières décennies et progressent dans la mise en place d'une couverture sanitaire universelle. Les objectifs prioritaires actuels sont notamment de détecter et de traiter les maladies non transmissibles, de remédier à la pénurie de travailleurs sanitaires et d'accroître la disponibilité des installations de traitement dans tous les centres de santé. S'il n'y a pas de discrimination en matière d'accès aux soins de santé de base, des disparités subsistent, principalement en raison de la dispersion de la population sur un terrain accidenté. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) met en lumière la menace que représentent les maladies infectieuses, étant donné les capacités d'endiguement limitées et l'impact négatif de cette maladie. Les habitants des Îles Salomon restent vulnérables aux risques sanitaires liés aux catastrophes naturelles, ainsi qu'aux épidémies de malaria, de tuberculose, de dengue et de rougeole.

Les préoccupations au sujet des droits humains, des questions de genre, de la consolidation de la paix et de la sécurité restent des priorités et sont prises en compte. La réduction de la violence domestique demeure un défi, et des mécanismes ont été mis en place pour aider les femmes et les enfants touchés. Les femmes ont davantage de possibilités d'emploi dans des postes de direction, même si des progrès supplémentaires sont nécessaires.

Les Îles Salomon sont toujours vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Les cadres d'orientation, tels que la politique nationale de lutte contre les changements climatiques, les contributions déterminées au niveau national et le plan national de gestion des risques de catastrophes, sous-tendent les mesures actuellement en place. L'application efficace des mesures d'adaptation et d'atténuation dépend de la disponibilité, en temps voulu, de ressources financières et techniques.

Les principes de bonne gouvernance et de transparence restent des priorités nationales importantes. Le Gouvernement a récemment adopté la loi sur la protection des lanceurs d'alerte et la loi sur la lutte contre la corruption, et a créé la Commission indépendante des Îles Salomon contre la corruption. Les programmes de bonne gouvernance actuellement exécutés aux niveaux national, provincial et communautaire visent à renforcer la société civile, à lutter contre la corruption, à consolider le système judiciaire et à accroître les moyens d'application des lois.

Voie à suivre

L'un des principaux moyens d'atteindre les objectifs de développement durable est d'accroître les capacités et l'efficacité des institutions afin de faire face à l'évolution rapide de la question du développement, notamment en ce qui concerne la croissance démographique, les changements socioculturels et environnementaux et les systèmes économiques mondiaux. Une intégration plus poussée de la législation, des politiques, des plans, des budgets et des activités aux fins d'un changement fondamental est nécessaire. Pour mettre les Îles Salomon sur une voie durable, il faut débloquer les moyens de mise en œuvre nécessaires et promouvoir des partenariats durables et authentiques, l'objectif étant d'atteindre effectivement tous les objectifs de développement durable.

Inde

[Original : anglais]

L'Inde, qui compte un sixième de la population mondiale, détient la clé de la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans son deuxième examen national volontaire, le Gouvernement indien a procédé à un changement radical : il a associé à sa démarche l'ensemble de la société en faisant appel aux autorités infranationales et locales, aux organisations de la société civile, aux communautés locales, aux personnes en situation de vulnérabilité et au secteur privé.

La détermination de l'Inde à mettre en œuvre les objectifs de développement durable est visible dans la prise en compte de ces objectifs dans le programme national de développement, comme en témoigne la devise « efforts collectifs pour une croissance inclusive ». Sur la base des données de l'indice indien des objectifs de développement durable, qui mesure les progrès enregistrés au niveau infranational, le pays a élaboré un modèle performant qui permet d'adapter les objectifs au contexte local et met l'accent sur l'adoption, la mise en œuvre et le suivi au niveau des États et des districts.

Les explications ci-après retracent les progrès accomplis par l'Inde dans la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs de développement durable.

Une Inde forte et résiliente

L'Inde est parvenue à faire sortir plus de 271 millions de personnes de la pauvreté multidimensionnelle grâce à la croissance économique et à l'autonomisation. L'amélioration de l'accès à la nutrition, aux soins de santé infantile, à l'éducation, à l'assainissement, à l'eau potable, à l'électricité et au logement a permis de réduire les inégalités, notamment chez les personnes en situation de vulnérabilité.

Une Inde propre et en bonne santé

Grâce à une initiative nationale menée dans le cadre du programme d'assainissement de l'Inde et du programme de nutrition national, l'Inde a enregistré un taux d'assainissement rural de 100 % ainsi qu'une réduction marquée des retards de croissance et des taux de mortalité infantile et maternelle. La couverture médicale universelle a été institutionnalisée grâce au plus grand programme de protection de la

santé au monde, lequel offre une couverture de santé annuelle de 7 000 dollars à 100 millions de familles, soit près de 500 millions de personnes.

L'Inde est en première ligne de l'appel à une action mondiale commune pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Elle a apporté une assistance médicale à plusieurs pays et a rendu opérationnel le Fonds d'urgence COVID-19 de l'Association sud-asiatique de coopération régionale en apportant une contribution initiale de 10 millions de dollars. Sur le plan interne, les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 incluent un plan de relance économique initial de 22,5 milliards de dollars, une couverture sanitaire complète pour les travailleurs de première ligne et des transferts directs en espèces pour les plus vulnérables.

Une Inde inclusive et entreprenante

L'Inde cherche à parvenir à l'inclusion sociale en rendant universel l'accès à la nutrition, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection sociale et en renforçant les capacités en matière d'emploi et d'entreprenariat. Elle s'efforce d'assurer l'inclusion financière avec les trois initiatives suivantes : l'accès quasi universel aux comptes bancaires, grâce à un programme national d'inclusion financière ; l'octroi d'un numéro d'identité national individuel à plus de 90 % des habitants ; et un accès étendu aux téléphones portables. Ces initiatives ont fait apparaître de nouvelles solutions en matière de crédit, d'assurance et de transferts directs de prestations aux populations pauvres, y compris à plus de 200 millions de femmes, accélérant ainsi leur autonomisation économique.

Une Inde durable

Les stratégies mises en œuvre par l'Inde pour faire face au changement climatique préconisent des systèmes énergétiques propres et efficaces, des infrastructures résistantes aux catastrophes et une remise en état planifiée de l'écosystème. Fidèle aux engagements qu'elle a souscrits dans le cadre des contributions déterminées au niveau national, l'Inde a électrifié 100 % de ses villages, réduit de 38 millions de tonnes ses émissions annuelles de dioxyde de carbone grâce à des appareils ménagers à haut rendement énergétique, fourni du combustible de cuisson non polluant à 80 millions de ménages pauvres et elle s'est fixé comme objectif de produire 450 GW avec des énergies renouvelables et de remettre en valeur 26 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030. Au niveau mondial, l'Inde occupe la troisième position pour ce qui est de l'utilisation des énergies renouvelables, la quatrième pour l'énergie éolienne et la cinquième pour l'énergie solaire. L'Inde a lancé une coalition pour une infrastructure résiliente face aux catastrophes et l'Alliance internationale pour l'énergie solaire afin de mobiliser des partenariats mondiaux en faveur de l'action climatique et de la résilience face aux catastrophes.

Une Inde prospère et dynamique

L'Inde est une des économies de marché émergentes qui connaît la croissance la plus rapide ; sa population est jeune et l'écosystème des affaires et l'innovation sont en plein essor. Avec un produit intérieur brut de 2,72 billions de dollars en 2018-2019, l'Inde s'emploie à devenir une économie de 5 billions de dollars d'ici 2025 et à suivre une trajectoire de croissance inclusive et durable en stimulant l'industrie

manufacturière, en construisant des infrastructures, en stimulant les investissements, en favorisant l'innovation technologique et en dynamisant l'esprit d'entreprise.

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, l'Inde aide des pays en développement à mettre en œuvre le Programme 2030 par le biais du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, doté de 150 millions de dollars. Grâce à ces partenariats régionaux et mondiaux, et fidèle à son engagement à ne laisser personne de côté, l'Inde aborde la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable avec confiance, compte tenu de son expérience pour relever les défis. Le Gouvernement indien continuera à travailler en collaboration avec tous les acteurs nationaux et internationaux pour accélérer la cadence afin de léguer une planète durable aux générations futures.

Kenya

[Original : anglais]

Le Kenya met en œuvre son plan de développement à long terme, Vision 2030, par le biais de plans quinquennaux axés sur le moyen terme. Le but du troisième plan quinquennal en cours, qui couvre la période 2018-2022, est de parvenir à une croissance économique rapide, forte, inclusive, globale et durable et de promouvoir la transformation et le développement socio-économiques, comme le prévoient les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. En outre, la prise en compte des objectifs de développement durable dans les contrats de performance, les plans d'action et les plans de développement intégrés des comtés, au niveau local, pour la période 2018-2022, facilitera la mise en œuvre tant des objectifs développement durable que de l'Agenda 2063.

Une analyse effectuée en 2018 pour recenser les lacunes à combler sur le plan des politiques a permis d'évaluer le niveau de préparation du pays à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en déterminant le degré de concordance entre les cibles du Programme et les cadres de planification nationaux. Cette analyse a recommandé un renforcement du cadre politique national, montrant la nécessité de revoir les politiques existantes et d'en élaborer de nouvelles.

Le Gouvernement et ses partenaires utilisent des stratégies ciblées de sensibilisation et de communication conjuguant des discussions de groupe, des forums de sensibilisation, des ateliers et des tables rondes. En outre, les réseaux sociaux sont utilisés en permanence pour faire connaître les objectifs de développement durable au grand public. L'examen national volontaire de 2017 a révélé une certaine méconnaissance des objectifs, et une évaluation de la situation a été entreprise à l'échelle nationale en 2019. Les conclusions de cette évaluation ont contribué à définir les stratégies des campagnes de sensibilisation et à élaborer et à distribuer des outils d'information et de communication et du matériel pédagogique ciblés, y compris pour traduire les objectifs dans les langues locales.

Créé en 2016, le Comité technique interinstitutions multipartite est présidé par le Gouvernement et a pour tâche de coordonner les activités liées aux objectifs. Ce comité est actuellement coprésidé par le Gouvernement, le secteur privé et la société civile, et un sous-comité a été créé pour en assurer le secrétariat. Les autorités infranationales ont nommé et formé des champions des objectifs de développement durable pour piloter la mise en œuvre des objectifs.

Le Kenya associe à cette entreprise l'ensemble du Gouvernement et de la société et il a institutionnalisé la participation des parties prenantes à la mise en œuvre, au suivi et aux activités de sensibilisation par le biais d'organes représentatifs, à savoir le groupe parlementaire kényan sur les objectifs du développement durable et les entreprises, l'alliance du secteur privé kényan, le conseil des gouverneurs des autorités infranationales et le conseil national des jeunes. Un cadre de coopération multipartite, élaboré à l'issue de consultations, sert à intensifier la collaboration et consolider le dialogue et les mécanismes de coordination pour mettre en œuvre le Programme 2030.

Pour renforcer constamment les capacités d'intégration des objectifs de développement durable dans les politiques, la planification et la budgétisation ainsi que dans la mise en œuvre et l'examen des politiques, le Kenya a entrepris de former des formateurs au niveau national et 150 agents au niveau infranational. Un cours sur les objectifs de développement durable a été préparé en collaboration avec la Kenya School of Government, qui l'utilisera lors de ses formations.

Afin d'autonomiser les personnes vulnérables, des politiques et des stratégies axées sur l'éducation, la santé, l'emploi, la protection sociale, l'inclusion financière, l'égalité des sexes et la productivité agricole ont été mises en place. Des fonds spéciaux pour les jeunes, les femmes et les personnes handicapées ont aussi été créés. Le gouvernement octroie des fonds spécifiques aux régions laissées pour compte pour remédier aux disparités régionales.

Le Kenya a accordé la priorité à l'éducation spécialisée en augmentant les allocations destinées aux élèves des écoles spéciales et intégrées.

Un engagement politique de haut niveau a été souscrit pour éliminer les mutilations génitales féminines d'ici 2022. Le Kenya a signé une déclaration régionale et évalué le coût d'un plan d'action visant à mettre fin aux mutilations génitales féminines transfrontalières en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

En 2019, le fonds d'affectation spéciale pour le secteur de l'eau s'est vu décerner le prestigieux prix des Nations unies pour le service public dans la catégorie « Fournir de services inclusifs et équitables pour ne laisser personne de côté », pour son programme visant à améliorer les services d'assainissement de base pour les citadins pauvres. Le fonds était la seule institution africaine à recevoir ce prix en 2019.

Les services fournis aux usines de recyclage des plastiques sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée afin de promouvoir le traitement des déchets plastiques, ce qui concerne aussi les machines et le matériel utilisé pour la construction.

L'argent mobile a permis de parvenir à l'inclusion financière presque totale de l'ensemble du territoire et a augmenté la disponibilité des crédits pour les petits commerçants, facilitant plus encore les échanges sur de longues distances.

Le gouvernement s'est concentré en priorité sur un programme mettant l'accent sur quatre domaines primordiaux : la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les soins de santé, le secteur manufacturier et le logement abordable, ce qui accélérera la réalisation des objectifs 2, 3, 8 et 11.

Le suivi des objectifs de développement durable est institutionnalisé par le biais d'un rapport d'étape biennal complet. Cinq autorités infranationales (Kwale, Kisumu,

Busia, Marsabit et Taita-Taveta) ont établi, à titre expérimental, des rapports locaux volontaires sur la mise en œuvre des objectifs. Cette initiative sera élargie.

Pour faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le gouvernement a créé un comité national de coordination chargé d'évaluer l'évolution des risques et de recommander des mesures de préparation, de prévention et d'intervention. Un fonds d'intervention d'urgence a été mis sur pied pour financer les activités de lutte contre la COVID-19. Les mesures d'endiguement de la pandémie comprennent, entre autres, l'annulation des rassemblements publics ; l'imposition d'un couvre-feu de 19 heures à 5 heures du matin ; la fermeture des établissements scolaires et des lieux de vie non essentiels ; ainsi que des mesures destinées à encourager la distanciation sociale et le télétravail. Le gouvernement a provisionné 40 milliards de shillings kényans pour les activités de surveillance, les services de laboratoire, les unités d'isolement, le matériel, les équipements de protection individuelle, les fournitures et la communication ; la protection sociale et les virements de fonds ; l'aide alimentaire ; et la liquidation accélérée des obligations existantes afin de maintenir la trésorerie des entreprises pendant la crise. D'autres mesures sont décrites dans le rapport principal.

Une fois le rapport d'examen national volontaire diffusé, un plan d'action sera élaboré pour pallier les carences et difficultés à court terme et une stratégie accélérée sera également mise en place pour remédier aux carences et difficultés restantes en vue d'atteindre, à long terme, les cibles et objectifs de développement durable.

Kirghizistan

[Original : russe]

Introduction

La République kirghize est attachée à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les objectifs de développement durable ont été incorporés aux politiques nationales et trouvent leur reflet dans la stratégie nationale de développement (2018-2040) et dans le programme « Unité, Confiance, Création » (2018-2022), qui trouvent tous deux à leur base une approche centrée sur l'être humain. L'objectif de notre stratégie à échéance 2040 est d'assurer une bonne qualité de vie ainsi que des conditions de vie dignes pour l'humanité par le biais d'une croissance économique durable. La République kirghize souscrit à la promesse mondiale de « ne laisser personne de côté » et met l'accent sur les groupes les plus vulnérables, auxquels elle accorde une attention prioritaire.

L'élaboration du présent examen national volontaire a constitué un processus multipartite et multisectoriel fondé sur des partenariats avec toutes les parties intéressées. Cet examen présente les approches fondamentales et pratiques adoptées aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, les problèmes et succès rencontrés et les domaines dans lesquels davantage reste à faire. Le premier examen réalisé par la République kirghize porte sur 16 objectifs de développement durable (l'objectif nº 14 n'a pas été évalué). Il fait état de la situation liée à la maladie à coronavirus (COVID-19) et des mesures prises par le pays pour lutter contre la pandémie.

Tenir la promesse de « ne laisser personne de côté »

En République kirghize, tenir cette promesse implique d'établir des priorités afin d'améliorer la qualité de vie et d'assurer la réalisation des droits fondamentaux des groupes de la société qui participent le moins aux processus de développement. Il convient toutefois de tenir compte du fait que le pays est confronté à des problèmes structurels et à un manque de ressources qui entravent le développement humain durable dans des domaines fondamentaux.

L'adoption d'une approche multidimensionnelle dans le cadre du présent examen montre toute la difficulté de « ne laisser personne de côté », étant donné le large éventail de risques et vulnérabilités identifiés. Lors du processus d'examen, des consultations thématiques ont été organisées entre les organismes publics, les organisations de la société civile et les partenaires de développement. Ce travail s'est concentré sur les interactions entre divers aspects fondamentaux : discriminations, situation géographique, statut socio-économique, indicateurs relatifs à la qualité de vie et à la mortalité et vulnérabilités.

Grâce au travail réalisé et à la méthodologie utilisée pour assurer le suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'engagement de « ne laisser personne de côté », il a été possible d'aller au-delà d'indicateurs nationaux médians et d'attester de la pluralité de problèmes concrets, des principaux facteurs de discrimination et de discrimination croisée, des inégalités, de l'isolement et des risques d'un plus grand dénuement auxquels sont confrontés les groupes les plus vulnérables.

Progrès

Pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030, la République kirghize s'est fixé comme priorité absolue d'axer ses politiques sur le développement humain. Pour ce faire, différents plans nationaux ont été mis en œuvre dans le domaine de la protection juridique et judiciaire des droits de la personne et du citoyen, de la réduction des inégalités, de l'élimination de la pauvreté, de l'atténuation des changements climatiques, de la réduction des risques de catastrophes, des investissements dans le développement humain, du développement des compétences et des connaissances de tous les groupes de la société, de la création d'emploi, de la promotion d'une vie saine et de l'égalité femmes-hommes.

La pauvreté a presque été éliminée au niveau national. L'enseignement général est gratuit, accessible pour tous et obligatoire. La République kirghize a été parmi les premiers à résoudre le problème de l'apatridie. Il est ici question d'individus et de la société dans son ensemble. Cela nous permet d'appliquer le caractère transversal et transformateur des objectifs de développement durable aux efforts visant à favoriser la participation aux processus politiques et à assurer l'autonomisation économique et le développement social de tous les groupes de la société.

La stratégie nationale de développement à l'horizon 2040 du Kirghizistan permet d'assurer un développement socio-économique pérenne, notamment eu égard à la numérisation, l'entrepreneuriat et l'introduction de technologies innovantes et respectueuses de l'environnement en faveur des générations présentes et futures. En 2019, la République kirghize a fait figure de chef de file parmi les pays d'Asie centrale à revenus intermédiaires et à faibles revenus en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable et les progrès réalisés au titre de six réformes interdépendantes.

Depuis qu'elle a entamé la mise en œuvre des objectifs de développement durable, la République kirghize a ratifié plusieurs importants traités internationaux, y compris la Convention relative aux droits des personnes handicapées et l'Accord de Paris sur les changements climatiques, ce qui offre au pays des possibilités supplémentaires d'accélérer la réalisation des objectifs.

Difficultés

Malgré les progrès réalisés, la pauvreté multidimensionnelle reste élevée au niveau national et constitue une source majeure de préoccupations.

La croissance économique relativement stable de 5,3 % en moyenne est insuffisante pour considérablement améliorer le bien-être de la population. L'application encore trop rare de l'innovation et le sous-développement de l'infrastructure entravent le développement économique du pays et empêchent d'assurer la même qualité de vie aux populations urbaines et rurales. Les questions relatives à l'emploi et à l'amélioration de la productivité du travail demeurent d'actualité.

Conclusion

La République kirghize continuera d'œuvrer activement à la réalisation des objectifs de développement durable et à la création d'un milieu propice au développement humain ; elle œuvrera également à développer le potentiel et assurer le bien-être de chacun par le biais de la protection de la santé, des libertés, des droits, du renforcement de l'égalité femmes-hommes, de l'emploi et de revenus stables.

La République kirghize mènera activement des réformes visant à créer une économie numérique concurrentielle et ainsi attirer des entrepreneurs et investisseurs, ce qui permettra également de favoriser l'utilisation de technologies novatrices et respectueuses de l'environnement. La République kirghize fera tout son possible pour que chaque région puisse apporter une contribution significative au développement économique du pays et proposer des conditions de vie décentes pour la population et assurer l'accès à des services de qualité.

Libéria

[Original : anglais]

Le Programme du Libéria pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres 2018-2023 fait suite au Programme pour la transformation (2012-2017). Il est le deuxième d'une série de plans nationaux quinquennaux adoptés au titre du cadre Vision Libéria 2030. Le Programme en faveur des pauvres est conforme à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et aux objectifs de développement durable, notamment en ce qui concerne ses trois dimensions, économique, sociale et environnementale. Un accent particulier est mis sur les droits de la personne et la paix. Des groupes techniques composés de membres du gouvernement, de représentants d'organisations de la société civile et des entreprises ainsi que de partenaires bilatéraux et multilatéraux, dirigent et orientent l'exécution du plan national afin d'assurer la réalisation des objectifs.

Malgré de nombreuses années de conflit, suivies par l'épidémie de la maladie à virus Ebola, le Libéria a enregistré des progrès remarquables dans des domaines clefs tels que le revenu par habitant (qui est passé à 550 dollars), l'indice de développement

humain (dont la valeur est désormais de 0,465), l'espérance de vie à la naissance (qui s'établit à 63,7 ans) et la durée moyenne de scolarisation (qui a progressé de 9,6 %), comme en témoignent les indicateurs nationaux agrégés y relatifs. Depuis que l'application du nouveau plan national a débuté en 2018, l'accès à Internet dans le secteur éducatif a été amélioré et l'enseignement est devenu gratuit dans l'ensemble des établissements scolaires et universitaires publics. Le secteur de la santé a été doté de meilleurs équipements et les médecins ont affiné leurs qualifications dans les différentes spécialités médicales. En outre, plus de 75 km de routes principales et 43 km de routes urbaines ont été construites, et 65 km de canalisations ont été posées. Plus de 40 institutions utilisent désormais une plateforme de gouvernance électronique destinée à améliorer leurs performances. Nonobstant ces avancées, la pauvreté absolue est en hausse depuis 2014. Le pays est en butte à des inégalités tenaces héritées du passé, à une insuffisance généralisée des infrastructures et à un dénuement économique qui font obstacle à la paix, à la croissance et au développement durables. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) pourrait encore aggraver la situation.

Le gouvernement et ses partenaires de développement se concentrent donc désormais davantage sur l'accélération de la croissance économique. La priorité a pour conséquent été accordée au développement des routes et autres infrastructures en vue de créer des couloirs de circulation, et le pays applique une nouvelle approche de l'aménagement du territoire, intégrée et multisectorielle. Ces efforts, couplés à l'augmentation des dépenses sociales dans les régions négligées du pays, permettront à de vastes pans de la population de sortir de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire ; de renforcer les chaînes de valeur locales ; de créer des marchés locaux là où ils n'existent pas ; d'augmenter la productivité du travail dans l'agriculture et la sylviculture, l'extraction minière artisanale et la pêche ; et d'améliorer l'accès aux services sociaux de base dans tout le pays.

Alors que la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable a maintenant commencé, la pandémie de COVID-19 met en évidence les fragilités structurelles des pays du monde entier. Le Libéria ne fait pas exception. Cette situation d'urgence appelle à la fois une réponse sanitaire immédiate et des mesures de redressement socio-économique à plus long terme. La République du Libéria aborde ce défi forte de ses partenariats à long terme avec des organismes régionaux et intergouvernementaux, tels que l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano. Un solide mécanisme de réponse national est actuellement en place. Il repose sur des piliers clefs comprenant notamment la gestion des cas et les enquêtes, la prévention et la lutte contre les infections, les tests de laboratoire, la recherche rigoureuse des contacts et le soutien psychosocial.

Malgré les chocs économiques provoqués par la COVID-19, le Libéria reste profondément déterminé à appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à en réaliser les objectifs. Les mesures de redressement pour l'après COVID-19 joueront par conséquent un rôle majeur dans l'accélération des efforts de réalisation des objectifs. L'accent sera mis sur le développement infranational, le développement du capital humain, la protection des droits de l'enfant et la réduction des préjugés systémiques contre les femmes dans la société et la sphère politique, et priorité sera donnée à la cohésion sociale et à la pérennisation de la paix. En outre, le Libéria continuera à construire une nation fondée sur des principes d'inclusion en tirant le meilleur parti de son capital humain, caractérisé par une jeunesse qui représente plus de la moitié de la population. Le pays s'appuiera sur une approche du

développement fondée sur les droits de la personne, en vue d'une répartition équitable des revenus générés par les ressources naturelles. L'urgence première, qui figure au cœur du Programme 2030, est d'éliminer l'extrême pauvreté.

Conformément au principe de ne laisser personne de côté, l'indice de cohésion sociale et de réconciliation sera un outil de mesure essentiel. Les systèmes statistiques seront renforcés dans l'optique de recueillir les avis des citoyens, ce qui permettra d'évaluer les résultats dans les zones les plus reculées. L'inclusion et l'inégalité seront mesurées par le biais de l'indice de développement humain. Les données infranationales ventilées relatives à l'accès à la santé, à l'éducation et aux possibilités de gagner sa vie de manière décente seront mesurées par le biais de l'indice de pauvreté multidimensionnelle. Des enquêtes, des recensements, des évaluations sectorielles et des évaluations de projets menés avec des partenaires de développement seront utilisés pour mesurer de façon tangible les effets et les résultats dans les différentes régions du pays.

Libye

[Original : arabe]

Ce premier examen national volontaire concernant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 vise à refléter fidèlement les efforts déployés par la Libye pour construire un État moderne, caractérisé par un développement socioéconomique et environnemental durable et intégré, en vue de façonner un avenir meilleur pour sa population. La Libye surveille à cette fin le degré de progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs fixés, conformément aux priorités en cours, comme l'éducation, la santé et l'énergie, ainsi que la mise en œuvre des stratégies et plans nationaux de développement durable. Le rapport recouvre également les difficultés auxquelles la Libye fait face, pour ce qui est d'atteindre les objectifs.

Afin d'appliquer son programme de développement durable, la Libye a adopté une méthode fondée sur l'enseignement tiré des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Ministère du plan, chargé d'élaborer les politiques et plans nationaux de développement, a créé une commission du développement durable pour établir un cadre institutionnel visant à assurer le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable. Ses membres comprennent un certain nombre d'experts et de spécialistes des secteurs et entités concernés. La Commission a principalement pour mandat d'intégrer et d'aligner les objectifs de développement durable, en coordination avec les divers secteurs, sur les stratégies et plans de développement nationaux, de suivre les progrès en matière de réalisation et de préparer et de parachever les examens nationaux volontaires du pays.

L'examen national volontaire pour 2020 a été préparé conformément à un plan d'exécution élaboré à cette fin, comprenant un mécanisme de mise en œuvre, un calendrier précis et la formation d'un groupe de travail consacré à chacun des objectifs de développement durable choisis. Une équipe réduite a ensuite consolidé les rapports des groupes de travail lors de l'examen final.

La vaste contribution de la communauté internationale à l'examen national volontaire a été encadrée par le Ministère du plan, qui s'est servi du Forum libyen du développement durable comme instance de dialogue, de contacts et d'échanges d'expériences, et a coordonné les efforts et intégré la participation de toutes les parties prenantes. Par l'intermédiaire de séminaires, d'ateliers et de réunions, il a soutenu de

manière essentielle les travaux de la Commission en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Par l'entremise du Ministère du plan, la Libye a élaboré une série de stratégies et de plans nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable et aligné sur certains objectifs ses stratégies nationales, comme celles relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique pour 2030 et son plan de développement des ressources en eau pour la période 2020-2022. Le Ministère a également adopté un plan de développement intersectoriel triennal pour la période 2020-2022, qui prévoit notamment l'intégration des objectifs dans le plan de développement national proposé.

Étant convaincue que le développement durable est une question d'intérêt national qui nécessite la participation de toutes les parties concernées, la Libye a encouragé la société civile et le secteur privé à promouvoir la notion de développement durable. Le Ministère du plan a notamment créé l'Agence libyenne de développement, une organisation non gouvernementale, pour amener les associations de la société civile et les entreprises du secteur privé à promouvoir la notion de durabilité et à participer à la réalisation des objectifs, afin d'assurer ainsi une croissance soutenue de l'économie nationale.

Dans le cadre des efforts visant à promouvoir les petites et moyennes entreprises et l'esprit d'entreprise chez les jeunes hommes et jeunes femmes exerçant des activités économiques durables, des forums et des ateliers ont été organisés sur ce sujet. Une tribune sur l'esprit d'entreprise a également été mise en place pour encourager les jeunes chefs d'entreprise et contribuer à stimuler le développement économique.

Dans le prolongement de la décentralisation et du renforcement du rôle des municipalités et des autorités locales dans la réalisation des objectifs de développement durable, bon nombre de compétences ministérielles ont été confiées aux autorités locales et municipales.

Les multiples difficultés auxquelles se heurte la Libye pour atteindre les objectifs de développement durable et le Programme 2030 sont décrites dans l'examen national volontaire, à savoir l'instabilité politique, la précarité des conditions de sécurité, les migrations illégales, le nombre de personnes déplacées ou encore le caractère rentier de l'économie libyenne, tributaire du pétrole et du gaz. Si l'offre de cette richesse se tarit, il en sera de même pour les ressources financières nécessaires aux programmes de développement et de reconstruction. De même, la mauvaise qualité et le manque de données, d'informations et d'indicateurs nécessaires pour mesurer et évaluer les conditions actuelles entravent l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable.

En soumettant son premier rapport national volontaire au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, la Libye espère mettre en lumière les efforts qu'elle déploie pour atteindre les objectifs de développement durable. Dans le même temps, elle est pleinement consciente qu'elle a encore un long chemin à parcourir et que le respect des engagements souscrits dépendra de sa capacité de régler les problèmes existants. Cela nécessitera un soutien international et régional conjoint, qui viendra s'ajouter aux mesures prises au niveau national. La Libye est déterminée à atteindre les objectifs, pour le bien des Libyens, et à assurer la durabilité des ressources pour les générations futures.

Macédoine du Nord

[Original : anglais]

La Macédoine du Nord est pleinement attachée au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'intégration dans l'Union européenne ; le programme de réforme du Gouvernement, qui est axé sur des objectifs de développement clefs devant profiter à tous les citoyens, témoigne de cet engagement. À cet égard, le Conseil national pour le développement durable a choisi les objectifs de développement durable n^{os} 1, 4, 8, 13 et 16 comme les cinq objectifs prioritaires à atteindre pour la période 2018-2020. Le cadre stratégique actuel de la Macédoine du Nord tient compte de plusieurs aspects du développement durable, et l'évaluation intégrée rapide faite en 2019 a montré qu'il était aligné à 83 % sur le Programme 2030.

L'examen national volontaire a été mené dans le cadre d'une approche participative ayant associé divers groupes de parties prenantes. On trouvera ci-dessous les principales avancées faites et les principaux problèmes rencontrés par la Macédoine du Nord dans chacun des cinq domaines du Programme 2030.

L'humanité

La pauvreté a été réduite de 21,9 % chez les couches les plus pauvres de la société. Le coefficient de Gini a diminué, passant de 37 % en 2013 à 31,9 % en 2018. En décembre 2019, une nouvelle loi a permis d'augmenter le montant moyen de l'aide financière versée par ménage de 142 % par rapport au montant versé au titre de l'ancienne loi. Dans le cadre d'un programme de désinstitutionnalisation, tous les enfants de moins de 18 ans logés dans des établissements sociaux ont été réinstallés dans des foyers communautaires plus petits.

Le pays a énormément de mal à lutter contre les maladies non contagieuses, en particulier le taux de mortalité élevé dû aux maladies cardiovasculaires et au cancer. L'émigration du personnel médical demeure un problème majeur pour le secteur de la santé. Ce qui est encourageant, c'est que le taux de mortalité infantile a diminué, passant de 11,9 % en 2016 à 5,7 % en 2018.

La Macédoine du Nord vise à créer un environnement propice à l'éducation inclusive. Si le classement du pays dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves s'est amélioré lors de la dernière évaluation, effectuée en 2018 et publiée en 2019, en particulier dans le domaine des sciences, il demeure néanmoins faible, ce qui fait des investissements dans l'éducation une priorité essentielle pour le Gouvernement.

La prospérité

Avant la crise liée à la maladie à coronavirus (COVID-19), les mesures actives en matière d'emploi mises en place dans le cadre du plan opérationnel en faveur de l'emploi ont permis d'atteindre le taux de chômage le plus bas jamais enregistré (16,6 %). L'application des contrats, l'économie informelle et l'inadéquation des compétences continuent de poser des problèmes pour l'environnement des affaires.

La Macédoine du Nord est une petite économie, fortement intégrée au marché de l'Union européenne et à celui relatif à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale. Grâce à son plan de croissance économique, le pays est parvenu à attirer les

investissements étrangers et à diversifier largement ses exportations pour y inclure des produits à plus forte valeur.

Sa politique et sa législation en matière d'énergie sont désormais pleinement alignées sur les principes de la Communauté de l'énergie de l'Union européenne et donnent la priorité à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables ; cependant, le charbon représente encore 60 % de la production d'électricité.

La planète

Le pays est très vulnérable aux catastrophes naturelles d'origine climatique, notamment aux tremblements de terre, aux inondations, aux vagues de chaleur et aux incendies de forêt. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, le Gouvernement s'est engagé à réduire les émissions dues aux combustibles fossiles de 36 % d'ici à 2030 par rapport au scénario de référence. Pour ce qui est de la protection de la nature, les activités visant à recenser, dans tout le pays, les sites méritant d'être désignés sites Natura 2000, conformément à une obligation découlant de l'acquis communautaire, ont jusque-là permis de dénombrer neuf sites Natura 2000 potentiels et se poursuivent.

Les partenariats

Conformément à l'engagement générationnel qu'elle a pris, la Macédoine du Nord prend ses décisions stratégiques tout en gardant à l'esprit son objectif de devenir un État membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne et d'être un État Membre de l'ONU responsable. En 2020, elle a atteint deux objectifs prioritaires clefs en matière de politique étrangère : elle est devenue le trentième État membre de l'OTAN, l'alliance politique et militaire la plus forte au monde, et elle entamera bientôt les négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne.

La paix

Le cadre juridique de protection des droits humains de la Macédoine du Nord est largement conforme aux normes européennes, et le principe de l'égalité des genres est inscrit dans la législation interne du pays, même si sa concrétisation pose encore problème. La situation concernant la liberté des médias et la liberté d'expression s'est améliorée grâce aux modifications apportées à la loi sur les services de médias audio et audiovisuels.

Le Gouvernement a fait des progrès notables dans le renforcement du cadre réglementaire pour lutter contre la corruption et garantir l'impartialité et l'efficacité du système judiciaire.

Conclusion

Afin de mettre en œuvre le Programme 2030 et de régler des problèmes tels que la COVID-19 dans les années à venir, le Gouvernement de la République de Macédoine du Nord restera pleinement attaché à l'établissement d'institutions et de partenariats susceptibles de promouvoir la durabilité au profit des générations actuelles et futures.

Malawi

[Original : anglais]

Introduction

Le Gouvernement malawien a transposé les objectifs de développement durable dans son cadre de planification du développement national, à savoir la Stratégie malawienne de croissance et de développement III. La même démarche a été appliquée à la planification du développement local, notamment en ce qui concerne les cadres d'indicateurs, afin d'adapter les indicateurs mondiaux. La communication de l'information sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable se fait donc au titre des plans nationaux et locaux.

Prise en main par le pays

La planification du développement au Malawi est très participative. La consultation mondiale menée dans le cadre du programme pour l'après-2015 a permis au Malawi de contribuer efficacement à la définition des objectifs de développement durable. Le texte des objectifs a été traduit dans les trois principales langues locales afin de sensibiliser davantage le public au niveau infranational.

Lorsqu'il s'est agi de mesurer les progrès faits dans la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de l'examen national volontaire, le Malawi a mis en place un comité directeur technique multipartite composé de représentants de l'État, d'acteurs non étatiques et d'organismes de coordination. Ces groupes se sont réunis et ont recueilli l'avis de leurs mandants, en utilisant notamment des moyens virtuels compte tenu de l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Objectif consistant à ne laisser personne de côté

Le Malawi exécute son programme national d'aide sociale II (2018-2023), qui permet d'étendre la fourniture de l'aide sociale à l'ensemble du pays, et met en place un mécanisme visant à accroître cette aide en cas de catastrophes, d'épidémies ou de pandémies.

Le Malawi met en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en promouvant le respect des normes relatives aux droits humains d'une manière conforme aux obligations que lui impose le droit international. Il garantit la protection et le respect des droits de toute personne relevant de sa juridiction, en mettant l'accent sur les plus vulnérables.

Le Malawi accorde la priorité à la collecte de données ventilées afin de mieux identifier les groupes les plus défavorisés et les plus vulnérables. Les méthodes de collecte utilisées sont notamment les analyses multidimensionnelles de la pauvreté, les enquêtes intégrées sur les ménages et le recensement de la population et de l'habitat.

Le Malawi redouble d'efforts pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des enfants, grâce à des interventions telles que l'Initiative Spotlight, qui permet de donner aux filles et aux femmes vulnérables à la violence un accès aux services essentiels, notamment les services de santé sexuelle et procréative, et d'amener les auteurs de violence à répondre de leurs actes.

Mécanismes institutionnels

Le Malawi a récemment créé la Commission nationale de planification, dont le rôle est d'adapter les objectifs de développement durable à la vision nationale et aux plans de développement à moyen terme qui en résultent et qui s'appliquent à tous les niveaux. Elle supervise également l'exécution de ces plans.

Le Malawi renforce les groupes de travail sectoriels afin que soient atteints rapidement les objectifs de développement et, à cette fin, suit des approches sectorielles en matière de planification, d'application et de suivi des différentes politiques de développement.

Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des cibles

Le Malawi fait des progrès remarquables en ce qui concerne 29 des 169 cibles associées aux objectifs de développement durable, en particulier aux objectifs 3 (santé) et 4 (éducation). Les progrès sont modestes pour ce qui est de 59 cibles et faibles s'agissant de 81 autres. Le Malawi fait des avancées satisfaisantes pour ce qui est de 29 cibles et a notamment réduit considérablement le taux de mortalité des moins de 5 ans, réalisé la parité des sexes dans le primaire et obtenu un taux net de scolarisation dans le primaire proche de l'objectif fixé.

Le Malawi ne progresse pas suffisamment sur le long terme en ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 1, à savoir l'élimination de la pauvreté, et les tendances concernant les cibles associées à cet objectif sont négatives en raison de la récurrence des catastrophes et de la faiblesse des investissements dans les activités d'autonomisation. Cependant, si la moitié de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté, le taux d'extrême pauvreté a sensiblement baissé. Le taux de mariage d'enfants demeure élevé, ce phénomène touchant 42 % des filles.

Moyens de mise en œuvre

Les partenaires du Malawi ont axé leur appui sur la réalisation des objectifs de développement national en harmonisant leurs stratégies d'aide au pays. Toutefois, il est nécessaire d'accroître l'appui apporté aux secteurs productifs.

Le Malawi encourage les parties prenantes à se mobiliser davantage et à fournir un soutien en faveur de la mise en place de mécanismes de financement prévisible et de l'amélioration du suivi et de l'évaluation de la réalisation des objectifs de développement durable, et veille à ce que les organisations de la société civile disposent spécialement de moyens d'action à cet égard.

Le Malawi est déterminé à faire en sorte que les parties prenantes se coordonnent mieux, rendent davantage compte et soient plus transparentes grâce à sa plateforme de gestion de l'aide.

Gestion des données

Le Malawi a élaboré un plan stratégique relatif au système statistique national pour la période 2020-2023 afin de garantir une planification fondée sur des données factuelles et la disponibilité, en temps voulu, de statistiques officielles permettant de suivre et d'évaluer l'application de la Stratégie de croissance et de développement et la réalisation des objectifs de développement durable.

Principales difficultés

Les inégalités sociales et l'inefficacité des dispositifs de suivi et d'évaluation de l'application du principe de responsabilité sont un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées.

Le ralentissement économique prolongé noté aux niveaux mondial et national et causé par la COVID-19 aura un effet négatif sur la réalisation des objectifs de développement durable, les efforts et les ressources initialement consacrés aux priorités de développement national étant détournés pour endiguer la propagation de la pandémie.

Marche à suivre pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable

À l'avenir, il faudra notamment orienter l'aide extérieure vers le renforcement de la capacité des pays de mobiliser des recettes (en particulier pour endiguer la COVID-19), fournir un soutien spécial visant à accroître les moyens de mise en œuvre dans les secteurs prioritaires et lutter contre la corruption, qui érode ces moyens.

Maroc

[Original : français]

Sous les hautes directives du Roi Mohammed VI et avec son engagement actif, le Royaume du Maroc en souscrivant en 2015, avec la communauté internationale, au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable, a d'emblée considéré ces objectifs comme une des dimensions structurantes de son modèle national de développement dont la rénovation est aujourd'hui soumise à un vaste débat national.

La mise en œuvre des objectifs pour le Maroc s'est, en fait, inscrite dans le cadre d'un vaste effort d'investissement, amorcé depuis le début des années 2000, pour lequel a été mobilisé le tiers de son produit intérieur brut dans les domaines d'infrastructures économiques et sociales, de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales et de valorisation de ses ressources naturelles, avec une sensibilité particulière aux effets des changements climatiques.

Ces efforts ont permis au pays de renforcer son accumulation de capital physique, de promouvoir son capital humain, d'accélérer sa transition vers le développement propre et améliorer ainsi le contenu de sa croissance économique en termes d'emploi, de baisse de la pauvreté, des inégalités sociales et territoriales et de réduction de la dépendance aux énergies fossiles, et ce dans un contexte marqué par la crise financière internationale de 2008 et trois années de sècheresse au cours de la dernière décennie.

C'est ainsi que la croissance économique a atteint une moyenne de 4,2 % sur la période 2000-2018, le chômage a baissé à 9 %, le taux de pauvreté est passé de 8,9 % en 2007 à 2,9 % en 2018, et les inégalités ont été infléchies avec une valorisation du potentiel de toutes les régions du pays. Par l'investissement dans les énergies renouvelables, le Maroc dispose aujourd'hui d'une capacité électrique de sources renouvelables représentant 34 % de la capacité nationale du mix électrique. Des efforts ont aussi été déployés dans la réhabilitation des villes, l'assainissement hydraulique et l'extension de l'espace forestier.

Dans le sillage de la consolidation de son modèle de développement, plusieurs réformes institutionnelles ont été déployées en application des dispositions de la Constitution de 2011 du Royaume. C'est ainsi que se sont mises en place des institutions de consultation et de délibération comme celles de la promotion de la femme, de la protection de l'enfance ou d'assistance aux personnes en situation de handicap. De même, une Charte nationale de l'environnement et du développement durable a été adoptée.

Soucieux d'assurer la coordination des efforts pour atteindre les objectifs et d'en assurer le suivi-évaluation, une Commission nationale de développement durable a été instituée auprès du Chef de Gouvernement, avec la participation des différents départements ministériels et du Haut-Commissariat au plan, institution chargée de la statistique. Dans ce cadre, une plateforme statistique dédiée aux objectifs a été élaborée ; un modèle d'équilibre général calculable a aussi été élaboré pour faire le suivi-évaluation des efforts pour atteindre les objectifs d'une manière périodique.

Dans ces conditions, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est venue, cependant, perturber les efforts de développement engagés par le pays, suite à ses effets négatifs directs sur l'ensemble de l'économie et indirects à travers ses conséquences sur les principaux partenaires du Maroc. Le Maroc a été rapidement réactif dans l'atténuation des effets de cette pandémie. Il a eu recours très tôt au confinement, ce qui a permis de maitriser la pression sur son système sanitaire. Au même moment, il a entrepris un ensemble d'actions pour garantir la continuité des services sociaux publics de base, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la formation, notamment par le télétravail et la numérisation. De même, un fonds spécial pour la gestion de la pandémie a été créé, bénéficiant de ressources budgétaires consistantes et de contributions financières de la part de l'ensemble des acteurs, aussi bien entreprises et ménages que la société civile.

Il n'en reste pas moins, cependant, que sur le plan économique, malgré le soutien apporté aux ménages et aux entreprises, cette pandémie aurait causé une perte globale potentielle de 8,9 points de croissance économique au deuxième trimestre 2020.

Par ailleurs, et dans le cadre de son engagement dans la réalisation du Programme 2030 et des objectifs à l'échelle internationale, le Maroc érige le partenariat mondial, notamment la coopération Sud-Sud en axe stratégique de sa politique étrangère et accorde, dans ce cadre, à l'Afrique, une place centrale.

Micronésie (États fédérés de)

[Original : anglais]

Promotion de l'autonomie et maintien de la durabilité

Introduction

La Constitution micronésienne, ratifiée en 1978, peu après la création de la nation, proclame notre volonté commune de vivre ensemble dans la paix et l'harmonie, de préserver l'héritage du passé, de protéger les promesses de l'avenir et de devenir les fiers gardiens de nos propres îles, « maintenant et pour toujours ».

Ce pays constitué de 607 îles, atolls et îlots, répartis sur 2,6 millions de km^2 dans l'océan Pacifique occidental, est pleinement résolu à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, tant au niveau national que

dans chacun de ses quatre États insulaires (Kosrae, Pohnpei, Chuuk et Yap). Les États fédérés de Micronésie ont relevé 89 cibles associées aux objectifs de développement durable (et 90 indicateurs connexes) liées à leur plan de développement stratégique pour la période 2004-2023.

De même, nous devons désormais tenir compte des conséquences actuelles de la crise liée à la maladie à coronavirus (COVID-19) dans les efforts que nous déployons pour atteindre les objectifs de développement durable, au titre desquels le pays réoriente des ressources afin d'appliquer de manière proactive des mesures visant à empêcher le virus de pénétrer ses côtes et à protéger et à préserver ainsi la durabilité de ses communautés.

Prise en considération des objectifs de développement durable dans les initiatives étatiques et nationales

Le Plan de développement stratégique est une démarche nationale qui vise à promouvoir une croissance économique et une autonomie durables. Il accorde la priorité au développement durable dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la pêche, du développement du secteur privé, des transports, des communications et du secteur transversal de l'énergie. De nombreux secteurs disposent de politiques qui leur sont propres et qui concordent avec le Plan et les objectifs de développement durable. De plus :

- En juillet 2016, le pays a créé un groupe de travail sur les objectifs de développement durable. Ce mécanisme de coordination interne s'appuie sur les ministères et les organismes qui leur sont associés dans l'administration et sollicite la contribution des acteurs de la société civile et des chambres de commerce. Un aspect essentiel du groupe de travail est la mise en place, au niveau des États, de points focaux chargés de veiller à l'efficacité de la mise en œuvre et de la communication de l'information.
- Le pays donne la priorité à la production et à l'utilisation de données permettant de suivre la réalisation des objectifs de développement durable et d'éclairer les politiques et programmes nationaux, dans le cadre du prochain recensement de la population et de l'habitat, qui aura lieu en 2020, de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (qui visera également à déterminer l'indice de pauvreté multidimensionnelle), d'une enquête nationale sur les indicateurs sociaux, d'un projet de stratégie de développement des statistiques pour la période 2020-2024, d'un tableau de bord national des objectifs de développement durable, élaboré sur la base d'une évaluation des objectifs faite en 2017, et d'un audit de performance exhaustif en ce qui concerne la réalisation des objectifs.

Difficultés et domaines d'appui potentiels

Bien que l'Organisation des Nations Unies ait accepté en principe la demande de création d'un bureau multipays dans les États fédérés de Micronésie, il est essentiel d'accélérer cette création pour que puissent être fournis sur le terrain l'appui et l'expertise nécessaires à la réalisation de nos objectifs nationaux de développement durable et à la réalisation rapide des objectifs mondiaux de développement durable, y compris l'appui stratégique aux cadres relatifs aux droits humains tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et les engagements découlant de l'examen après

25 ans de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui a eu lieu à Nairobi en 2019.

Même si des négociations se tiendront prochainement, le spectre de l'expiration des dispositions relatives au financement (titre II de la loi publique 108-188 des États-Unis) énoncées dans l'Accord de libre association avec les États-Unis, tel que modifié, plane sur nos têtes. Ce financement permet d'apporter un appui considérable aux secteurs clefs aux fins du maintien des infrastructures publiques et des prérogatives socioéconomiques. Conjuguée au manque de moyens humains observé dans des secteurs prioritaires tels que l'éducation et la santé, sa disparition affectera la fourniture des services nécessaires aux citoyens.

Notre survie en tant que grand État océanique est menacée par le danger existentiel que représentent les changements climatiques, la surpêche et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux chocs soudains comme la COVID-19. Un soutien accru au renforcement de la protection sociale, ainsi que des capacités de préparation et de relèvement, sera nécessaire, en particulier dans les domaines de la santé, de l'assainissement, de la gestion des déchets, de l'éducation, de l'égalité des genres et de la sécurité hydrique et alimentaire, qui est un aspect critique.

Les difficultés liées aux données resteront un obstacle majeur à la définition de cibles concernant les indicateurs relatifs au suivi des objectifs de développement durable dans le pays.

Conclusion

L'année 2020 marque le début de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable car il ne nous reste plus que 10 ans pour accélérer nos efforts visant à mettre en œuvre le Programme 2030. Pour se mobiliser et être compté parmi les nations du monde, un pays doit avoir quelque chose de valeur. À cet égard, les États fédérés de Micronésie peuvent tirer fierté de leur histoire, de leurs cultures dynamiques, de leurs valeurs progressistes, de leurs écosystèmes aux mérites tant vantés et de leur tradition marquée par une vie dans la paix et en harmonie avec l'environnement. Ils considèrent leur population comme une ressource indispensable à la mise en œuvre du Programme 2030 et continueront donc de promouvoir l'égalité des genres et l'accès universel aux services de santé, notamment en garantissant la bonne santé sexuelle et procréative, ainsi que les droits en matière de procréation de tous les citoyens, et en permettant à tous, en particulier aux femmes, aux filles et aux adolescents, de vivre en toute sécurité et dans la dignité.

Mozambique

[Original : anglais]

Le Mozambique s'inspire du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui promeut une croissance économique rapide et durable et un développement accéléré et inclusif aux fins de la réduction de la pauvreté dans le monde. Il a adapté ses instruments nationaux de gestion économique et sociale à ce texte, afin de mettre en œuvre de manière intégrée les politiques publiques nationales.

Pour parvenir à une croissance économique durable, le Mozambique est déterminé à accroître sa production et sa productivité, ainsi que les emplois, par l'exécution des projets structurants ci-après, qui sont relatifs : a) à l'exploration du pétrole et du gaz dans le bassin de la Rovuma, avec la perspective de mettre sur le

marché plus de 17 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, à partir de 2023 ; b) à la modernisation de l'agriculture pour augmenter la productivité et renforcer les fondements de l'agriculture familiale, grâce à l'affectation de 10 % du budget de l'État à ce secteur ; c) à l'industrialisation, en vue de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et d'améliorer ainsi l'environnement des affaires, l'objectif étant d'attirer l'investissement national et étranger.

Afin de ne laisser personne de côté, le Mozambique continue de renforcer la prestation des services sociaux de base au profit de plus de 22 % (608 000 familles) de la population la plus vulnérable vivant sous le seuil de pauvreté et de créer davantage d'emplois pour les jeunes (deux millions en 2019). En outre, les initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des genres se poursuivent, notamment celles visant à accroître la représentation des femmes dans les organes de décision (47,6 % des membres du Gouvernement et 37,6 % des membres de l'Assemblée sont des femmes). Il convient de noter que c'est une femme qui préside l'Assemblée.

Dans le cadre de la fourniture de soins de santé primaires de qualité à tous et à toutes, le Mozambique donne la priorité à l'expansion des infrastructures et des équipements modernes, ce qui, selon le recensement de 2017, a fait passer le taux d'accouchements en établissement de 71 % en 2015 à 87 % en 2019, fait chuter le nombre de décès maternels en milieu hospitalier (59 pour 100 000 naissances vivantes en 2019 contre 87 pour 100 000 naissances vivantes en 2015) et ramené le taux de mortalité maternelle de 500,1 pour 100 000 naissances vivantes en 2007 à 451,6 pour 100 000 naissances vivantes en 2017.

S'agissant de l'accès à l'eau potable, l'ouverture de nouvelles sources et la construction de systèmes d'approvisionnement en eau ont été privilégiées, ce qui a fait passer la proportion de ménages ayant accès à l'eau potable de 34,5 % en 2007 à 48,7 % en 2017. En matière d'assainissement, l'accent est mis sur la construction de latrines et de fosses septiques améliorées. Ainsi, la proportion de ménages ayant accès à un système d'assainissement amélioré a augmenté (39,6 % en 2017 contre 15,1 % en 2007) (recensement de 2017).

Pour ce qui est d'assurer à tous et à toutes une éducation inclusive et de qualité, les efforts sont axés sur la construction et l'équipement de salles de classe, la formation des enseignants, la mise à jour des programmes et la participation des filles à l'enseignement. Ces efforts se sont traduits par une augmentation du taux net de scolarisation, qui est passé de 86,4 % en 2016 à 93,5 % en 2019, par la fourniture et la distribution de plus de 58 millions de manuels scolaires dans le primaire et par la construction de 3 618 salles de classe, dont ont bénéficié plus de 434 000 élèves du primaire et du secondaire.

Les Mozambicains sont conscients que la transparence, l'application du principe de responsabilité, la bonne gouvernance, l'efficacité des institutions, la paix, la justice, la protection des droits humains et la lutte contre la corruption sont des facteurs essentiels du développement durable rapide. À cet égard, le Gouvernement améliore et diffuse systématiquement ses instruments de gestion, de contrôle et d'application du principe de responsabilité, en s'appuyant sur les contributions de la société civile et des partenaires de développement.

Compte tenu de l'insuffisance des ressources disponibles pour la mise en œuvre du Programme 2030, il est nécessaire de collaborer avec les partenaires de développement et de mobiliser davantage de ressources intérieures, notamment en coopérant avec le secteur privé, en élargissant et en modernisant la base d'imposition,

en recourant à des mesures d'incitation fiscale pour attirer plus d'investissements et en appliquant des réformes dans le secteur de la technologie.

En raison de sa position géographique, le Mozambique est cycliquement vulnérable aux effets des changements climatiques, d'où la nécessité de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment en matière de construction d'infrastructures socioéconomiques résilientes.

Malgré les difficultés dues à sa vulnérabilité aux effets des changements climatiques, la maladie à coronavirus (COVID-19) et les attaques armées perpétrées dans les provinces de Cabo Delgado, Manica et Sofala, qui affectent la mise en œuvre du programme national et du Programme 2030, le pays continue d'accomplir des progrès et l'espérance de vie des Mozambicains a augmenté, passant de 49,4 ans en 2007 à 53,7 ans en 2017 (recensement de 2017).

Népal

[Original : anglais]

Les objectifs de développement durable sont bien intégrés dans les cadres de développement national du Népal. Le Népal a élaboré un plan d'action et de suivi relatif aux objectifs de développement durable pour la période 2016-2030, une stratégie d'évaluation des besoins, d'établissement des coûts et de financement relatifs aux objectifs de développement durable et des directives sur l'adaptation des objectifs aux réalités nationales, dans lesquelles sont définis des niveaux de référence, des cibles et des stratégies de mise en œuvre et de financement pour chaque objectif. Les structures institutionnelles nécessaires ont également été créées pour garantir l'efficacité de la mise en œuvre.

Guidé par la grande vision nationale que traduit la devise « Népal prospère, Népalais heureux », le Népal a tenu compte des objectifs de développement durable dans son quinzième plan de développement périodique (2019/20-2023/24). Il a également intégré les objectifs, les cibles et les grandes étapes définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans sa stratégie à long terme à l'horizon 2043, qui s'étale sur 25 ans. Des codes particuliers liés aux objectifs sont attribués à tous les programmes nationaux de développement sur la base du cadre de dépenses à moyen terme. En outre, les objectifs ont été transposés dans les plans périodiques des collectivités locales, et des directives ont été élaborées aux fins d'un suivi et d'une évaluation efficaces.

Une évaluation des progrès faits dans la réalisation des objectifs de développement durable au cours des quatre dernières années montre des résultats encourageants. Durant l'exercice 2017/18, l'incidence de la pauvreté a été ramenée à 18,7 % (objectif 1). De même, la prévalence de l'insuffisance pondérale, du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans a considérablement diminué (objectif 2). Dans le secteur de la santé, les taux de mortalité infantile, maternelle et juvénile ont baissé (objectif 3). Le taux brut de scolarisation s'élève à 93 % dans le primaire et à 46 % dans le secondaire, par rapport à des objectifs respectifs de 98,5 % et de 72 % pour 2019 (objectif 4).

La Constitution stipule que 33 % des membres de l'Assemblée nationale et de ceux des assemblées provinciales doivent être des femmes. Actuellement, le taux de représentation des femmes dans les instances de gouvernance locales est d'environ

41 %. L'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement secondaire (9e à 12e classes) fixé pour 2019 a été atteint (objectif 5).

Parallèlement, plus de 90 % de la population a accès à l'eau potable et environ 99 % à des installations sanitaires de base (objectif 6). Plus de 88 % de la population a accès à l'électricité, et l'objectif défini pour 2019 en ce qui concerne la consommation d'électricité par habitant a été atteint (objectif 7). En 2019, le taux de croissance économique annuel était de 6,9 %, et le revenu par habitant est passé à 1 051 dollars (objectif 8). Dans le secteur des infrastructures, la densité routière est de 0,54, contre un objectif de 1,3 pour 2019. La part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total a atteint 15,1 %, contre un objectif de 8,3 % pour 2019. Toutefois, la part de l'activité industrielle dans le produit intérieur brut du pays n'est que de 15,1 %, alors que l'objectif fixé était de 17,7 % (objectif 9).

Ces résultats montrent que les objectifs fixés pour 2019 en matière d'autonomisation sociale, économique et politique ont été atteints. Cependant, le pays a toujours du mal à réduire les inégalités de revenus et de consommation (objectif 10). La proportion de personnes vivant dans des lieux surs a atteint 40 %, par rapport à un objectif de 37,8 % pour 2019. Tandis que l'objectif fixé en ce qui concerne le nombre de nouvelles villes prévues était de 23, 27 villes ont été établies avant la fin de 2019 (objectif 11). Les objectifs définis pour 2019 en matière d'utilisation des plastiques (nombre de grammes par jour et par habitant) et d'utilisation des terres pour la production agricole (superficie consacrée aux céréales en pourcentage des terres cultivées) ont également été atteints (objectif 12).

De même, les objectifs fixés pour 2019 s'agissant de l'élaboration de plans d'adaptation aux niveaux local et communautaire ont été atteints (objectif 13). La proportion de forêts gérées sur une base communautaire a atteint 42,7 %, contre un objectif de 39,8 % pour 2019. L'objectif relatif au pourcentage de zones préservées (23,3 %) a également été atteint (objectif 15). Les indicateurs concernant l'État de droit et la participation et l'application du principe de responsabilité au Népal montrent une amélioration des performances par rapport aux années précédentes (objectif 16). Le taux de pénétration d'Internet (par 100 personnes) a atteint 65,9 % en 2019, dépassant ainsi l'objectif de 65 % qui avait été fixé (objectif 17).

Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, la fourniture d'un soutien supplémentaire en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable. Actuellement, même si les recettes publiques totales en pourcentage du PIB ont augmenté et que l'objectif fixé pour 2019 a été atteint, elles demeurent largement insuffisantes pour atteindre les objectifs.

En outre, le choc socioéconomique lié à la maladie à coronavirus (COVID-19) a provoqué des perturbations sans précédent dans les secteurs des transports, des services, du tourisme et de l'hôtellerie, et en ce qui concerne les revenus et les envois de fonds. À mesure que le déficit de financement actuel se creusera, les conséquences se feront sentir dans les domaines des revenus, de la pauvreté, de l'emploi et de la croissance économique. Cette situation aura certainement une incidence sur la réalisation de l'objectif du Népal consistant à sortir durablement et sans heurts de la catégorie des pays les moins avancés.

Les autres défis majeurs sont notamment d'adapter les objectifs de développement durable aux réalités nationales, de remédier au manque de données adéquates et d'assurer la coordination et le suivi. Il sera donc essentiel de renforcer la coopération et la coordination entre le pouvoir central et les collectivités locales du

Népal, les partenaires de développement, la société civile, les milieux d'affaires, les volontaires et les grand public, ainsi que la cohérence de leurs efforts. Il est tout aussi important de relever le niveau du partenariat mondial.

Niger

[Original : français]

Le présent rapport, issu de larges consultations malgré la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), couvre plusieurs objectifs de développement durable.

S'agissant du principe de ne laisser personne de côté, les efforts sont engagés à travers la mise en œuvre de la politique de protection sociale qui cible les femmes, les enfants vulnérables, les jeunes sans emploi, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les populations rurales, les personnes occupant un emploi précaire et les personnes vivant dans des zones d'insécurité. Aussi, un programme de travail décent intégrant l'entreprenariat des jeunes est en cours.

Des progrès sont accomplis dans la réalisation de plusieurs objectifs.

Objectifs 1 et 2 : Le taux de pauvreté est passé de 45,4 % en 2014 à 40,3 % en 2018[4], induit entre autres par la mise en œuvre de la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle sous l'initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens ». Toutefois, le nombre de pauvres a augmenté d'environ 451 000, lié essentiellement à la poussée démographique. La pauvreté s'aggravera avec la pandémie de COVID-19, notamment la perte d'emploi autour de 4,3 % et environ 1 million de personnes supplémentaires en insécurité alimentaire.

Objectif 3 : Les taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle ont substantiellement baissé, passant pour la mortalité infanto-juvénile de 318 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1992 à 126 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2015, soit une baisse de 8,6 points en moyenne par an, et pour la mortalité maternelle de 700 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990, à 520 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2015, soit une baisse de 7,2 points en moyenne par an. Ces progrès sont en partie liés à la politique de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, représentant environ 28 % de la population totale. Cependant, seulement 40 % des femmes enceintes sont prises en charge par des agents de santé qualifiés en 2018.

Objectifs 4 et 5 : Les taux bruts de scolarisation restent modestes en s'établissant en 2018 à 70,6 % au cycle primaire et 33,4 % au cycle de base 2, malgré l'accroissement régulier des effectifs. Pour réduire les inégalités fondées sur le sexe, des réformes importantes sont engagées pour endiguer les mariages et grossesses précoces à travers la scolarisation de la jeune fille. Cependant, il persiste des disparités entre les milieux et les sexes et concernant le défi de la qualité. En effet, les enfants en milieu urbain ont respectivement 1,5 et 5 fois plus de chances d'être scolarisés aux cycles de base 1 et base 2 que ceux en milieu rural, et 2,6 millions d'enfants et adolescents ne sont pas scolarisés.

Objectif 8 : Avec les effets de l'initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » et l'exploitation du pétrole, le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) est de 5,7 % sur la période 2016-2019, contre un taux

[4] Données provisoires susceptibles de changer selon les enquêtes sur la pauvreté conduites par l'Institut national de la statistique.

d'accroissement démographique de 3,7 %. Toutefois, avec la pandémie de COVID-19, la croissance économique serait de 1 % en 2020.

Objectif 10 : Le Niger enregistre un coefficient de Gini de 0,340 en 2018, plus faible que celui des pays voisins.

Objectifs 13 et 15 : L'implémentation de la politique nationale de l'environnement et du développement durable se poursuit. Ainsi, pour une cible annuelle de 213 000 hectares de terres à récupérer, le taux de réalisation de la cible est progressivement passé de 36 % en 2016 à 45 % en 2017 et 68 % en 2018.

Objectif 16 : La gouvernance s'est améliorée. Selon l'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique, le score du Niger s'établit à 51,2, au-delà de la moyenne africaine. Toutefois, des défis majeurs demeurent en termes d'efficacité de l'administration publique et de sécurité frontalière.

Objectif 17: La mobilisation des ressources internes s'est accrue, nonobstant de nombreux défis dans le recouvrement des recettes fiscales. En effet, le taux de pression fiscale a évolué de 9,6 % du PIB (base 2015) en 2017 à 11,1 % en 2018. Les envois de fonds des migrants sont estimés à 2,4 % du PIB en 2017.

La décennie d'actions 2020-2030 pour l'accélération des objectifs sera contrariée par la pandémie de COVID-19, qui annihile nos efforts et compromet nos objectifs de développement définis dans la « Stratégie de développement durable et de croissance inclusive Niger 2035 ». Cela justifie le plan global de réponse élaboré par le Gouvernement pour un montant de 2,6 milliards de dollars sur deux ans, avec ses trois volets sanitaire, économique et social.

Nigéria

[Original : anglais]

L'examen national volontaire sur les objectifs de développement durable de 2020 du Nigéria porte sur les questions clefs que sont : l'élimination de la pauvreté (objectif 1) ; la santé et le bien-être (objectif 3) ; la promotion de l'éducation (objectif 4) ; la réalisation de l'égalité des sexes (objectif 5) ; la promotion d'une économie inclusive (objectif 8) ; la création d'un environnement propice à la paix et à la sécurité (objectif 16) ; le renforcement des partenariats (objectif 17). Le choix de ces questions tient compte des priorités actuelles du Nigéria en matière de développement et des objectifs de développement définis par le gouvernement du Président Muhammadu Buhari. L'examen national volontaire intervient à un moment où le Nigéria est confronté à d'énormes difficultés liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui met à l'épreuve son système de santé publique, et à l'effondrement des cours du pétrole, qui affecte un pays dont 86 % des recettes publiques proviennent encore de cette ressource, ainsi que du gaz.

Dans son examen national volontaire de 2017, le Nigéria a défini les aspects institutionnels de la création de conditions favorables à la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de son plan en faveur de la relance et de la croissance économiques pour la période 2017-2020. Le fait que ce plan met l'accent sur les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable le rend conforme aux objectifs.

Objectif de développement durable nº 3 (santé et bien-être)

Si le Nigéria a enregistré quelques mauvais résultats en matière de santé, notamment des taux de mortalité maternelle élevés, le taux de mortalité des moins de 5 ans a baissé (de 157 à 132 décès pour 1 000 naissances vivantes). La COVID-19 met à rude épreuve notre système de santé publique. Un des principaux enseignements que nous avons tirés en matière de protection du public en temps de pandémie est qu'il faut accorder la priorité à l'hygiène et à l'accès universel à l'eau propre et au savon. Le taux d'accès aux services d'approvisionnement en eau potable de base au Nigéria est actuellement de 64 %. Il convient d'investir davantage dans la santé publique. Il est également nécessaire d'aider les plus vulnérables en garantissant l'accès universel aux services essentiels.

Objectif de développement durable nº 4 (promotion de l'éducation)

L'un des principaux problèmes auxquels le pays fait face est celui des enfants non scolarisés. il s'agit là d'une difficulté démographique découlant du lien qui existe entre la pauvreté (objectif 1), l'éducation (objectif 4), l'emploi (objectif 8) et l'économie numérique (objectif 17). Le Nigéria compte environ 200 millions d'habitants et connaît des disparités régionales prononcées : 78 % des enfants du sud-ouest savent lire des phrases complètes ou partielles, contre seulement 17 % des enfants vivant dans le nord-est. Avec seulement 1,6 % de son produit intérieur brut (PIB) consacré à l'éducation, il doit augmenter les ressources allouées à l'offre d'une éducation de qualité.

Objectif de développement durable nº 8 (promotion d'une économie inclusive)

En ce qui concerne la promotion d'une économie inclusive (objectif 8), le secteur informel du Nigéria est l'un des plus vastes du continent africain, car il emploie environ 53 % de la population active du pays et représente 65 % de son PIB. On estime que 75 % des nouveaux emplois se trouvent dans ce secteur. Le taux combiné de chômage et de chômage partiel chez les jeunes est de 55,4 %, soit 24,5 millions de personnes (environ 13,1 millions de chômeurs et 11,3 millions de chômeurs partiels). Il s'agit de la « poussée démographique des jeunes » qui doivent acquérir les compétences nécessaires pour accéder à des formes d'emploi sûres et moins précaires. Faire en sorte que les jeunes soient bien formés et qu'ils puissent accéder à l'emploi productif grâce à l'économie numérique peut contribuer à réduire la pauvreté (objectif 1) et à diversifier les sources de la croissance au-delà du pétrole et du gaz. L'initiative « Génération sans limites », qui vise à garantir l'emploi de 20 millions de jeunes, en est un autre bon exemple. Le secteur bancaire peut jouer un rôle important pour ce qui est de soutenir le pays dans les efforts qu'il déploie pour mettre à profit une croissance accrue tirée par le secteur privé, notamment en fournissant un accès au financement, en particulier pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. En outre, le Nigéria peut passer radicalement au numérique et renforcer sa transition vers l'administration en ligne, afin de faciliter la fourniture d'une protection sociale à sa population pauvre et vulnérable.

Harmonisation de la planification nationale avec les objectifs de développement durable

Le Nigéria a bien progressé dans l'adaptation des objectifs de développement durable à ses réalités. Premièrement, il réajuste constamment son système statistique national pour le rendre conforme aux exigences des objectifs et aux indicateurs relatifs à ceux-ci. Deuxièmement, il a mis au point un modèle national intégré de

simulation, qui est un cadre analytique permettant de déterminer la manière de mieux tenir compte du caractère indivisible des objectifs dans l'élaboration des politiques. Troisièmement, il a, dans son rapport d'examen national volontaire de 2020, fait fond sur les évaluations antérieures des sept objectifs prioritaires susmentionnés et présenté une évaluation continue de ses performances en ce qui concerne les objectifs 3 et 4. Cette tentative d'utiliser systématiquement les évaluations est une innovation dans le domaine des examens nationaux volontaires. Le Nigéria devrait mieux fonder sur des données probantes les mécanismes de planification et d'application du principe de responsabilité existants aux niveaux national et infranational, afin d'accélérer la mise en œuvre des activités relatives à la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Une fois achevée l'exécution du plan en faveur de la relance et de la croissance économiques, le plan national de développement pour la période 2021-2030 sera essentiel pour faire progresser la réalisation des objectifs au Nigéria.

Ouganda

[Original : anglais]

Le développement de l'Ouganda participe d'un effort délibéré et planifié de transformation d'une société paysanne en une société moderne, industrielle et prospère. Depuis l'adoption en 2015 du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Ouganda n'a cessé de s'employer à réaliser les aspirations de son peuple. Depuis 2018, l'économie a enregistré une forte reprise. Avant l'épidémie de COVID-19, le taux de croissance pour 2019-2020 était estimé à 6,0 %. Le revenu par habitant est passé de 833 dollars en 2016-2017 à 891 dollars en 2018-2019 et l'espérance de vie des Ougandais a augmenté pour atteindre 63,7 ans. Des progrès ont été enregistrés dans le secteur de l'éducation, comme en témoignent la hausse du taux d'alphabétisation et l'augmentation des inscriptions à tous les niveaux.

L'Ouganda sait bien qu'il est nécessaire de planifier le développement avec soin, en tenant compte de toutes les parties, pour consolider les acquis et faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable. Le troisième plan de développement national (2020/21-2024/25) a fait l'objet d'un vaste processus de consultation et sera un moyen d'accélérer la réalisation des objectifs et du cadre Vision 2040. Grâce à une démarche de modélisation synthétique de la réalisation des objectifs, l'Ouganda a pris en considération l'ensemble des objectifs de développement durable et mis en évidence les principaux accélérateurs en s'appuyant sur leur retour sur investissement relatif. En outre, les différents plans et politiques sectoriels et locaux seront également améliorés pour traiter de l'inclusion, principe clé du Programme 2030.

La coordination institutionnelle pour la réalisation des objectifs de développement durable a été encore renforcée. Pour contribuer à rendre opérationnel le cadre national de coordination en la matière, le Président a désigné le Ministre chargé des affaires générales au sein du cabinet du Premier ministre personne référente pour les objectifs. Un secrétariat national à part entière a été créé pour appuyer la structure de coordination de la réalisation des objectifs de développement durable afin que l'Ouganda reste sur la bonne voie. Non seulement le pays renforce ses capacités statistiques afin de suivre les progrès et d'en rendre compte, mais il met également en place des institutions solides au niveau infranational pour accélérer la réalisation des objectifs grâce à la localisation et aux examens locaux volontaires.

Afin d'améliorer l'efficacité de la planification du développement, de mieux utiliser les ressources et de renforcer les synergies intersectorielles, l'Ouganda a adopté la budgétisation par programme pour le deuxième plan de développement national et l'a accentuée dans le troisième. L'Ouganda a élaboré une stratégie globale de réforme de la gestion des finances publiques (juillet 2018-juin 2023) qui met en exergue plusieurs problèmes de gestion financière et propose des recommandations pour y remédier. La stratégie de mobilisation des recettes intérieures (2019/20-2023/24) a été achevée et des efforts sont en cours pour élaborer un cadre de financement national intégré, conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, afin de stimuler la mobilisation et l'utilisation innovantes des ressources.

Au fur et à mesure de la mise en œuvre de ces plans, l'Ouganda est déterminé à ce que personne ne soit laissé pour compte. Il a adopté des lois et des politiques pour soutenir l'inclusion des personnes vulnérables. Ainsi, la loi de 2015 sur la gestion des finances publiques garantit une budgétisation tenant compte des questions de genre et d'équité. Le financement des moyens de subsistance pour les jeunes et des subventions spécialement destinées aux femmes a augmenté. Le programme d'assistance sociale pour l'autonomisation a amélioré la sécurité sociale et réduit la vulnérabilité des plus de 65 ans. L'Ouganda continue d'accueillir plus de 1,4 million de réfugiés grâce à ce programme qui fait figure de modèle au niveau mondial.

Soucieux d'accélérer la réalisation du Programme 2030, il surfe sur la vague mondiale de la transformation numérique, qui ouvre de larges possibilités. Pour ce faire, il a renforcé les capacités du Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation et de l'Autorité nationale des technologies de l'information afin de minimiser les facteurs d'exclusion qui pourraient affecter les catégories de la population qui ont plus de difficultés à s'adapter à cette évolution. Bien que le Programme 2030 insiste fortement sur l'intégrité et la durabilité environnementales, les effets croissants des changements climatiques réduisent le capital naturel de l'Ouganda. Le troisième plan national de développement prévoit donc des mesures climatiques ambitieuses, énoncées dans les Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité.

Si la pandémie COVID-19 a perturbé les progrès de l'Ouganda dans certains secteurs, elle a aussi donné un nouvel élan à l'industrialisation du pays. En conséquence, les projections de croissance sont ramenées à 3,9 % pour l'exercice 2019/2020. Compte tenu des conséquences de la pandémie sur l'emploi, notamment dans des secteurs jusqu'ici prometteurs, les efforts visant à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités risquent d'être notablement compromis. Cependant, la pandémie a aussi suscité une réflexion sur les transformations à apporter aux systèmes pour engendrer la résilience nécessaire pour résister à de tels chocs.

À l'avenir, le Gouvernement maintiendra et renforcera la collaboration avec tous les acteurs. Il s'engage à respecter le programme d'intégration régionale afin d'accélérer les efforts visant à réaliser le Programme 2030.

Ouzbékistan

[Original : anglais]

En 2015, l'Ouzbékistan s'est engagé à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2018, 16 objectifs nationaux de développement durable assortis de 125 cibles ont été adoptés. Dans le même temps, un conseil de coordination

inter-agences pour la mise en œuvre de la feuille de route nationale pour la réalisation des objectifs a été créé. Un portail Web a été lancé (disponible à l'adresse http://nsdg.stat.uz), comportant des données sur une centaine d'indicateurs. Des travaux sont en cours pour établir la collecte de données sur les 100 autres indicateurs.

La commission parlementaire bicamérale sur les objectifs de développement durable, la société civile, les jeunes et les principales organisations non gouvernementales nationales participent activement à la promotion et à la mise en œuvre des objectifs, notamment à la préparation du premier examen national volontaire du pays.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable en Ouzbékistan a coïncidé avec des réformes de grande envergure dans le cadre de la stratégie d'action nationale pour 2017-2021. La stratégie et ses cinq domaines prioritaires ont été confirmés comme un moyen de réaliser les objectifs. Des travaux sont en cours pour intégrer les objectifs dans les stratégies et programmes de développement nationaux et régionaux, y compris le programme de développement socioéconomique global de la République d'Ouzbékistan à l'horizon 2030. L'Ouzbékistan évalue les résultats des réformes en s'appuyant sur 23 indices de notation mondiaux, dont l'indice de réalisation des objectifs de développement durable, pour lequel l'Ouzbékistan occupe actuellement la cinquante-deuxième place.

L'objectif à long terme du pays est de devenir un pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) d'ici 2030 en doublant son revenu par habitant et en réduisant la pauvreté et les inégalités (objectifs 1 et 10). Pour y parvenir, l'Ouzbékistan met en œuvre des réformes structurelles visant à renforcer l'économie de marché, parallèlement à des réformes monétaires et fiscales et à des réformes agricoles systémiques (objectif 2). Une série de mesures ont été prises pour améliorer le climat des affaires, stimuler l'entrepreneuriat et l'emploi formel, notamment chez les jeunes et les femmes (objectifs 5 et 8), et pour attirer les investissements et promouvoir l'innovation (objectif 9). Les principaux enjeux consistent aujourd'hui à garantir un emploi durable aux jeunes et aux femmes et à améliorer l'efficacité du système de protection sociale.

Dans le domaine des soins de santé (objectif 3), des mesures sont prises pour rehausser la qualité des services et en faciliter l'accès par l'amélioration du système de financement et d'assurance, la stimulation de l'investissement privé, l'amélioration de la formation initiale et continue du personnel médical, le développement de la science médicale et la généralisation de l'accès à la cybersanté. Les priorités actuelles dans le domaine de l'éducation (objectif 4) consistent à améliorer la qualité de l'éducation et sa disponibilité à tous les niveaux et à encourager les investissements publics et privés.

Les réformes en Ouzbékistan sont guidées par le principe de l'humain d'abord, ce qui est étroitement lié au principe fondamental du Programme 2030 : ne laisser personne à la traîne. Depuis l'adoption de ses objectifs nationaux de développement durable, l'Ouzbékistan a nettement progressé dans l'amélioration de la protection des droits humains et le renforcement de l'état de droit. Le pays a mis en place un système d'offices permettant à la population de s'adresser plus facilement au Président, la réforme administrative est en cours, l'administration en ligne s'améliore et des réformes sont mises en œuvre pour garantir l'indépendance des médias et des blogueurs et pour renforcer le rôle de la société civile.

Le pays donne aussi la priorité au renforcement du rôle des femmes et à la protection de leurs droits. Récemment, des lois ont été adoptées sur l'égalité des

genres et la protection des femmes contre la violence, la proportion de femmes au parlement a doublé (atteignant 32 %) et des femmes ont été promues à des postes de direction à tous les niveaux de l'État et des autorités locales (objectifs 5 et 16).

L'Ouzbékistan mène une politique étrangère d'ouverture, de coopération et de paix. Ces dernières années, le pays a ouvert ses frontières et approfondi sa coopération avec les pays d'Asie centrale en matière de commerce et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles partagées. La collaboration avec les entités des Nations Unies et les institutions financières internationales (objectif 17) est en cours de renforcement. À la suite de la libéralisation du régime des visas, le nombre annuel de touristes a dépassé 6,7 millions de personnes en 2019 (contre 2,5 millions en 2017).

En ce qui concerne l'environnement, l'Ouzbékistan donne la priorité à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ceux-ci (notamment dans le cadre de l'Accord de Paris), en mettant l'accent sur la région de la mer d'Aral, la préservation et l'utilisation efficace de l'eau, des sols et de l'énergie, ainsi que la conservation de la biodiversité (objectifs 13, 14 et 15).

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) menace de ralentir les progrès de l'Ouzbékistan dans la réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement prend des mesures décisives pour freiner la propagation de la maladie et atténuer ses conséquences socio-économiques. Un programme anticrise a été adopté et un fonds d'un milliard de dollars a été créé pour soutenir les entreprises et l'emploi et pour offrir une aide sociale aux personnes vulnérables.

Panama

[Original : espagnol]

Un Panama exempt de pauvreté et d'inégalités, la sixième frontière

En 2015, le Panama s'est engagé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable et, en 2017, il a présenté son premier rapport volontaire. Dès le début, il a, dans le cadre du plan stratégique national assorti d'une vision d'État « Panama 2030 », appliqué des stratégies axées sur cinq domaines : l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les alliances, en tenant compte des différentes dimensions du développement durable, l'objectif étant de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

En mettant en place son plan stratégique pour la période 2020-2024 intitulé « Unidos lo hacemos » (Ensemble nous le ferons), le Gouvernement prend ainsi conscience des multiples difficultés que rencontre la population, en particulier les personnes les plus vulnérables, difficultés auxquelles s'ajoutent les effets systémiques de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus (COVID-19). Le Gouvernement s'efforce d'élaborer des stratégies économiques et sociales visant à éliminer l'extrême pauvreté et la faim. En outre, il juge nécessaire d'augmenter les investissements publics en vue d'améliorer les infrastructures et de promouvoir le progrès technologique, notamment dans les secteurs éducatif, sanitaire et social, le but étant d'accroître la qualité de vie de la population, sans négliger la protection de l'environnement et de la biodiversité ni la lutte contre les changements climatiques, ce qui permettra au Panama de disposer des ressources naturelles nécessaires à son développement et au bien-être de ses citoyens et de se conformer ainsi au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable.

Dans ce contexte, le Gouvernement dirige la lutte contre la pauvreté et les inégalités au moyen de l'initiative dite « de la ruche » et intitulée « Panamá libre de pobreza y desigualdad, la Sexta Frontera » (un Panama exempt de pauvreté et d'inégalités, la sixième frontière), qui vise à promouvoir la justice sociale, l'équité et la création de possibilités et qui met l'accent sur la petite enfance, en faisant en sorte de ne laisser personne de côté. Cette initiative est liée aux 17 objectifs de développement durable et aux cibles et indicateurs qui leur sont associés en ce qu'elle favorise l'inclusion sociale par l'établissement de partenariats entre les institutions publiques, la société civile, le secteur privé, les milieux universitaires et les populations, et est centrée sur l'amélioration des services publics. Elle vise également à développer des prestations et des services fondés sur des approches qui permettent de protéger les droits et de répondre aux besoins de la population, ainsi qu'à encourager les activités génératrices de revenus afin d'améliorer la qualité de vie et notamment de favoriser l'inclusion productive et financière des populations les plus défavorisées. Conformément aux principes d'intersectoralité, de décentralisation, de participation citoyenne, d'égalité des chances, d'interculturalité et de durabilité, les autorités cherchent, par cette initiative, à adapter le Programme 2030 aux réalités nationales et, à cette fin, à intégrer les équipes, à harmoniser et à structurer l'action de l'administration centrale et celle des collectivités locales et à mettre sur pied un système d'information permanent, l'accent étant mis sur les personnes laissées de côté.

L'éducation inclusive, continue, équitable et de qualité est l'aspect phare de la proposition du Gouvernement, qui consiste à promouvoir une éducation centrée sur l'intérêt national, à laquelle toute la population a le droit d'accéder librement et dans des conditions d'égalité, conformément au Programme 2030 et au progrès scientifique et technologique, l'objectif étant d'améliorer la qualité du système éducatif d'une manière favorable à l'inclusion, à l'équité et à l'innovation, et de former un citoyen complet. Un intérêt particulier est accordé à l'éducation dès la petite enfance et à la formation continue des apprenants et des enseignants dans le cadre d'une démarche inclusive et professionnelle.

Pour améliorer le système de santé, il convient de renforcer les soins primaires, d'étendre la couverture dans les régions reculées et d'automatiser la gestion de ce système, élément fondamental du bien-être. Cette stratégie vise à garantir que tous les ménages et les familles les plus pauvres aient accès aux services essentiels en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et à des services de santé de qualité, fournis par un personnel qualifié, et que la population dispose des intrants et des médicaments dont elle a besoin.

Le renforcement des systèmes d'information aux fins de la prise de décisions et de la réorientation des politiques publiques est une question qui peut faire l'objet d'une coopération internationale et d'une mise en commun d'expériences et de connaissances entre les pays.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

[Original : anglais]

Introduction

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement afin de concrétiser sa vision 2050. Les objectifs de

développement durable ont été transposés dans le plan de développement à moyen terme III (2018-2022) et dans d'autres politiques, lois et textes budgétaires nationaux. Les résultats obtenus sur les questions thématiques relatives à certains secteurs clefs ont été mitigés, en raison de pressions internes et externes. Le premier rapport d'examen national volontaire du pays, qui donne une idée de l'avancée de la réalisation des objectifs, est un moyen de redynamiser l'appropriation de ceux-ci.

Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

Depuis 2000, les progrès notables ci-après ont été faits dans les domaines de la santé (objectif 4), de l'éducation (objectif 5), de l'action climatique (objectif 13) et du partenariat pour la réalisation des objectifs (objectif 17) :

- Le taux de mortalité maternelle a diminué, le nombre de décès pour 100 000 naissances vivantes étant passé de 220 en 2015 à 145 en 2017.
- La couverture vaccinale s'est améliorée (80 % en 2019, contre 60 % en 2016).
- Le taux net de scolarisation dans le primaire est passé de 68,0 % en 2014 à 87,7 % en 2017.

Des tendances positives sont attendues en ce qui concerne les autres objectifs de développement durable, à la faveur des changements d'orientation importants opérés et des modalités de financement et de mise en œuvre novatrices adoptées dans les domaines de l'élimination de la faim (objectif 2), de l'égalité des sexes (objectif 5), de l'eau propre et de l'assainissement (objectif 6), de l'énergie propre et d'un coût abordable (objectif 7) et des villes et communautés durables (objectif 11).

Bien qu'il existe des conditions favorables à la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable, des pressions internes et externes continuent d'entraver les progrès en ce qui concerne l'emploi décent et la croissance économique (objectif 8), la consommation et la production responsables (objectif 12), la vie sous-marine (objectif 14) et la paix, la justice et les institutions solides (objectif 16).

Appropriation par le pays et dispositions institutionnelles

En 2015, la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est fortement approprié les objectifs de développement durable et les a transposés dans ses cadres nationaux de planification. Elle a mis en place la stratégie nationale de développement durable responsable pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et adopté la loi de 2016 sur la planification et le suivi responsables en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La conduite de l'examen national volontaire est guidée par le mécanisme de gouvernance proposé en ce qui concerne le plan de développement à moyen terme axé sur les objectifs de développement durable, qui prévoit la création d'un comité directeur national, d'un comité interministériel, d'un conseil multisectoriel sur les objectifs de développement durable et de groupes de travail techniques sectoriels.

Moyens de mise en œuvre

Le plan de développement à moyen terme III est le premier des trois mécanismes nationaux de réalisation des objectifs de développement durable. Le budget national consacré au développement est un moyen important utilisé pour financer la réalisation des objectifs et l'exécution du plan, dans le cadre d'un programme de dépenses d'investissement. La politique de coopération pour le développement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée 2018-2022 prévoit la mise en place d'un protocole visant à aider les partenaires de développement à adapter leurs efforts aux priorités nationales.

Collaboration multisectorielle et multipartite.

La collaboration active entre le Gouvernement et les partenaires de développement dans le cadre de l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités nationales et de l'élaboration du plan de développement à moyen terme III témoigne du caractère constructif des alliances qui lient ces parties. Ces alliances ont été établies dans le cadre de la politique de coopération pour le développement 2018-2022, des partenariats public-privé, d'une politique de partenariat entre l'État et la société civile, du Partenariat pour le gouvernement ouvert et du Conseil consultatif de mise en œuvre et de suivi.

Une stratégie de collaboration multipartite aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable a été proposée ; elle met l'accent sur l'amélioration des dispositions institutionnelles et de la coordination à l'échelle de l'ensemble de l'administration et sur l'adoption d'approches associant toutes les composantes de la société en vue de ne laisser personne de côté.

Objectif consistant à ne laisser personne de côté

Les inégalités de revenus et d'accès aux services de base sont aggravées par divers facteurs : existence d'un terrain accidenté, isolement et éloignement de la population rurale, disparités de genre, qui affectent les femmes et les filles, importante population de jeunes et tendances migratoires. Les groupes marginalisés et les groupes les plus vulnérables sont souvent oubliés.

Aux fins de la prestation des services au niveau des districts, des quartiers et des communautés, le Gouvernement a mis en place la loi de 2014 portant création de l'Autorité de développement des districts, chargée de gérer le programme d'amélioration des services de district, qui vise à financer les priorités de développement sectoriel des districts, des quartiers et des communautés, en dehors de la santé et de l'éducation.

Difficultés rencontrées

Les principales difficultés qui entravent la réalisation des objectifs de développement durable sont : l'insuffisance des capacités techniques et financières ; le manque de coordination ; la mauvaise gouvernance et l'application inadéquate du principe de responsabilité en matière de développement ; l'existence de personnes laissées de côté. Trois de ces difficultés sont décrites ci-dessous.

La maladie à coronavirus (COVID-19) a également eu un impact sur le budget et la génération de recettes pour 2020, en raison de la chute vertigineuse des cours des matières premières et de la réduction des activités commerciales intérieures en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il a donc fallu faire d'énormes compromis en matière de politiques et de fiscalité sur le peu de ressources budgétaires disponibles, en réorientant celles-ci vers d'autres services de base essentiels et vitaux, notamment pour mettre en place un plan de relance de 4,4 milliards de kina lié à la COVID-19 et destiné à financer l'application de mesures préventives dans le pays.

Il reste encore à étudier la possibilité de recourir à des modes novateurs de financement du développement provenant des partenaires de développement (des sources étrangères novatrices de financement aux modalités traditionnelles de financement par les donateurs, en passant par les sources de financement intérieures).

L'écosystème des données et des éléments de preuve est mis à rude épreuve en ce qui concerne le suivi de l'avancée de la réalisation des objectifs de développement

durable, en raison d'une topographie accidentée, du manque de capacités noté dans tout le pays, de l'absence de coordination et de l'insuffisance des financements. Le succès récemment enregistré dans le cadre de la conduite de l'enquête démographique et sanitaire et des préparatifs du recensement de 2021 ainsi que la mise en place d'une plateforme d'établissement de rapports périodiques sur les objectifs contribueront à améliorer la bonne gouvernance.

Pérou

[Original : espagnol]

Introduction

Le présent document fait la synthèse des questions majeures relatives à l'élaboration du Plan stratégique de développement national dans le contexte urgent de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Ce plan est destiné à être le principal mécanisme de mise en œuvre des objectifs nationaux, qui s'inscrivent dans le cadre des politiques nationales, de la vision à long terme et de la politique générale du Gouvernement, ainsi que du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'élaboration du plan stratégique de développement national, dans des conditions très défavorables

En 2017, il a été signalé qu'il importait de formuler un plan de développement national à long terme dans le cadre du système national de planification stratégique.

En 2018, un cadre plus exigeant fixant notamment les objectifs des politiques nationales et leurs moyens de mise en œuvre a été établi.

Après deux ans, en 2019, le Forum de l'Accord national a approuvé la « Vision du Pérou pour 2050 ». Il s'agit d'un accord adopté par consensus entre la société et l'État.

La vision et la politique générale du Gouvernement (2018) tiennent compte des cinq domaines du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : les personnes, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. Couplées aux politiques publiques, elles définissent le cadre dans lequel s'inscrivent les objectifs de développement propres au pays.

Le plan de développement national est l'instrument de mise en œuvre du Programme 2030 et comprend des plans de développement provinciaux et départementaux, dont l'élaboration est gravement retardée du fait de la COVID-19.

Intégration des politiques économiques, sociales, environnementales et institutionnelles au niveau local : les difficultés posées par la diversité

En temps normal, l'élaboration du Plan stratégique de développement national repose sur la négociation de politiques et de plans à l'échelon local, depuis les districts jusqu'aux provinces et aux départements, au moyen de plans de développement concertés établis dans la Constitution du Pérou depuis 2002. Au niveau des districts, les mécanismes de participation sont encore faibles. Les plans de chaque territoire tiennent compte du secteur privé et du secteur public dans des contextes locaux complexes et variés. L'élaboration du plan a été interrompue en raison de la situation d'urgence nationale due à la COVID-19.

Parmi les avancées réalisées en matière de développement durable, on peut souligner :

a) L'adoption d'un système de couverture sanitaire universelle (2019). Le Pérou s'attaque aux lacunes que comportent ses services et sa couverture sanitaires de base ;

b) Le début de l'élaboration des plans de développement concertés dans les 26 départements (2019), assortis d'orientations à long terme ;

c) L'adoption officielle et le début de la mise en œuvre de la politique générale du Gouvernement de 2018, qui vise notamment à améliorer les politiques nationales axées sur les objectifs nationaux et le plan de développement.

Difficultés et prochaines étapes

À l'heure actuelle, la principale difficulté pour la société et l'État péruvien est d'éviter les décès et les dommages dus à la COVID-19 et de commencer à produire de nouveau, dans un but préventif, des produits prioritaires nécessaires au bien-être des personnes qui vivent dans des communautés faisant face à des réalités complexes.

Pour ce faire, il est nécessaire :

a) De conclure immédiatement des accords sur les priorités à suivre pour faire face à la situation d'urgence et assurer la transition vers de nouvelles normes. Des discussions seront engagées pour que les politiques soient assorties d'activités à mener lors de conditions extrêmement défavorables (politique générale du Gouvernement à partir de 2021 et politiques publiques de l'accord national). Ce travail est repris sous forme numérique et tient compte de la situation nationale et mondiale extraordinaire.

b) De se concentrer sur les activités associées aux conditions et produits prioritaires pour la population. Une attention croissante est accordée à la sécurité, à l'hygiène et à la prévention dans des secteurs tels que l'agriculture, la pêche, la sylviculture, l'élevage, le commerce, les transports et le tourisme. La prévention des dommages est essentielle à tous les niveaux si l'on veut garantir la vie des personnes lors de la transition des activités publiques et privées vers la nouvelle norme. Il convient notamment d'améliorer de manière progressive et continue les services et la sécurité sociale dans les plus brefs délais.

c) Durant les mois restants de 2020, les priorités nationales révisées permettront d'élaborer de manière simplifiée des plans de développement pour le plus grand nombre de provinces possible, à l'aide de mécanismes institutionnels, y compris virtuels, de participation nationale et locale. Leur intégration au niveau départemental donnera lieu à 26 plans de développement départementaux qui, bien qu'imparfaits, serviront à leur tour de base au Plan stratégique de développement national dans des conditions défavorables graves et incertaines.

d) Le plan de développement national permettra d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 en plaçant les personnes, les ménages et les communautés au cœur des priorités et en faisant en sorte que les objectifs des politiques économiques, sociales, environnementales et institutionnelles soient au service de leur vie.

République arabe syrienne

[Original : arabe]

La République arabe syrienne a participé au sommet des Nations Unies au cours duquel le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté, étant convaincue de l'importance de la coopération internationale multilatérale, pour faire avancer le développement et le bien-être, et attachée au consensus international à cet égard. Elle est également persuadée que le monde a besoin d'un plan d'action global pour éliminer la pauvreté et garantir le développement durable de manière intégrée et équilibrée. Du fait que ce programme s'applique à tous les pays, il tient compte des réalités, des capacités et des niveaux de développement de chacun, dans le respect des politiques et priorités nationales.

Au cours de la dernière décennie du millénaire, le pays a atteint des taux de croissance économique satisfaisants et stables et exécuté des plans de réforme ambitieux conformément aux moyens qui étaient disponibles dans tous les domaines. L'économie s'est améliorée, grâce à une moindre dépendance à l'égard du secteur pétrolier, tandis que des facteurs qualitatifs contribuaient également à la croissance. De grands progrès ont été réalisés par ailleurs sur le plan du développement humain, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'autonomisation des femmes. En somme, la Syrie figurait dans la catégorie des pays qui étaient en bonne voie d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Cependant, cette situation a radicalement changé après 2011, avec le déclenchement d'une guerre complexe qui a détruit une grande partie des capacités nationales et entraîné le déplacement, la migration et la fuite d'un grand nombre de Syriens, à laquelle ont contribué divers facteurs, principalement le terrorisme et les interventions militaires extérieures de la part d'États qui jouent un rôle majeur dans les prises de décision internationales et ont une influence considérable à l'ONU et dans d'autres organisations internationales.

Ces ingérences constituent une violation du droit international, outre les mesures économiques coercitives et unilatérales imposées à la Syrie, qui ne font que prolonger la guerre et les crises connexes et suscitent de nouvelles vagues de déplacés et de réfugiés. En effet, une partie de ce qui se passe équivaut à de l'extorsion. Certains pays exercent une pression politique et financière internationale en recourant à la traite d'êtres humains et à l'exploitation des réfugiés syriens de plusieurs manières, notamment en se servant d'eux comme moyen d'obtenir des avantages d'autres pays.

La persistance de cette situation est un atteinte au droit international et une violation des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, du droit des peuples au développement, du droit à la souveraineté nationale, du droit de choisir sa propre voie de développement et de la souveraineté sur ses propres ressources, condition préalable à la réalisation des objectifs de développement durable.

La République syrienne s'est toujours efforcée d'être un membre actif de la communauté internationale, étant attachée au droit international et convaincue que le partenariat international au service du développement et de la paix est la voie du bien-être de l'humanité. Elle n'a cependant pas le sentiment que sa quête de partenariat soit payée de retour par bon nombre de parties puissantes au sein du système international. Au lieu de cela, elle suit une intervention militaire, un blocus politique et économique et l'obstruction des efforts de reconstruction. La devise du Programme

de développement durable à l'horizon 2030, « ne laisser personne de côté » signifie que personne ne doit éloigner des pays entiers de la voie du développement, comme cela est le cas en Syrie, du fait d'un blocus qui nuit à son peuple et à son action de développement.

Les messages adressés tant à la communauté internationale qu'à la Syrie, pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et ne laisser personne de côté », se présentent comme suit :

1. Réaliser la paix et la sécurité dans le pays, tout en s'efforçant de mettre un terme aux actes d'agression et de terrorisme et aux atteintes graves au droit international et à la souveraineté de la Syrie, en vue de parvenir à un règlement politique fondé sur la volonté nationale, de contenir le terrorisme, d'instaurer une réconciliation nationale, de rapatrier les réfugiés et les personnes déplacées et de garantir la sécurité et la stabilité ;

2. Condamner les mesures coercitives économiques unilatérales qui sont contraires à la Charte des Nations Unies, au droit international et au droit au développement et entravent l'amélioration du niveau de vie et exiger qu'il y soit mis un terme, en aidant les autorités légitimes à reprendre le contrôle des ressources naturelles qui sont le moteur de l'économie et la reconstruction ;

3. Mettre un terme à l'exclusion de la Syrie des organisations internationales et régionales et au gel de ses avoirs et cesser d'empêcher les institutions syriennes de remplir leur rôle et de fournir aux citoyens des produits de base ;

4. Apporter une assistance internationale suffisante et inconditionnelle aux fins de la reconstruction et du relèvement de l'économie syrienne sur une base durable et l'intégrer à l'économie mondiale ;

5. Le Gouvernement syrien établira des politiques nationales globales pour stimuler le développement en faisant fond sur l'exécution du plan de développement consécutif à la guerre, qui est l'expression nationale des objectifs de développement durable ;

6. Élargir et institutionnaliser la participation à l'exécution des plans de développement, en particulier avec le secteur privé, les milieux universitaires, la société civile et les médias, et renforcer la coopération avec les organismes des Nations Unies en Syrie et d'autres organisations internationales et régionales, afin de garantir l'utilisation optimale des ressources ;

7. Le Gouvernement syrien mettra en place des mécanismes et mènera des activités pour garantir la participation des différentes composantes de la société syrienne, sur l'ensemble du territoire, à la réalisation des objectifs de développement ;

8. Favoriser la mise en place d'un partenariat international équitable auquel aspire le Gouvernement syrien, qui est attaché au droit international et aux principes des droits de l'homme, de la justice et de l'égalité, aux fins de la réalisation d'un développement ne laissant personne de côté, et inviter toutes les parties internationales et régionales à être ses partenaires pour y parvenir ;

9. Demander aux gouvernements de certains pays de ne plus s'opposer à la levée des mesures coercitives économiques unilatérales et à la normalisation avec le Gouvernement syrien et de soutenir son action de développement, afin d'instaurer un climat propice au retour des réfugiés et des personnes déplacées dans la dignité et de leur fournir les services de base ;

10. Assurer la participation effective des pays en développement à la gestion des institutions économiques mondiales, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, conformément à l'objectif de développement durable n°°10.

République démocratique du Congo

[Original : français]

Faisant suite à l'adoption des objectifs de développement durable, la République démocratique du Congo a procédé, à partir de 2016, à la création de l'Observatoire congolais du développement durable, une structure susceptible de suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre des objectifs. Par son entremise et sur fond d'une approche largement participative et inclusive, le pays a réalisé les activités ci-après :

- Contextualisation et priorisation des cibles des objectifs ;
- Localisation des objectifs au niveau infranational ;
- Alignement du plan national stratégique de développement ainsi que des stratégies sectorielles et provinciales sur les cibles priorisées des objectifs.

Parallèlement, la République démocratique du Congo a étoffé son cadre d'indicateurs liés aux objectifs. Le pays a entrepris la cartographie statistique pour inventorier les sources des données statistiques susceptibles de renseigner les différents indicateurs et dégager les lacunes en termes des données statistiques. Le pays a également développé un programme pluriannuel de collecte des données statistiques à travers une enquête sur les ménages, qui devra nourrir les indicateurs liés aux objectifs. La République démocratique du Congo a innové en organisant une enquête de perception de la population sur les objectifs, conduisant à l'estimation d'un indice de perception du développement durable.

Par ailleurs, la République démocratique du Congo a conduit, d'une part, la sensibilisation des parties prenantes et d'autre part, la mise en œuvre des politiques publiques pour l'atteinte des objectifs. Ainsi, dès le lancement des objectifs, la société civile a été sensibilisée, ainsi que les ministères. D'ailleurs, c'est dans ce cadre que la société civile a posé aussi bien des actions allant dans le sens des objectifs que des réflexions qui devront informer les politiques publiques. Au sujet des politiques publiques mises en place, il y a lieu de noter sommairement les résultats et les défis ci-après.

Sur le plan social, des réformes ont été menées pour, entre autres, élargir la couverture de la protection sociale. Les ressources budgétaires allouées au secteur de la santé ont connu une hausse continue et des mesures courageuses sont prises pour mettre en place une couverture sanitaire universelle. Par ailleurs, le Gouvernement a pris une nouvelle orientation stratégique pour lutter efficacement contre la faim et la malnutrition. Des efforts supplémentaires sont entrepris pour réduire le niveau de l'extrême pauvreté et des inégalités.

Dans le but de privilégier l'accès à tous à l'éducation, le Gouvernement a rendu effective la gratuité de l'enseignement de base. Un dispositif d'assurance qualité a aussi été institué et le système de recrutement des enseignants réformé. L'égalité des sexes constitue l'une des priorités de la République démocratique du Congo. Des réformes du cadre juridique relatif aux droits de la femme ont été menées, conduisant

notamment à la révision du Code de la famille. Toutefois, des efforts restent encore à fournir, notamment pour annihiler certains pesanteurs culturelles.

Par ailleurs, le recul significatif de la croissance a accru les inégalités et privé le Gouvernement de ressources, notamment pour offrir les services sociaux de base. Nonobstant une offre appréciable, l'accès à l'eau constitue un défi tout comme l'accès à l'électricité. L'offre énergétique est très déficitaire, en dépit du potentiel énorme. La libéralisation du secteur n'a pas eu jusque-là les effets attendus. Toutefois, plusieurs projets en cours devraient accroître l'offre électrique.

Sur le plan environnemental, plusieurs projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ont été initiés, mais cela requiert davantage de synergies sectorielles. En outre, un investissement important dans la collecte d'informations et de données environnementales est requis pour mieux cerner le secteur. Par ailleurs, plusieurs programmes de conservation et protection de la biodiversité, dont les parcs et réserves naturels, sont régulièrement entrepris.

En tant que pays post-conflit, la République démocratique du Congo reste encore confrontée à des problèmes sécuritaires ponctuels. Néanmoins, des opérations militaires d'envergure ont permis de réduire le nombre des groupes armés. Le pays a entrepris des actions courageuses pour endiguer la corruption et permettre à tous d'accéder à la justice. Le respect des droits de l'homme a connu aussi des progrès très appréciables.

Globalement, la mise en œuvre des objectifs se fait sur fond d'un partenariat multipartite. Cependant, des efforts supplémentaires sont requis. Un cadre d'accélération de la mise en œuvre des objectifs est envisagé. Mais le défi important reste la mobilisation de ressources.

République de Moldova

[Original : anglais]

La République de Moldova et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Le pays s'est engagé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au moyen d'activités conjointes menées par les principales parties prenantes pour éliminer toutes les formes de pauvreté, lutter contre les inégalités et s'attaquer aux changements environnementaux et climatiques, de sorte à ne laisser personne de côté.

Outre l'accent mis sur le respect des engagements pris dans le cadre de l'accord d'association entre l'Union européenne et la République de Moldova, le pays a enregistré des progrès notables depuis qu'il s'est engagé à mettre en œuvre le Programme 2030. Si des progrès considérables ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1, 8, 13 et 17, les résultats obtenus pour les objectifs n^{os} 2, 3, 5, 7, 9 et 11 sont modérés. Bien que des mesures aient été prises pour développer tous les domaines associés à la dimension sociale, leurs effets sur la réalisation des objectifs n^{os} 4, 6, 10, 12, 15 et 16 ont été moins perceptibles.

Principales difficultés

L'ambition que nourrit le pays d'atteindre les objectifs de développement durable est entravé par une multitude de difficultés.

Les personnes et leurs capacités représentent la principale richesse du pays, mais celui-ci se heurte au problème majeur du déclin démographique. L'émigration, en particulier des jeunes et des personnes qualifiées, les problèmes de faible fécondité, la réduction de l'espérance de vie et le vieillissement de la population entraînent une diminution de la population de plus de 1,7 % par an.

Les inégalités persistent et les risques de pauvreté alimentaire et énergétique sont élevés. Il est nécessaire de prendre rapidement des mesures pour assurer l'inclusion des plus vulnérables et réduire les inégalités de revenus et celles non liées au revenu.

La grande vulnérabilité du système de santé face aux épidémies mondiales, telles que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), a montré qu'il fallait réformer ce système si l'on voulait garantir un accès universel aux services essentiels et aux médicaments et vaccins sûrs, abordables et de qualité.

La dépendance du pays à l'égard des sources d'énergie extérieures témoigne de la nécessité de promouvoir l'efficacité énergétique et de prendre des mesures pertinentes en augmentant et en diversifiant (y compris sur le plan industriel) les ressources énergétiques renouvelables disponibles, car il s'agit d'une condition essentielle au développement durable de l'économie.

Le fait que l'innovation et la recherche soient peu utilisées pour résoudre les problèmes de société limite la compétitivité de l'État et sa capacité de répondre aux multiples problèmes qui entravent le développement durable. Ces dernières années, seul un cinquième des entreprises ont déclaré qu'elles menaient des activités ayant trait à l'innovation.

Le domaine de la protection de l'environnement se heurte à des capacités institutionnelles limitées et n'est pas suffisamment financé par le budget public national, le volume des ressources financières allouées annuellement à ce domaine étant bien inférieur à ce qui est nécessaire pour remédier aux problèmes existants.

La mise en œuvre des objectifs de développement durable est tributaire du niveau de financement alloué, qui reste insuffisant dans plusieurs domaines sociaux.

Il est impératif que le conflit en Transnistrie soit réglé de manière pacifique. À l'heure actuelle, ce conflit continue de menacer l'intégrité territoriale et entrave l'application de réformes structurelles systémiques dans l'ensemble du territoire du pays qui permettraient à celui-ci de garantir un développement durable et inclusif à grande échelle. Les autorités moldaves sont profondément attachées à un règlement pacifique, durable et global du conflit, tout en respectant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Moldova, dans les limites des frontières internationalement reconnues.

Le système de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs de développement durable est limité par l'absence de données pour environ un quart des objectifs de développement durable transposés dans le contexte national, ainsi que par le manque de données ventilées pour plus de 30 % des indicateurs.

Conclusions

Le pays s'est engagé à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable grâce à la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne et, implicitement, du Programme 2030. La prise en compte de ces objectifs dans le principal document stratégique du pays est une étape importante, mais elle n'est pas

suffisante. Les cibles et les indicateurs relatifs aux objectifs, en particulier ceux qui mesurent les vulnérabilités, doivent être intégrés dans toutes les politiques, lesquelles pourraient être appliquées de manière efficace si des ressources financières suffisantes y étaient allouées.

Il est également essentiel de renforcer le système de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Ceux-ci ne pourront être mis en œuvre qu'au moyen d'une action collective fondée sur des partenariats complets et durables. Il importe de veiller à ce que tous participent à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, quels que soient leur âge, leur sexe, leur appartenance ethnique, leur religion, leur nationalité ou leur situation financière.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

[Original : anglais]

Introduction

Saint-Vincent-et-les Grenadines s'efforce, dans le cadre de ses plans de développement, d'être un pays de diversité qui soit moderne, compétitif au niveau international et engagé en faveur du développement social de sa population et de la durabilité environnementale. Son ambition d'améliorer la qualité de vie de tous ses habitants repose sur le principe qui consiste à placer la population au centre du développement national. Cette ambition, qui est conforme aux objectifs de développement durable, est énoncée dans le Plan national de développement économique et social pour la période 2013-2025.

L'ambition est complétée par cinq objectifs de développement interdépendants, qui consistent à : améliorer la qualité de vie de tous en repensant la croissance économique ; promouvoir le développement humain et social ; encourager la bonne gouvernance et accroître l'efficacité de l'administration publique ; améliorer les infrastructures physiques, préserver l'environnement et accroître la résilience face aux changements climatiques ; renforcer la fierté, l'identité et la culture nationales.

Modèle de développement dans le contexte des objectifs de développement durable

L'engagement en faveur des objectifs de développement durable est concrétisé par le Plan national de développement économique et social, dans lequel les objectifs de développement national sont harmonisés avec les objectifs mondiaux pertinents et les cibles qui leur sont associées. Cette harmonisation représente une première étape cruciale dans l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités nationales. Il ressort d'une évaluation intégrée rapide de son cadre de planification que ce petit État insulaire en développement a actuellement aligné 62 % de tous ses documents de planification et d'orientation sur les objectifs et les cibles qui leur sont associées.

Gouvernance et cadre institutionnel en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable

Le Gouvernement est conscient qu'un mécanisme institutionnel est nécessaire pour faciliter la réalisation, le suivi et l'évaluation des objectifs de développement durable. Les ministères et les organismes publics sont responsables de l'adaptation de toutes les politiques et de tous les principaux programmes au Programme de

développement durable à l'horizon 2030. Ces politiques aident à évaluer de manière intégrée le rythme des progrès faits dans la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que des objectifs de développement locaux.

En ce qui concerne les 113 cibles associées aux objectifs de développement durable qui se sont révélées applicables à Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Bureau de statistique a été chargé de créer des mécanismes d'exploration des données relatives à ces indicateurs, le but étant de finaliser la mise en place du cadre de suivi et d'évaluation de la réalisation des objectifs pour mieux suivre les progrès, les analyser et en rendre compte.

La mise en œuvre du Programme 2030 se fera dans le cadre de consultations approfondies avec les différentes parties prenantes et avec la pleine participation de celles-ci. Bien que le niveau d'engagement politique en faveur des objectifs de développement durable soit élevé, il est reconnu que la réalisation de ces objectifs nécessite une approche holistique qui fait intervenir les secteurs public et privé, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les médias et, surtout, les jeunes, qui sont les futurs dirigeants. L'accent a donc été mis sur la poursuite du renforcement des mécanismes visant à accroître la participation de toutes les parties prenantes à la réalisation des objectifs.

Premier examen national volontaire

L'examen national volontaire illustre la manière dont les initiatives nationales façonnent la réalisation des objectifs de développement durable dans le pays, ainsi que les difficultés (notamment les déficits de financement) rencontrées dans la réalisation, la manière dont ces difficultés sont réglées et celle dont les progrès accomplis en ce qui concerne les cibles associées aux objectifs sont suivis. L'établissement du rapport dans un contexte de pandémie met en évidence la façon dont les vulnérabilités actuelles connues et les problèmes mondiaux nouveaux ou qui se font jour peuvent soudainement influer sur la trajectoire de développement des pays, et fait ressortir les difficultés et les possibilités qui doivent être prises en considération aux fins de l'exécution du Programme 2030. Saint-Vincent-et-les Grenadines étant fermement attachée à l'inclusion, la préparation de l'examen national volontaire a nécessité des solutions novatrices, car le pays a dû faire face à des problèmes liés aux mécanismes d'atténuation des effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), lesquels sont venus renforcer le rôle de la technologie dans cette préparation.

Le principe consistant à ne laisser personne de côté fait entièrement écho au modèle de développement du pays, car il porte sur des questions liées à la réduction des inégalités, à l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. Si des progrès notables ont été accomplis, il est également reconnu que beaucoup restait à faire. Le Programme 2030 contient des orientations claires visant à promouvoir le développement dans les cinq domaines qui y sont énoncés : l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. Avant son adoption, Saint-Vincent-et-les Grenadines avait déjà commencé à appliquer de manière cohérente des mesures visant à bâtir une société durable, grâce à des progrès environnementaux, économiques et sociaux fondés sur la bonne gouvernance, et, malgré les difficultés, elle demeure pleinement résolue à poursuivre cette tâche au profit des générations futures.

Samoa

[Original : anglais]

Une meilleure qualité de vie pour tous

Dans son deuxième examen national volontaire, le Samoa évaluera les progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur les objectifs relatifs à la population, le but étant de brosser un tableau complet de la situation. Depuis notre premier rapport, nous avons intégré davantage les objectifs dans les mécanismes nationaux afin d'améliorer la collecte, le suivi et l'évaluation des données, ainsi que l'établissement de liens avec la budgétisation et la planification, l'aide au développement et d'autres obligations internationales. La participation des parties prenantes a été renforcée en utilisant les plateformes existantes.

Dans l'ensemble, le Samoa s'est montré résilient face à des catastrophes et à des risques naturels multiples et fréquents, ainsi qu'aux chocs extérieurs dus à la crise économique mondiale, au tsunami de 2009 et aux cyclones tropicaux Evan (2012) et Gita (2018). Malgré une croissance économique régulière, notamment un pic de croissance de 7,1 % atteint en 2015/16 suite au relèvement après ces catastrophes et chocs externes, on a constaté une augmentation du taux d'extrême pauvreté, qui est passée de 18,8 % en 2013 à 22,7 % en 2018, et une baisse de la croissance économique due principalement au ralentissement de l'activité industrielle depuis la fermeture de l'usine de fabrication Yazaki Samoa en août 2017. Le taux de chômage a également augmenté, passant de 8,7 % en 2012 à 14,5 % en 2017.

La résilience en matière de gouvernance, de réponse coordonnée et de relèvement s'est accrue, mais les conséquences tragiques récentes de l'épidémie de rougeole de 2019 ont mis au jour d'énormes lacunes dans notre système de santé, même si les enseignements qui en ont été tirés ont permis au Samoa d'être dans un meilleur état de préparation pour apporter une solution nationale à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Au 1er mai 2020, le Samoa n'avait toujours pas enregistré de cas de COVID-19. Les mesures prises pour prévenir la propagation de la rougeole, et maintenant de la COVID-19, affectent l'économie et ont notamment contribué à la diminution du produit intérieur brut par habitant, ainsi qu'à l'augmentation des déficits budgétaires du fait de la décroissance du nombre de visiteurs et de la baisse des recettes provenant du tourisme, une première depuis le second trimestre de 2018.

L'investissement dans le capital humain a toujours été au premier rang des priorités nationales. À ce jour, les résultats sont mitigés en ce qui concerne les objectifs mondiaux relatifs à la santé maternelle et infantile, mais l'accès aux services de soins de santé primaires s'est amélioré. Il a été fait état de taux élevés de morbidité et de mortalité dus à des maladies non transmissibles. Malgré ces résultats, des progrès satisfaisants ont été accomplis dans la lutte contre les facteurs de risque de ces maladies, la consommation d'alcool et de tabac ayant diminué et les niveaux d'exercice physique et d'alimentation saine ayant augmenté ces 10 dernières années. La récente épidémie de rougeole a révélé des lacunes auxquelles il est actuellement remédié dans le cadre d'un examen approfondi des systèmes de gestion des informations sur les vaccinations et la santé.

Les résultats concernant l'accès universel à l'éducation, en particulier dans le primaire et le secondaire, sont positifs, grâce à l'aide fournie au titre du Programme de subvention des frais scolaires. Il subsiste des difficultés liées à la baisse de la

proportion des élèves qui savent lire, écrire et compter, aux mauvais résultats en sciences et en mathématiques et aux piètres résultats obtenus par les garçons. Pour faire face aux fermetures d'écoles résultant de l'état d'urgence déclaré en raison de l'épidémie de rougeole et de la pandémie de COVID-19, le système éducatif innove en dispensant des cours en ligne et en utilisant du matériel d'apprentissage en ligne.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des éléments clefs de la stratégie de développement national du Samoa. Si la participation des femmes à la prise des décisions s'accroît globalement à tous les niveaux, on constate une forte prévalence de la violence fondée sur le genre et de la violence domestique.

La population a un accès quasi universel aux services essentiels tels que l'eau potable, les services d'assainissement et l'électricité. L'action menée en faveur de la transformation numérique a permis d'accroître l'accès à la technologie mobile et à Internet et de fournir des services tels que ceux destinés à promouvoir l'inclusion financière. La difficulté est de maintenir et d'améliorer la qualité de l'eau et des services d'assainissement, de garantir l'accès à une technologie de l'information et des communications d'un coût abordable et de favoriser une consommation accrue d'énergie propre.

Le Samoa continue d'investir dans des infrastructures résilientes face au climat et tient compte des considérations relatives aux changements climatiques dans tous les secteurs. Le couverture forestière reste stable ; cependant, il n'y a pas eu d'amélioration majeure du statut des espèces menacées au Samoa.

Des institutions et des mécanismes ont été mis en place pour promouvoir une approche du développement qui soit davantage fondée sur les droits humains et pour lier le respect et l'examen des obligations en matière de droits humains aux objectifs de développement durable.

Les informations relatives aux moyens de mise en œuvre ont été positives. Malgré les progrès accomplis dans de nombreux domaines, il subsiste des lacunes de taille. La COVID-19 qui sévit actuellement remet en question la durabilité de tout acquis.

La principale conclusion à dégager est qu'il importe de disposer d'une équipe de direction, de systèmes et de moyens solides et décisifs ; de mettre en place des partenariats constructifs à tous les niveaux ; de recourir à des systèmes nationaux ; de gérer efficacement des quantités importantes de données et de rapports nationaux, en s'appuyant sur des capacités d'analyse des données.

Les problèmes soulignés dans le rapport sont notamment l'insuffisance des moyens de mise en œuvre, d'analyse des données et de gestion à tous les niveaux ; le manque de coordination des efforts que déploient les partenaires à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable ; la vulnérabilité accrue aux chocs externes, aux catastrophes et aux menaces émergentes, notamment les crises sanitaires.

Seychelles

[Original : anglais]

Une nation résiliente, responsable et prospère de Seychellois en bonne santé, éduqués et autonomes, qui vivent ensemble en harmonie avec la nature et qui collaborent avec le reste du monde : la vision d'une nation qui célèbre ses 250 ans

Les Seychelles demeurent déterminées à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, car il change notre façon de percevoir le développement et nous oblige à ne pas seulement mesurer le progrès en des termes purement économiques. Le premier examen national volontaire du pays couvre les 17 objectifs de développement durable.

Les objectifs de développement durable dans le cadre national de planification stratégique

Pour les Seychelles, l'examen national volontaire est intervenu immédiatement après le lancement de leur Vision 2033 et de leur Stratégie nationale de développement pour la période 2019-2023. Élaborés à l'issue de larges consultations publiques, ces deux documents nationaux décrivent la voie à suivre à moyen et à long termes pour parvenir au développement durable, en fonction des priorités nationales. L'examen a également permis de mettre en correspondance les objectifs de développement durable avec les six grands domaines thématiques définis dans la Stratégie et, partant, de créer un environnement favorable, indispensable à la réalisation de ces objectifs.

Objectif consistant à ne laisser personne de côté

Le préambule de la Constitution seychelloise stipule que les Seychelles mettront en place un système démocratique favorable à la création d'un ordre social adéquat et progressif qui permette à tous les Seychellois de se nourrir, de s'habiller, de se loger, de s'éduquer et de vivre en bonne santé, en jouissant d'un niveau de vie en constante augmentation. C'est dans ce contexte que sont réalisés les objectifs de développement durable.

Les Seychelles disposent d'un vaste système de protection sociale, qui prévoit à la fois des transferts en espèces et la fourniture d'une aide en nature, notamment une pension de retraite universelle à les citoyens âgés de 63 ans et plus et des pensions d'invalidité garanties par la législation (objectifs 1, 2, 3 et 10).

Avec une zone économique exclusive de 1,4 million de km², les Seychelles souscrivent au concept de l'économie bleue, qui représente une approche intégrée du développement durable fondé sur l'océan. En octobre 2018, elles ont émis la première obligation bleue souveraine au monde, qui vise à mobiliser des ressources en vue de donner aux communautés et aux entreprises locales les moyens de passer à une exploitation durable des pêches et de sauvegarder nos océans, tout en développant durablement l'économie bleue (objectifs 8, 12, 13 et 14).

Les Seychelles occupent actuellement la quarante-troisième place mondiale en matière d'indice du capital humain et sont également le seul pays d'Afrique et de l'océan Indien à avoir atteint la catégorie de développement très avancé en 2019. Cela témoigne de l'investissement qu'elles continuent de faire dans la santé et l'éducation et de leur modèle de développement centré sur les personnes. Le pays peut se targuer

d'avoir un système d'enseignement gratuit et obligatoire pendant 10 ans et un système de soins de santé primaires gratuits (objectifs 3 et 4).

Petit État insulaire en développement, les Seychelles restent attachées à la durabilité et à la résilience environnementales (objectifs 13 et 14). Face aux menaces croissantes telles que l'érosion côtière et les inondations dues aux changements climatiques, le Gouvernement a adopté une approche intégrée en mettant davantage l'accent sur diverses stratégies d'adaptation, et a récemment lancé son plan de gestion côtière. L'initiative seychelloise d'aménagement de l'espace marin est un autre engagement majeur ; en mars 2020, le pays a légalement désigné 30 % de ses eaux territoriales comme aires marines protégées, soit une avance de 10 ans par rapport aux objectifs internationaux.

Les partenariats

Les objectifs de développement durable sont interdépendants et le Gouvernement ne peut les atteindre à lui seul. C'est la raison pour laquelle le partenariat national avec le secteur privé et la société civile est de la plus haute importance.

Le partenariat mondial a également un rôle important à jouer, étant donné les synergies qui existent entre les composantes du programme mondial général, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement. Certains de nos plus francs succès ont été obtenus dans des domaines où nous avons travaillé avec d'autres acteurs.

Difficultés rencontrées

Étant un petit État insulaire en développement, et compte tenu de leur situation géographique, les Seychelles restent très vulnérables aux facteurs extérieurs. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) met en évidence le risque qu'une épidémie peut avoir sur une économie comme la nôtre, qui dépend fortement du tourisme et dans laquelle la plupart des produits consommés proviennent de l'importation. Les effets des changements climatiques ont été exacerbés par les récents phénomènes d'érosion côtière. Les autres questions principales à régler et dont on ne saurait faire abstraction ont notamment trait à la nécessité de mobiliser davantage de ressources financières et de renforcer le système statistique national, et au vieillissement de la population. Il y a également une méconnaissance des objectifs de développement durable, qui peut entraver davantage leur réalisation.

Conclusion

L'examen national volontaire nous a permis de faire le point sur la durabilité de nos politiques, les lacunes existantes et les améliorations que nous pouvons apporter. En cette décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, nous sommes plus que jamais conscient qu'il n'y a pas lieu de dormir sur nos lauriers, et la COVID-19 a davantage mis en évidence ce fait.

Alors que nous reconstruisons tous nos économies, nous devons reconstruire mieux, afin de parvenir à un développement durable et inclusif.

Slovénie

[Original : anglais]

La Slovénie est consciente de l'importance du développement durable, aux niveaux tant local que mondial, et réaffirme sa détermination à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2017, le Gouvernement a adopté la Stratégie de développement de la Slovénie à l'horizon 2030. La Stratégie, qui a pour objectif fondamental de garantir une bonne qualité de vie à tous, est fondée sur cinq orientations stratégiques et 12 objectifs de développement interdépendants, et tient compte des 17 objectifs de développement durable à cet égard. Elle vise à équilibrer les développements économique, social et environnemental.

La contribution de la Slovénie à la coopération pour le développement et à l'aide humanitaire témoigne de son engagement en faveur du développement durable et équitable dans le monde entier. La Slovénie endosse sa part de la responsabilité mondiale d'éliminer la pauvreté, de réduire les inégalités et d'atteindre les objectifs de développement durable. La Stratégie de coopération pour le développement et d'aide humanitaire de la République de Slovénie à l'horizon 2030 place deux questions transversales au cœur de l'action nationale : la protection de l'environnement et l'égalité des sexes.

En 2018, la Slovénie s'est engagée à mener son deuxième examen national volontaire en 2020 et à rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a ainsi adopté une démarche inclusive, qui a fait intervenir les ministères, les institutions publiques, les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires, le secteur privé, des organisations de jeunesse et les acteurs locaux. La majorité des groupes vulnérables ont été associés à l'élaboration du rapport. Une série de consultations et d'ateliers thématiques régionaux ont aidé les parties prenantes à recenser les difficultés et les meilleures pratiques en ce qui concerne la réalisation des objectifs aux niveaux national et régional.

Les taux d'exposition à la pauvreté et à l'exclusion sociale ont baissé de manière constante, de nombreux programmes d'intégration et d'activation sociale étant exécutés en faveur des groupes vulnérables. En plus d'appuyer les programmes de prévention des maladies, la Slovénie préconise la promotion de la santé, en sensibilisant le public aux facteurs de risque pour la santé, tels que les choix de mode de vie et l'alimentation. Elle contribue ainsi à l'amélioration des résultats sanitaires en ce qui concerne la consommation d'alcool, les habitudes alimentaires malsaines et les maladies transmissibles. Les programmes de santé mentale sont parmi les principales priorités en matière de santé publique, en raison des taux élevés de suicide et d'automutilation. Les établissements d'enseignement ont enregistré un taux de participation élevé et un taux d'abandon scolaire extrêmement faible. Selon l'évaluation effectuée dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves, la Slovénie est considérée comme ayant un système éducatif très performant. Néanmoins, il subsiste des écarts entre les connaissances et les compétences, en particulier chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation et les citoyens plus âgés, deux groupes qui participent moins souvent à la formation continue.

Entre 2017 et 2020, la Slovénie a connu une croissance économique stable, accompagnée d'une réduction constante du taux de chômage de longue durée et d'emploi temporaire involontaire. La qualité de vie dont jouissent tous les citoyens et

la stabilité du développement économique dépendent de la manière dont les mécanismes du marché du travail sont adaptés à l'évolution démographique. Dans ce contexte, il est essentiel d'aider les jeunes à trouver rapidement des emplois de qualité et d'adopter des politiques migratoires stratégiques. La Slovénie doit améliorer ses systèmes de « flexisécurité » pour augmenter les emplois, réduire la segmentation du marché du travail et optimiser la répartition de la main-d'œuvre. Il importe qu'elle progresse durablement et de manière constante pour rattraper les économies les plus avancées. La Slovénie est consciente que le passage à une économie sobre en carbone est essentiel mais considère que ce passage est un défi systémique qui ne peut être relevé que par une action bien réfléchie. La transition vers une économie circulaire reposera sur la recherche, le développement et l'innovation, qui peuvent créer d'innombrables possibilités dans les secteurs de l'industrie, des infrastructures, de la mobilité, etc. La numérisation et d'autres solutions technologiques disponibles contribueront à accélérer cette transition.

La Slovénie est fière de disposer d'abondantes ressources en eau propre et sûre. En 2017, la nappe souterraine a permis de fournir de l'eau potable à la majorité de la population slovène. En 2016, le droit à l'eau potable a été inscrit dans la Constitution. Dans le secteur de l'énergie propre et accessible, le Gouvernement a adopté le Plan national pour l'énergie et le climat à l'horizon 2030, ouvrant ainsi la voie à l'avènement de la neutralité climatique d'ici 2050. Un ensemble de mesures soigneusement planifiées favorisent l'équilibre entre les trois piliers de la politique énergétique, à savoir la durabilité, la sécurité de l'approvisionnement et la compétitivité. La Slovénie doit en faire davantage dans le secteur des transports pour atteindre les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions. L'achat écologique, qui vise à promouvoir la production d'aliments d'origine locale et biologique, est un autre mécanisme crucial qui sous-tend le passage à la neutralité climatique. La Slovénie a mis en place des mesures destinées à préserver les pratiques agricoles durables et les exploitations familiales, à protéger et à promouvoir la cuisine traditionnelle, à favoriser la gestion durable des forêts et à sauvegarder les paysages cultivés.

Dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la Slovénie est confrontée à des difficultés qui appellent une action coordonnée de la part de tous les acteurs de la santé, de l'économie, des services sociaux et de la protection humanitaire. Des mesures bien conçues permettront d'atténuer l'impact socioéconomique de cette crise, en veillant à ce qu'elle n'affecte pas de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables.

Ukraine

[Original : russe]

Engagement politique et préparation institutionnelle

L'Ukraine réitère son attachement aux valeurs et objectifs consacrés par le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Depuis 2015, l'Ukraine entreprend des réformes socioéconomiques et démocratiques. Les objectifs de développement durable ont été intégrés aux politiques nationales conformément au principe « ne laisser personne de côté ».

Objectifs de développement durable en Ukraine

Le processus inclusif d'adaptation des objectifs aux spécificités en matière de développement de l'Ukraine a abouti à l'élaboration d'un système d'objectifs de développement durable composé de 86 cibles et 183 indicateurs de suivi. À l'initiative du Ministère de l'économie, le gouvernement a créé un groupe de travail interinstitutions sur les objectifs de développement durable, chargé de coordonner les efforts de réalisation des objectifs ; les ministères compétents endossent la responsabilité de la mise en œuvre des cibles pertinentes. Le Président ukrainien a promulgué un décret consacrant les objectifs de développement durable comme orientations pour l'élaboration de documents prospectifs et programmatiques. Un système de suivi a été mis sur pied et l'incorporation des objectifs aux stratégies et programmes nationaux fait l'objet d'une analyse (162 lois et réglementations ainsi que 4 300 mesures ont ainsi été examinées). En mars 2020, le Cabinet des ministres a adopté son propre programme politique qui confirme son attachement aux objectifs de développement durable.

Objectifs de développement durable : chronologie

2016 : adaptation des objectifs ;

2017 : élaboration de cibles nationales relatives aux objectifs (86), d'orientations ciblées et d'indicateurs nationaux (183) ;

2017 : premier rapport initial national intitulé « Objectifs de développement durable : Ukraine » ;

2018 : introduction d'un suivi annuel des objectifs ;

2019 : premier rapport de suivi sur les objectifs (données statistiques), rapport thématique « Objectifs de développement durable en faveur des enfants » et rapport national « Objectif de développement durable n° 8 ».

Progrès des objectifs de développement durable : réalisations et défis

Fin 2019, l'Ukraine avait dans l'ensemble obtenu des progrès au titre de 15 des 17 objectifs. Les principaux progrès concernent le taux de pauvreté, qui a été ramené entre 2015 et 2018 de 58,3 à 43,2 %. Cette remarquable réalisation a été possible grâce à une augmentation des salaires et à un élargissement de la portée des subventions au logement (passant de 12 % en 2014 à 64 % en 2017). L'Ukraine applique un programme de réformes intitulé « Nouvelle école ukrainienne » et a participé à l'étude mondiale sur la qualité de l'éducation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves en 2018. Depuis 2019, l'Ukraine dispose d'un marché de détail de l'électricité et d'un marché énergétique de grande envergure. Grâce à l'amélioration des conditions pour le développement des petites et moyennes entreprises entre 2016 et 2019, l'excédent commercial des services de l'information et de la communication a été multiplié par 2,5 et l'internet 4G à haut débit a été introduit dans le pays. Depuis 2015, 1 029 collectivités territoriales ont été créées en Ukraine et les subventions au développement local et régional ont été multipliées par 41,5. Les principaux obstacles au développement demeurent l'agression militaire en cours, la vétusté de l'infrastructure, la gouvernance publique inefficace ainsi que le manque de ressources et de fonds. Les nouveaux défis nés de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) compliquent encore la situation. Il est ainsi devenu clairement nécessaire réformer les systèmes de soins de santé, de renforcer la coordination et la professionnalisation des pouvoirs publics, de rétablir l'ensemble de

la chaîne de production de diverses marchandises (industrie chimique et pharmaceutique), de réformer le système d'aide sociale, de moderniser les mécanismes de protection sociale des groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants, notamment par le biais de services sociaux intégrés, de numériser les démarches administratives et d'assurer l'accès à l'enseignement à distance.

Projets de transformations en Ukraine pour les dix années à venir

Dimension économique

L'Ukraine entend stimuler le développement de la science et de l'innovation et promouvoir l'économie circulaire, mettre en œuvre des projets d'infrastructure, accélérer la croissance de l'agro-industrie, promouvoir l'entrepreneuriat, numériser l'économie et créer de nouveaux emplois décents à la lumière des changements structurels.

Dimension sociale

L'effort de réforme constant (réformes de l'enseignement et des soins de santé, décentralisation) est appelé à améliorer les conditions de vie de la population et à réduire les inégalités sous toutes leurs formes. L'objectif premier demeure la réduction de la pauvreté multidimensionnelle.

Dimension environnementale

Il est prévu d'adapter la politique environnementale, de moderniser les systèmes de gestion des déchets et de mettre un terme à l'utilisation irrationnelle des ressources terrestres, forestières et hydriques.

Gouvernance efficace

Des efforts seront déployés pour instaurer un état de droit et améliorer l'efficacité des organismes publics et de l'administration locale. L'Ukraine tient à faire respecter les droits de la personne et de l'enfant ainsi que l'égalité femmes-hommes.

Problèmes pour lesquels un appui est nécessaire

Les tentatives d'annexer la Crimée et l'agression militaire à l'est de l'Ukraine, qui a commencée en 2014, sont une menace à la paix, la sécurité et la coopération en Europe de l'Est. Les affrontements militaires violents ont entrainé des pertes humaines (plus de 13 000 personnes) et économiques considérables ainsi que des déplacements de masse à l'intérieur du pays (près de 1,4 million de personnes). L'agression militaire continue d'avoir des conséquences dévastatrices. Résoudre les problèmes liés au confit par le biais du règlement politique et de la réintégration d'une partie des territoires ukrainiens temporairement occupés constituerait une contribution significative à la réalisation des objectifs.

Conclusions

Pour atteindre les objectifs au cours des dix années à venir, la mise en œuvre continue, le financement des objectifs et le suivi des politiques axées vers le développement durable sont les garants du succès. Notre priorité est d'atteindre les objectifs en offrant à la population une qualité de vie équivalente à la moyenne

européenne. Il en va du bien-être de l'ensemble du pays, mais aussi du bien-être de chaque famille, de chaque individu et de chaque enfant.

Zambie

[Original : anglais]

La République de Zambie est bien décidée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans son premier examen national volontaire, le pays souligne cet engagement. En intégrant les objectifs de développement durable dans son cadre de planification national et en mettant en place de solides mécanismes de coordination et de communication de l'information, la Zambie démontre une fois de plus qu'elle est déterminée à inscrire sa trajectoire de développement dans le Programme 2030.

L'examen national volontaire de 2020 est le résultat de consultations participatives et inclusives réunissant l'ensemble des acteurs publics et des pans de la société.

Réalisations

En ce qui concerne l'intégration de l'objectif de développement durable dans le cadre de la planification du développement national, la Zambie a adopté une approche multisectorielle intégrée dans son septième plan de développement national (2017-2021). Le pays a transcrit au niveau national le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, notamment en les incorporant dans le Plan, qui reprend 86 % des objectifs et cibles de développement durable. Aussi la mise en œuvre et la présentation des rapports sur la réalisation des objectifs sont-elles coordonnées par des structures institutionnelles aux niveaux national et infranational, selon le principe de la responsabilité sectorielle. Selon ce principe, il s'agit de faire plus avec moins et de renforcer les synergies et les partenariats, ce qui permet d'apporter des réponses multisectorielles aux défis du développement et d'aboutir à des réalisations notables, dont celles ci-après :

- **Réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité**. Les pouvoirs publics ont pris en charge la moitié des ménages en situation d'extrême pauvreté en étendant le programme de transferts sociaux en espèces de 38 districts en 2014 à l'ensemble des 116 districts en 2019. Les ménages non couverts par le programme sont soutenus par d'autres programmes de protection sociale, qui comprennent une aide aux agriculteurs, aux femmes, aux filles et aux écoliers vulnérables. Le caractère synthétique de la réponse, associé à une coordination renforcée, a contribué à la réduction de l'indice de pauvreté multidimensionnelle, qui est passé de 50 % en 2016 à 44 % en 2019.
- **Création d'un environnement propice à une croissance économique durable**. La Zambie étant un pays en développement enclavé, le maillage des communications au sein du pays et avec ses huit pays voisins est essentiel pour faciliter le commerce et l'accès aux marchés, promouvoir le tourisme et améliorer la prestation de services. À cette fin, les pouvoirs publics ont investi de manière notable dans les infrastructures, notamment les routes, les aéroports, l'énergie et les infrastructures de santé et d'éducation, créant ainsi un environnement propice au développement durable.

- **Lutte contre les changements climatiques et protection de l'environnement**. Conformément à l'Accord de Paris, la Zambie s'est engagée à réduire ses émissions de 38 000 Gg d'équivalent dioxyde de carbone d'ici 2030. Jusqu'à présent, les émissions cumulées ont diminué de 39 % (14 846,9 Gg d'équivalent dioxyde de carbone) entre 2015 et 2019. La Zambie encourage des initiatives durables telles que les énergies renouvelables, ce qui a permis au pays de diversifier son bouquet énergétique : la dépendance à la production d'énergie hydroélectrique est passée de 99 % en 2011 à 80,6 % en 2019. L'énergie solaire représente actuellement environ 90 mégawatts (soit 3 % de la production totale d'énergie du pays). L'agriculture intelligente face aux changements climatiques, les techniques de récupération de l'eau et les infrastructures durables font partie des mesures d'adaptation aux changements climatiques qui sont encouragées. La Zambie est toutefois à la recherche de partenariats stratégiques pour accélérer son programme d'adaptation.
- **Promotion du développement humain**. Le capital humain est essentiel pour relever les défis du développement au XXIe siècle, en particulier l'égalité des genres, la santé, les nouvelles technologies, l'innovation et la formation professionnelle. Il convient de mentionner les réalisations suivantes :
    - Une législation d'habilitation a été adoptée pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, en prévoyant l'équité et l'égalité des genres dans tous les domaines de la vie.
    - Le taux de mortalité maternelle est passée de 398 pour 100 000 naissances vivantes en 2014 à 252 en 2018. Le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 31 pour 1 000 naissances vivantes en 2014 à 19 en 2018. Le taux de couverture vaccinale est passé de 68 % en 2014 à 75 % en 2018.
    - En 2018, le taux d'achèvement de l'enseignement primaire s'élevait à 97,3 %, tandis que les taux pour le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire étaient respectivement de 87,7 % et 36,0 %.

Difficultés et domaines d'appui

L'insuffisance des données reste une contrainte de taille pour le suivi des objectifs de développement durable et la planification fondée sur des données factuelles. Néanmoins, la Zambie a promulgué la loi de 2018 sur les statistiques, qui vise à relever ces défis.

La politique budgétaire expansionniste, motivée par la nécessité d'investir dans le développement des infrastructures, a entraîné un important déficit de ressources qui a entravé le financement de la réalisation des objectifs de développement durable et menacé la soutenabilité de la dette du pays.

Les effets néfastes des changements climatiques et la récente pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) font peser de lourdes menaces sur la réalisation des cibles des objectifs de développement durable en Zambie.

Conformément à l'objectif 17 du développement durable, la Zambie cherche à établir des partenariats solides qui puissent l'aider à promouvoir son programme de croissance verte et à faire face aux contraintes de sa situation budgétaire tout en luttant contre les effets néfastes des changements climatiques et de la COVID-19.